

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL

Société de droit étranger

Siège social : Plumtree Court, 25 Shoe Lane, London, United Kingdom, EC4A 4AU (Royaume-Uni)

N° d'entreprise : 02263951

Succursale en France : 85 Avenue Marceau 75116 PARIS

829 164 003 RCS PARIS

COMPTES ANNUELS 2023**Rapport sur l'audit des états financiers****Opinion**

Selon nous, les états financiers de Goldman Sachs International :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la société au 31 décembre 2023 et de ses bénéfices et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement établis conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni ; et
- ont été établis conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006.

Nous avons effectué l'audit des états financiers, inclus dans le rapport annuel, qui comprennent : le bilan au 31 décembre 2023 ; le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ; et les notes annexes aux états financiers, comprenant des informations importantes sur les principes comptables et d'autres informations explicatives.

Notre opinion est cohérente avec notre rapport au Comité d'audit du Conseil de GSI.

Opinion distincte sur les normes internationales d'information financière adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 dans sa version applicable dans l'Union européenne

Comme expliqué dans la note 2 « Méthode de comptabilité » des états financiers, la société, en plus d'appliquer les normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, a également appliqué les normes internationales d'information financière adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002, telles qu'applicables dans l'Union européenne.

A notre avis, les comptes annuels ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière adoptées en application du règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'applicable dans l'Union européenne.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (UK) (« ISA (UK) »), aux normes internationales d'audit publiées par l'International Auditing and Assurance Standards Board (« ISA ») et à la législation applicable. Les responsabilités qui nous incombent en vertu des Normes ISA (UK) et des Normes ISA sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport consacrée aux responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes restés indépendants de la société conformément aux exigences éthiques pertinentes pour notre audit des états financiers au Royaume-Uni, qui comprennent la Norme éthique du FRC, applicable aux entités d'intérêt public cotées, et le Code international de déontologie des comptables professionnels (y compris les Normes internationales d'indépendance) publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

A notre connaissance, nous déclarons que les services autres que d'audit interdits par la norme d'éthique du FRC ou par l'article 5(1) du règlement (UE) n° 537/2014 n'ont pas été fournis.

Hormis ceux indiqués dans la note 6 « Charges d'exploitation nettes » de l'annexe aux états financiers, nous n'avons fourni aucun service autre que la certification des comptes à la société ou à ses entreprises contrôlées au cours de la période examinée.

Notre approche d’audit

Présentation

Périmètre d’audit

• Nous effectuons un audit complet des états financiers de la société dans son ensemble sous la forme d’une seule composante. La portée de l’audit ainsi que la nature, le calendrier et l’étendue des procédures d’audit ont été déterminés par notre évaluation des risques, l’importance financière des postes des états financiers et des facteurs qualitatifs (y compris l’historique d’anomalies résultant de fraudes ou d’erreurs). En particulier, nous avons examiné les cas où les administrateurs émettaient des jugements subjectifs, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables critiques qui impliquaient de formuler des hypothèses et de tenir compte d’événements futurs qui sont intrinsèquement incertains.

Points clés de l’audit

• Evaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur.

Importance relative

- Importance relative globale : 413 Mio USD (2022 : 404 Mio USD) sur la base d’environ 1 % du total des fonds propres Tier 1.
- Matérialité de la performance : 309 Mio USD (2022 : 303 Mio USD).

Le périmètre de notre audit

Dans le cadre de l’élaboration de notre audit, nous avons déterminé l’importance relative et évalué les risques d’anomalies significatives dans les états financiers.

Points clés de l’audit

Les points clés de l’audit sont les points qui, selon le jugement professionnel des auditeurs, ont été les plus importants dans l’audit des états financiers de la période en cours et comprennent les risques évalués les plus importants d’anomalies significatives (résultant ou non de fraudes) identifiés par les auditeurs, y compris ceux qui ont eu le plus d’effet sur : la stratégie globale d’audit ; l’allocation des ressources dans l’audit ; et la direction des efforts de l’équipe affectée à la mission. Ces aspects, ainsi que les commentaires que nous formulons sur les résultats de nos procédures, ont été traités dans le cadre de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et dans la formation de notre opinion à ce sujet, et nous ne formulons pas d’opinion distincte sur ces questions.

Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

Les points clés de l’audit ci-dessous sont cohérents avec ceux de l’exercice précédent.

| Point clé de l’audit | La manière dont notre audit a traité le point clé de l’audit |
|--|---|
| <p>Evaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur</p> <p>Se reporter à la note 30 « Evaluation de la juste valeur » des états financiers.</p> <p>Conformément aux méthodes comptables exposées dans la note 3 « Principales méthodes comptables » de l’annexe aux états financiers, la majorité des actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le produit net. Le total des actifs et passifs financiers à la juste valeur s’élevait respectivement à 967,86 Mrd USD et 899,33 Mrd USD au 31 décembre 2023. L’audit de l’évaluation des actifs et passifs financiers a nécessité des ressources d’audit importantes et constitue un domaine d’incertitude attachée à l’évaluation et constitue donc un point clé de l’audit.</p> <p>Les justes valeurs de la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur, détaillées dans la note 30 « Evaluation de la juste valeur », sont basées sur des prix et des données d’entrée observables et sont classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Les valorisations des instruments financiers dérivés sont calculées par des modèles financiers utilisant différentes données d’entrée.</p> <p>La société investit également dans des liquidités et des instruments</p> | <p>Nous avons compris et évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles clés relatifs à l’évaluation des actifs et passifs financiers. Ces contrôles incluaient :</p> <ul style="list-style-type: none">• une validation des modèles nouveaux et existants par une équipe spécialisée au sein de la filière risques, ainsi que des contrôles d’accès et de gestion des changements sur les modèles utilisés ;• un processus de vérification des prix effectué par la fonction Contrôle des produits à partir de prix et de données d’entrée de modèles provenant de tiers ; et• le calcul et l’approbation des principaux ajustements de valeur. <p>Nous avons testé l’efficacité du fonctionnement de ces contrôles et n’avons relevé aucune exception importante et nous avons déterminé que nous pouvions nous fier à ces contrôles aux fins de notre audit. En outre, nous avons effectué les tests de validation décrits ci-dessous.</p> <p>Nous avons testé la valorisation d’un échantillon d’instruments de</p> |

financiers dérivés complexes et moins liquides lorsqu'il n'existe qu'un marché actif limité ou inexistant. Dans ces cas, il existe moins de preuves observables pour étayer les valorisations et, par conséquent, il existe une plus grande incertitude attachée aux estimations. Lorsqu'une ou plusieurs données d'évaluation ne sont pas observables et significatives, l'instrument financier est classé en niveau 3 dans la hiérarchie de valorisation. Les actifs et passifs financiers de niveau 3 évalués à la juste valeur s'élevaient respectivement à 4,95 Mrd USD et 8,50 Mrd USD au 31 décembre 2023.

Nous avons procédé à une évaluation des risques des instruments financiers détenus par la société en nous appuyant sur notre expérience du secteur et notre connaissance de l'activité de la société. Nous avons utilisé cette analyse pour identifier les domaines où le jugement est plus important et concentrer nos tests. Nous avons conclu que les risques évalués les plus élevés d'anomalies significatives concernent la valorisation de certains dérivés de crédit et d'actions. Au sein des dérivés de crédit, il s'agit notamment de la valorisation d'un portefeuille d'instruments financiers sensibles aux spreads de financement garantis, dont la méthodologie implique un certain nombre d'hypothèses dans l'élaboration de l'estimation, et au sein des dérivés actions, d'un portefeuille d'instruments financiers sensibles aux données de corrélation et de volatilité stochastique.

trésorerie par rapport à des sources tierces. Nous avons fait appel à des évaluateurs internes en évaluation pour réévaluer un échantillon d'instruments financiers dérivés et au comptant, y compris des instruments de niveau 3, à l'aide de modèles et de données d'entrée indépendants dans la mesure disponible.

Dans le cas d'un portefeuille de dérivés de crédit de niveau 3, nous avons fait appel à nos évaluateurs internes pour :

- évaluer le caractère approprié de la juste valeur en identifiant des écarts de financement alternatifs potentiels à l'aide de sources externes et en évaluant la différence de valorisation ;
- tester un échantillon des données d'évaluation fournies par la direction à des sources externes ; et
- réévaluer un échantillon de positions en utilisant nos propres modèles et, dans la mesure du possible, des données d'entrée indépendantes. Lorsque nous avons utilisé les données d'entrée de la direction pour réévaluer les instruments, nous avons apprécié le caractère raisonnable des données utilisées.

En outre, nous avons évalué un échantillon de dérivés actions sensibles aux de corrélation et de volatilité stochastique et, dans la mesure du possible, à des données provenant de sources indépendantes. Pour les échantillons pour lesquels nous avons utilisé les données de la direction pour réévaluer les instruments, nous avons évalué le caractère raisonnable des données utilisées.

Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer les ajustements de valeur. Nous avons testé un échantillon d'ajustements de valeur à la fin de la période.

Sur la base des travaux effectués, nous avons constaté que les estimations de la direction concernant la juste valeur des actifs et passifs financiers se situaient dans une fourchette raisonnable et étayées par les éléments probants obtenus.

Nous avons lu et évalué les informations fournies dans la Note 30 « Evaluation de la juste valeur » concernant les données non observables significatives et la hiérarchie des justes valeurs, et nous avons jugé qu'elles étaient appropriées.

Comment nous avons adapté le périmètre d'audit

Nous avons adapté le périmètre de notre audit pour nous assurer que nous avons travaillé suffisamment pour être en mesure de donner une opinion sur les états financiers dans leur ensemble, en tenant compte de la structure de la société, des processus et contrôles comptables et du secteur dans lequel elle opère.

La société fournit des services financiers à des clients dans le monde entier. La société exploite également un certain nombre de succursales et de bureaux de représentation en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique afin de fournir des services financiers aux clients de ces régions. Nous considérons la société et ses succursales comme une seule composante d'audit. Les traders basés à l'étranger concluent des transactions pour le compte de la société. Dans ces circonstances, certains contrôles internes relatifs à l'information financière sont mis en œuvre dans ces lieux. En outre, il existe un certain nombre de fonctions centralisées exploitées par la société mère ultime, The Goldman Sachs Group, Inc. (« Group Inc. »), aux Etats-Unis ou dans des centres de services partagés du groupe situés dans d'autres sites qui sont pertinents pour l'audit de la société. Nous avons déterminé l'étendue des travaux requis dans chacun de ces sites et donné des instructions aux entreprises du réseau PwC. Nous avons eu des échanges réguliers avec les cabinets responsables des travaux tout au long de l'audit. Il s'agissait notamment de rendre visite à certaines entreprises du réseau PwC à l'étranger, d'examiner les documents de travail clés et de discuter et de remettre en question les résultats des travaux dans les domaines à plus haut risque de l'audit. Nous avons conclu que les diligences mises en œuvre en notre nom étaient suffisantes pour l'émission de notre opinion.

L'impact du risque climatique sur notre audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons interrogé la direction pour comprendre l'ampleur de l'impact potentiel du risque climatique sur les états financiers de la société, et nous sommes restés vigilants lors de l'exécution de nos procédures d'audit pour tout indicateur de l'impact du risque climatique. Nos procédures n'ont pas identifié d'impact significatif du risque climatique sur les comptes de la société.

Importance relative

Le périmètre de notre audit a été influencée par notre application de l'importance relative. Nous avons fixé certains seuils quantitatifs d'importance relative. Ces éléments, ainsi que des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer le périmètre de notre audit ainsi que la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les postes et informations des états financiers individuels, et à évaluer l'incidence des anomalies, tant individuellement qu'en cumulé, sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé les niveaux d'importance relative applicable à l'ensemble des états financiers comme suit :

| | |
|---|--|
| <i>Importance relative globale au niveau de la société</i> | 413 Mio USD (2022 : 404 Mio USD). |
| <i>Comment nous l'avons déterminée</i> | Environ 1 % du total des fonds propres Tier 1 |
| <i>Justification de l'application de l'indice de référence</i> | La société est une filiale à 100 % de Group Inc. Nous considérons que les principaux utilisateurs des états financiers sont le Group Inc., les régulateurs et les contreparties de marché, qui se concentrent sur la question de savoir si la société dispose de ressources en capital suffisantes pour satisfaire aux exigences réglementaires minimales, s'acquitter de ses futures obligations sur le marché et absorber les éventuelles pertes futures. L'importance relative globale s'élève à 413 Mio USD, soit environ 1 % du total des fonds propres Tier 1. |

Nous utilisons la matérialité de la performance pour réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que le cumul des anomalies non corrigées et non détectées dépasse la matérialité globale. Plus précisément, nous utilisons l'importance relative des résultats pour déterminer le périmètre de notre audit ainsi que la nature et l'étendue de nos tests sur les soldes de comptes, les flux d'opérations et les informations fournies, par exemple pour déterminer la taille des échantillons. L'importance relative de nos résultats était de 75 % (2022 : 75 %) de l'importance relative globale, soit 309 Mio USD (2022 : 303 Mio USD) pour les états financiers de la Société.

Pour déterminer l'importance relative des résultats, nous avons tenu compte d'un certain nombre de facteurs - l'historique des anomalies, l'évaluation des risques et le risque d'agrégation et l'efficacité des contrôles - et avons conclu qu'un montant se situant dans le haut de notre fourchette normale était approprié.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit du Conseil de lui signaler les anomalies identifiées lors de notre audit qui seraient supérieures à 41 000 000 \$ (2022 : 40 400 000 \$) ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, selon nous, justifiaient un signalement pour des raisons qualitatives.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Afin d'évaluer la pertinence du choix des administrateurs de continuer à adopter le principe comptable de la continuité d'exploitation pour la société, nous avons :

- procédé à une évaluation des risques afin d'identifier les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur le principe comptable de continuité de l'exploitation ;
- évalué la situation financière actuelle et les prévisions financières de la société, y compris la justification des ressources financières dont la société dispose à la date de clôture ;
- appréhendé et évalué la situation actuelle du capital et de la liquidité de la société et examiné les résultats des tests de résistance effectués par la direction de la liquidité et du capital réglementaire, y compris en tenant compte de la gravité des scénarios de crise utilisés ;
- considéré les résultats des procédures mises en œuvre par l'auditeur du groupe pour étayer l'évaluation de la continuité d'exploitation de Group Inc., ainsi que de ses filiales consolidées ; et
- évalué l'adéquation des informations fournies dans les états financiers par rapport à la continuité de l'exploitation.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives relatives à des événements ou à des conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient remettre significativement en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée.

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe de continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était appropriée.

Toutefois, dans la mesure où tous les événements ou conditions futurs ne sont pas prévisibles, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en matière de continuité d'exploitation sont décrites dans les sections correspondantes du présent rapport.

Communication d'autres informations

Les autres informations sont notamment toutes les informations figurant dans les documents du Rapport annuel autres que les états financiers et notre rapport d'audit y afférent. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ni, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, aucune forme d'assurance à leur égard.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de d'apprécier si celles-ci sont substantiellement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, ou si elles semblent de quelque autre façon comporter des inexactitudes significatives. Si nous identifions une incohérence ou une anomalie significative apparente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures pour déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou une anomalie significative dans les autres informations. Dans le cas où, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe une inexactitude significative de ces autres informations, nous serions tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler au titre de cette obligation.

En ce qui concerne le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs, nous avons également examiné si les informations requises par la loi britannique sur les sociétés de 2006 (UK Companies Act 2006) y figuraient.

Sur la base des travaux que nous avons menés au cours de l'audit, la loi sur les sociétés de 2006 nous impose également de rendre compte de certaines opinions et questions telles que décrites ci-dessous.

Rapport stratégique et rapport des administrateurs

A notre avis, sur la base des travaux entrepris au cours de l'audit, les informations données dans le Rapport stratégique et le Rapport du Conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont cohérentes avec les états financiers et ont été présentées conformément aux exigences légales applicables.

A la lumière des connaissances et de la compréhension de la société et de son environnement acquises au cours de l'audit, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le rapport stratégique et le rapport du conseil d'administration.

Responsabilités au titre des comptes annuels et de l'audit

Responsabilités des administrateurs au titre des états financiers

Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration des responsabilités des administrateurs eu égard aux états financiers, il incombe aux administrateurs d'établir des états financiers conformément au cadre applicable et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère. Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe aux administrateurs d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe comptable de la continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux administrateurs de présenter des états financiers conformément aux exigences du règlement délégué 2019/815 sur le format électronique unique européen (règlement ESEF).

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de rendre un rapport d'audit exposant notre opinion. Une assurance raisonnable signifie un niveau élevé d'assurance, mais cela ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA (UK) et aux normes ISA détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, il peut raisonnablement être estimé qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont les cas de non-respect des lois et règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, afin de détecter les anomalies significatives relatives à des irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter des irrégularités, y compris des fraudes, est détaillée ci-dessous.

Sur la base de notre compréhension de la société et du secteur, nous avons identifié que les principaux risques de non-conformité aux lois et réglementations se rapportaient aux règles de la Financial Conduct Authority (« FCA ») et de la Prudential Regulation Authority (« PRA »), et nous avons examiné dans quelle mesure la non-conformité pourrait avoir un impact significatif sur les états financiers. Nous avons également pris en compte les lois et réglementations qui ont un impact direct sur les états financiers, telles que la loi sur les sociétés de 2006 et la législation fiscale sur les sociétés. Nous avons évalué les incitations et les possibilités de manipulation frauduleuse des états financiers par la direction (y compris le risque de contournement des contrôles), et nous avons déterminé que les principaux risques étaient liés au passage d'écritures comptables inappropriées et au parti pris de la direction via la manipulation de la valorisation des instruments financiers détenus à la juste valeur. Les procédures d'audit mises en œuvre par l'équipe affectée à la mission consistaient notamment à :

- discuter avec la direction, y compris la fonction Audit interne, et les responsables de la gouvernance d'entreprise concernant des cas avérés ou présumés de non-conformité aux lois et règlements et de fraude ;
- évaluer et tester l'efficacité du fonctionnement des contrôles mis en place par la direction pour prévenir et détecter les fraudes en matière d'information financière ;
- évaluer les questions signalées sur la ligne d'alerte de la société et les résultats de l'enquête de la direction sur ces questions ;
- examiner les correspondances clés avec les autorités réglementaires (la FCA et la PRA) ;
- identifier et tester certaines écritures comptables, en particulier les écritures comptables passées par la direction générale, les responsables de comptes, des collaborateurs de certains services (y compris le front office), et les combinaisons de comptes inhabituelles avec un crédit sur les revenus ;
- remettre en question les hypothèses et les jugements formulés par la direction dans ses estimations comptables critiques, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur ; et
- intégrer l'imprévisibilité dans la nature, le calendrier et/ou l'étendue de nos tests.

Il existe des limites inhérentes aux procédures d'audit décrites ci-dessus. Nous sommes moins susceptibles de prendre connaissance de cas de non-respect des lois et réglementations qui ne sont pas étroitement liés à des événements et transactions reflétés dans les états financiers. Par ailleurs, le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée, par exemple par la falsification ou des déclarations inexactes intentionnelles, ou par la collusion.

Nos tests d'audit peuvent notamment consister à tester des populations complètes de transactions et soldes spécifiques, éventuellement à l'aide de techniques d'audit des données. Cependant, il s'agit généralement de sélectionner un échantillon limité d'éléments à tester, plutôt que de tester des populations complètes. Nous chercherons souvent à cibler des éléments particuliers à tester en fonction de leur taille ou de leurs caractéristiques de risque. Dans les autres cas, nous utiliserons des sondages d'audit pour nous permettre de tirer une conclusion sur la population à partir de laquelle l'échantillon est sélectionné. Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers conformément aux normes ISA (UK) est disponible sur le site Internet du FRC à l'adresse suivante : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre, nous :

- identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les comptes annuels, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- acquérons une compréhension du contrôle interne pertinente pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par le directeur.
- déterminons le caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de la continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants collectés, l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les informations fournies à ce sujet dans les comptes ou, si ces informations sont insuffisantes,

de modifier notre opinion. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des circonstances ou événements ultérieurs pourraient amener le Groupe à cesser son activité.

- évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les informations à fournir, et apprécions si les comptes annuels font apparaître les opérations et les événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle.

- recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Il nous appartient de conduire, superviser et effectuer l'audit de la société. Nous restons les seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance d'entreprise en ce qui concerne, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les constatations importantes de l'audit, y compris toute lacune importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance, et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou les mesures de sauvegarde appliquées.

A partir des questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes pour l'audit des états financiers de la période en cours et qui constituent par conséquent les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'empêche la divulgation publique de la question ou lorsque, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons qu'une question ne devrait pas être communiquée dans notre rapport parce que les conséquences négatives d'une telle communication pourraient raisonnablement l'emporter sur les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

Utilisation de ce rapport

Le présent rapport, y compris les opinions, a été rédigé uniquement à l'intention des membres de la société en tant qu'organe conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi sur les sociétés de 2006 et à aucune autre fin. En donnant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à toute autre fin ou vis-à-vis de toute autre personne à qui ce rapport serait présenté ou dans les mains de laquelle il pourrait tomber, sauf accord exprès de notre consentement écrit préalable.

Autres signalements requis

Signalement par exception selon le Companies Act 2006

En vertu de la loi sur les sociétés de 2006, nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis :

- nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour notre audit ; ou
- la société n'a pas tenu de livres comptables adéquats ou si nous n'avons pas reçu des succursales dans lesquelles nous ne nous sommes pas rendus des réponses adéquates pour notre audit ; ou
- certaines informations sur la rémunération des administrateurs prévues par la loi n'ont pas été communiquées ; ou
- les états financiers ne concordent pas avec les documents comptables et les déclarations.

Nous n'avons pas d'exception à signaler au titre de cette obligation.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Nous avons vérifié la conformité des états financiers de la société au 31 décembre 2023 avec les exigences légales pertinentes énoncées dans le règlement ESEF qui sont applicables aux états financiers. C'est-à-dire, pour la société :

- Les états financiers sont établis dans un format XHTML valide.

A notre avis, les états financiers de la société au 31 décembre 2023, identifiés comme gsinternational-12-31-23- financial-statements.xhtml, ont été établis, à tous égards importants, conformément aux exigences énoncées dans le règlement ESEF.

Nomination

Nous avons été nommés par les administrateurs le 22 septembre 1988 pour auditer les états financiers de l'exercice clos le 24 novembre 1989 et des exercices suivants. La période d'engagement total ininterrompu est de 35 ans, couvrant les exercices clos du 24 novembre 1989 au 31 décembre 2023.

Goldman Sachs International n'est pas une entité d'intérêt public britannique et, à ce titre, la rotation obligatoire des firmes d'audit ne s'applique pas.

Autres questions

Dans le cas où la version anglaise du présent rapport et une traduction de celui-ci dans une langue autre que l'anglais différeraient, la version anglaise prévaudra.

Nick Morrison (Commissaire aux comptes principal) pour et au nom de PricewaterhouseCoopers LLP Experts-comptables et commissaires aux comptes

Londres

22 mars 2024

Compte de résultat

| <i>En Mio USD</i> | Note | Exercice clos en décembre | |
|---|------|---------------------------|-----------|
| | | 2023 | 2022 |
| Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat | | \$ 10 304 | \$ 10 372 |
| Frais et commissions | | 1 886 | 2 058 |
| Autres produits | | 1 443 | — |
| Produits hors intérêts | | 13 633 | 12 430 |
| Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat | | 10 362 | 4 013 |
| Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti | | 12 304 | 3 968 |
| Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat | | (11 324) | (4 834) |
| Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti | | (13 773) | (4 775) |
| Charges d'intérêts nettes | | (2 431) | (1 628) |
| Produit net | 5 | 11 202 | 10 802 |
| Charges d'exploitation nettes | 6 | (6 136) | (5 828) |
| Résultat avant impôts | | 5 066 | 4 974 |
| Impôt sur les bénéfices | 9 | (915) | (946) |
| Résultat de l'exercice | | \$ 4 151 | \$ 4 028 |

Le produit net et le résultat avant impôt de la société proviennent des activités poursuivies lors de l'exercice en cours et des exercices précédents.

Etat du résultat global

| <i>En Mio USD</i> | Note | Exercice clos en décembre | |
|--|------|---------------------------|----------|
| | | 2023 | 2022 |
| Résultat de l'exercice | | \$ 4 151 | \$ 4 028 |
| Autres éléments du résultat global | | | |
| Éléments non recyclables ultérieurement en résultat | | | |
| Perte actuarielle relative au régime de retraite | 15 | (118) | (246) |
| Ajustement de la valeur de la dette | 20 | (183) | 301 |
| Impôt différé britannique comptabilisé en autres éléments du résultat global | 16 | 85 | (19) |
| Impôt de l'exercice britannique comptabilisé en aux autres éléments du résultat global | | (1) | (1) |
| Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts | | (217) | 35 |
| Total du résultat global de l'exercice | | \$ 3 934 | \$ 4,063 |

Bilan

| <i>En Mio USD</i> | Note | Au décembre | |
|--|------|---------------------|---------------------|
| | | 2023 | 2022 |
| Actif | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 25 | \$ 35 689 | \$ 11 707 |
| Contrats garantis | 10 | 262 817 | 235 796 |
| Créances clients et autres | 11 | 72 888 | 78 967 |
| Actifs détenus à des fins de transaction (dont 58 352 Mio USD et 20 708 Mio USD nantis à titre de garantie) | 12 | 828 362 | 872 810 |
| Investissements (dont 25 Mio USD et 3 Mio USD nantis à titre de garantie) | 13 | 289 | 280 |
| Prêts | | 174 | 222 |
| Autres actifs | 14 | 3 336 | 3 259 |
| Total de l'actif | | \$ 1 203 555 | \$ 1 203 041 |
| Passif | | | |
| Financements garantis | 18 | \$ 215 476 | \$ 124 735 |
| Dettes clients et autres | 19 | 115 201 | 110 983 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 12 | 737 610 | 844 313 |
| Emprunts non garantis | 20 | 90 267 | 76 205 |
| Autres passifs | 21 | 4 882 | 4 596 |
| Total du passif | | 1 163 436 | 1 160 832 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | 22 | 598 | 598 |
| Compte primes d'émission | | 5 568 | 5 568 |
| Autres instruments de capitaux propres | 23 | 5 500 | 8 300 |
| Report à nouveau | | 28 800 | 27 870 |
| Autres éléments du résultat global cumulés | | (347) | (127) |
| Total capitaux propres | | 40 119 | 42 209 |
| Total du passif et des capitaux propres | | \$ 1 203 555 | \$ 1 203 041 |

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil le 20 mars 2024 et signés en son nom par :

L. A. Donnelly
Administrateur
22 mars 2024

Etat des variations des capitaux propres

| <i>En Mio USD</i> | Note | Exercice clos en décembre | |
|---|------|---------------------------|------------------|
| | | 2023 | 2022 |
| Capital social | | | |
| Solde de début | | \$ 598 | \$ 598 |
| Solde final | | 598 | 598 |
| Compte primes d'émission | | | |
| Solde de début | | 5 568 | 5 568 |
| Solde final | | 5 568 | 5 568 |
| Autres instruments de capitaux propres | | | |
| Solde de début | | 8 300 | 8 300 |
| Rachat d'obligations Additional Tier 1 | 23 | (2 800) | — |
| Solde final | | 5 500 | 8 300 |
| Report à nouveau | | | |
| Solde de début | | 27 870 | 24 590 |
| Résultat de l'exercice | | 4 151 | 4 028 |
| Transfert de l'ajustement de la valeur de la dette réalisé en report à nouveau, net d'impôt | 20 | 3 | 1 |
| Différence entre la valeur comptable et la juste valeur des titres Additional Tier 1 rachetés | 23 | 527 | — |
| Intérêts sur obligations Additional Tier 1 | 23 | (643) | (749) |
| Dividendes en numéraire versés | 24 | (1 684) | — |
| Distribution en nature | 24 | (1 424) | — |
| Rémunérations fondées sur des actions | | 334 | 650 |
| Refacturation des frais de gestion liés aux rémunérations fondées sur des actions | | (334) | (650) |
| Solde final | | 28 800 | 27 870 |
| Autres éléments du résultat global cumulés | | | |
| Solde de début | | (127) | (161) |
| Autres éléments du résultat global | | (217) | 35 |
| Transfert de l'ajustement de la valeur de la dette réalisé en report à nouveau, net d'impôt | 20 | (3) | (1) |
| Solde final | | (347) | (127) |
| Total capitaux propres | | \$ 40 119 | \$ 42 209 |

Voir la Note 24 pour de plus amples informations sur les dividendes et les distributions.

Etat des flux de trésorerie

| <i>En Mio USD</i> | Note | Exercice clos en décembre | |
|---|------|---------------------------|------------------|
| | | 2023 | 2022 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | | |
| Trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation | 25 | \$ 27 672 | \$ (31 721) |
| Impôts perçus | | 1 | 4 |
| Impôts payés | | (515) | (701) |
| Flux net de trésorerie générés/(consommés) par les activités d'exploitation | | 27 158 | (32 418) |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | | | |
| Investissements immobiliers, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles | | (223) | (249) |
| Achat d'investissements | | — | (26) |
| Produits de cession de participations | | 17 | 136 |
| Trésorerie nette consommée par les activités d'investissement | | (206) | (139) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | | |
| Rachat d'obligations Additional Tier 1 | 25 | (2 273) | — |
| Remboursement des prêts intragroupe éligibles au MREL | 25 | — | (1 500) |
| Encaissements sur émissions de prêts subordonnés à long terme | 25 | 1 500 | — |
| Intérêts payés sur les obligations Additional Tier 1 | 25 | (643) | (749) |
| Intérêts payés sur prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL | 25 | (1 623) | (693) |
| Dividendes en numéraire versés | 24 | (1 684) | — |
| Paievements au titre des passifs locatifs | | (2) | (1) |
| Trésorerie nette consommée par les activités de financement | | (4 725) | (2 943) |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, nette des découverts | | 22 227 | (35,500) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde de début | | 11 639 | 52 408 |
| Gains/(pertes) de change sur trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts | | 1 586 | (5 269) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde de fin | 25 | \$ 35 452 | \$ 11 639 |

Voir la Note 28 pour des informations sur les activités autres que la trésorerie liées au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs de la société.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Notes annexes aux états financiers

Note 1.

Informations générales

La société est une private unlimited company constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. L'adresse de son siège social est Plumtree Court, 25 Shoe Lane, Londres, EC4A 4AU, Royaume-Uni.

La société mère immédiate de la société est Goldman Sachs Group UK Limited (GSG UK), une société constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. GSG UK et ses filiales consolidées forment « GSG UK Group ».

La société contrôlante ultime et la société mère du plus petit et du plus grand groupe pour lequel des états financiers consolidés sont établis est The Goldman Sachs Group, Inc., une société constituée aux Etats-Unis d'Amérique. Des copies de ses états financiers consolidés, ainsi que certains documents réglementaires, par exemple les rapports trimestriels sur le formulaire 10-Q et le rapport annuel sur le formulaire 10-K, qui fournissent des informations supplémentaires sur GS Group et ses activités commerciales, peuvent être obtenus auprès du service Investor Relations, 200 West Street, New York, NY 10282, Etats-Unis d'Amérique, principal établissement de GS Group, ou sur www.goldmansachs.com/investor-relations.

Informations au titre du pilier 3 de Bâle III

La société est incluse dans les informations consolidées au titre du pilier 3 de GSG UK, comme l'exige le cadre de fonds propres britannique. Les informations au titre du pilier 3 de décembre 2023 de GSG UK seront disponibles conjointement avec la publication de ses informations financières consolidées sur www.goldmansachs.com/disclosures.

Déclaration pays par pays

La société est incluse dans les déclarations consolidées pays par pays de GSG UK, conformément aux exigences de fonds propres (déclaration pays par pays) Regulations 2013. La déclaration pays par pays de décembre 2023 de GSG UK sera disponible d'ici le 31 décembre 2024 sur www.goldmansachs.com/disclosures.

Note 2.

Méthode de comptabilité

Déclaration de conformité

Ces états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006, telle qu'applicable aux sociétés qui publient leurs rapports en vertu de ces normes, et aux normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 telles qu'applicables dans l'UE. (IFRS telles qu'applicables dans l'UE).

Au cours de l'exercice clos en décembre 2023, les normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, applicables à la société, étaient conformes aux normes IFRS telles qu'applicables dans l'UE.

Ces états financiers ont été établis sur la base du coût historique (modifié comme expliqué dans les rubriques « Actifs et passifs financiers » et « Régimes de retraite » ci-dessous).

Continuité d'exploitation

Ces états financiers ont été établis selon le principe de la continuité de l'exploitation. Les administrateurs estiment que la société dispose de fonds propres et de ressources suffisants pour poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'approbation des présents états financiers. Pour parvenir à cette conclusion, les administrateurs ont tenu compte des résultats financiers de la société, de ses activités de gestion du capital et de la liquidité, comme indiqué dans la Partie I du présent rapport annuel.

Consolidation

La société a choisi de ne pas établir d'états financiers consolidés, comme l'autorise l'article 402 de la loi sur les sociétés de 2006, car ses filiales ne sont pas importantes aux fins de donner une image fidèle et sincère. Ces états financiers sont des états financiers individuels.

Note 3.

Principes comptables significatifs

Nouvelles normes, amendements et interprétations Amendements à IAS 1 'Présentation des états financiers' (IAS 1) et Practice Statement 2 'Making Materiality Judgment' et IAS 12 'Impôts sur le résultat' (IAS 12). La société a appliqué les modifications suivantes :

- **Informations à fournir sur les méthodes comptables (amendements à IAS 1 et à l'énoncé des pratiques IFRS 2 « Formuler des jugements sur l'importance relative »).** Cet amendement exige la publication de méthodes comptables significatives, remplaçant l'obligation de publier des méthodes comptables significatives. Cet amendement a eu un impact limité sur les informations relatives aux méthodes comptables de la société, mais n'a pas eu d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

- **Réforme fiscale internationale - Règles types du Pilier Deux (amendements à IAS 12).** Cet amendement a été introduit en réponse aux Règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, prévoyant une exception temporaire obligatoire pour comptabiliser et publier des informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat du Pilier Deux et exigeant la divulgation d'informations connues ou raisonnablement estimables sur l'exposition d'une entité aux impôts sur le résultat du Pilier Deux. Voir la Note 9 « Charge d'impôt sur le revenu » pour les informations relatives aux règles du Pilier Deux de la société.

Méthodes comptables

Comptabilisation des produits. Le produit net comprend le bénéfice net provenant de transactions, tant avec des tiers qu'avec des affiliés, sur produits dérivés, titres et autres instruments financiers, ainsi que les frais et commissions. Ce montant inclut les intérêts et dividendes associés.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec les gains et pertes réalisés et latents, ainsi que les produits et charges d'intérêts et de dividendes associés inclus dans le produit net, à l'exception des variations de juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat attribuables aux spreads de crédit

propres (debt valuation adjustment ou DVA) qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à moins que cela ne crée ou n'amplifie une discordance comptable dans le compte de résultat. Les actifs financiers sont évalués au cours acheteur et les passifs financiers au cours vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société évalue certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuille (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les gains et pertes latents liés à la variation de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à partir de la date de négociation en produit net ou autres éléments du résultat global dans le cas de DVA.

Les intérêts contractuels sont inclus dans les produits et charges d'intérêts pour tous les instruments autres que les instruments financiers hybrides à la juste valeur par le biais du compte de résultat, pour lesquels les intérêts contractuels sont inclus dans les gains et pertes sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Les revenus provenant de contrats conclus avec des clients pour des services tels que la banque d'investissement, la gestion d'investissement, l'exécution et la compensation (contrats conclus avec des clients) sont comptabilisés lorsque les obligations de performance liées à la transaction sous-jacente sont remplies.

Lorsque la société comptabilise des produits en sa qualité de mandant dans une transaction et engage des charges pour satisfaire tout ou partie de ses obligations de performance dans le cadre de ces transactions, la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (IFRS 15) impose de déclarer ces produits bruts des charges associées. Ces produits sont inclus dans le produit net et ces charges sont incluses dans les charges liées aux transactions et autres charges (ci-après dénommées « charges IFRS 15 »).

La société est considérée comme le mandant dans la transaction si elle a l'obligation principale de fournir le service au client. La société satisfait à l'obligation de performance par elle-même, ou en engageant d'autres affiliés de GS Group pour satisfaire à tout ou partie de ses obligations de performance pour son compte.

La comptabilisation du produit net se fait de la manière suivante :

• Conseil financier et souscription

Les commissions de conseil financier et de prise ferme sont comptabilisées en résultat lorsque les services liés aux transactions sous-jacentes sont réalisés dans les conditions de la mission.

• Transactions d'exécution et de compensation client

Les revenus des commissions et frais d'exécution et de compensation des opérations des clients sur les marchés d'actions, d'options et de contrats à terme, ainsi que les opérations de gré à gré, sont comptabilisés en revenus nets au jour de l'exécution de l'opération.

• Services de gestion d'investissement

Les commissions de gestion sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont généralement calculées en pourcentage de la valeur nette d'inventaire moyenne d'un fonds ou d'un compte géré séparément. Tous les frais de gestion sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni.

Les commissions de surperformance sont calculées sous la forme d'un pourcentage de la performance d'un fonds ou d'un pourcentage de la performance excédentaire d'un fonds au-delà d'un indice de référence ou d'un autre objectif de performance. Les commissions de surperformance perçues d'un fonds ou d'un compte géré séparément sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une reprise significative de ces commissions ne se produira pas, c'est-à-dire lorsque ces commissions ne sont plus soumises aux fluctuations de la valeur de marché des investissements détenus par le fonds ou le compte géré séparément.

Information sectorielle. Les administrateurs gèrent les métiers de la société comme un seul segment opérationnel et, par conséquent, aucune information sectorielle n'a été fournie.

Avantages à court terme du personnel. Les avantages à court terme, tels que les salaires et traitements, sont évalués sur une base non actualisée et comptabilisés en charges sur la période au cours de laquelle le salarié fournit le service à la société. Une provision est constituée pour la rémunération discrétionnaire de fin d'exercice, qu'elle soit versée en numéraire ou en actions lorsque, en raison de la politique de la société et des pratiques passées, une obligation implicite existe à la date de clôture.

Rémunérations fondées sur des actions Group Inc. octroie des attributions sous forme d'actions gratuites (restricted stock units ou RSU) aux salariés de la société en échange des services des salariés. Group Inc. émet généralement de nouvelles actions ordinaires lors de la remise des attributions fondées sur des actions et la société n'a pas l'obligation de régler les attributions. Les attributions sont donc classées comme réglées en actions. Par conséquent, le coût des transactions fondées sur des actions avec les salariés est évalué sur la base de la juste valeur de l'attribution à la date de son octroi. La société comptabilise la juste valeur à la date d'octroi de l'attribution en rémunérations et prestations sociales au compte de résultat, avec un crédit correspondant passé directement en capitaux propres. Pour les attributions fondées sur des actions

qui ne nécessitent pas de services futurs (c.-à-d. les attributions acquises, qui comprennent les attributions accordées aux salariés admissibles à la retraite), la juste valeur à la date d'octroi est immédiatement passée en charges. Pour les attributions fondées sur des actions qui nécessitent des services futurs, la juste valeur à la date d'octroi est comptabilisée sur la période de service concernée. Il est tenu compte des annulations prévues lors de la détermination du montant des attributions dont l'acquisition est prévue et, par conséquent, des rémunérations fondées sur des actions des salariés. Les équivalents de dividendes en espèces, sauf interdiction réglementaire, sont généralement payés sur les actions gratuites en circulation.

La société a également conclu un accord de rétrocession avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc., à la date de livraison des actions, un montant en espèces égal (a) à la juste valeur de ces attributions à la date d'octroi et (b) aux variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés (postérieure à la date d'acquisition). La société comptabilise (a) en constatant une dette envers le Group Inc. en autres dettes sur la base de la juste valeur à la date d'octroi de l'attribution, avec un débit correspondant passé directement en capitaux propres et (b) en enregistrant la variation ultérieure de la juste valeur des attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés en rémunération et avantages sociaux dans le compte de résultat, et en passant l'augmentation ou la diminution correspondante en autres dettes. Par conséquent, l'opération de paiement fondé sur des actions et l'accord de rétrocession donnent lieu, dans leur ensemble, à une charge totale passée en compte de résultat sur la base de la juste valeur à la date d'octroi des attributions ajustée des variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions jusqu'à leur livraison.

Impôts à payer et impôts différés. L'impôt à payer est calculé sur la base des lois fiscales promulguées ou quasi promulguées à la date de clôture dans les pays où la société opère et génère des revenus imposables.

Un impôt différé est comptabilisé au titre de toutes les différences temporelles nées, mais non reprises à la date de clôture, lorsque des transactions ou événements se sont produits à cette date entraînant une augmentation future ou une diminution future d'impôt, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'il existera des bénéfices imposables appropriés sur lesquels pourra être déduite la reprise future des différences temporelles sous-jacentes.
- Les impôts différés sont évalués sur une base non actualisée aux taux d'imposition qui sont censés s'appliquer au cours des périodes au cours desquelles les différences temporelles s'inversent, sur la base des taux d'imposition et des lois promulguées ou quasi promulguées à la date de clôture.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont généralement constatés dans le compte de résultat ou directement dans les autres éléments du résultat global en fonction du compte où la plus-value ou moins-value a été comptabilisée. L'impôt sur les intérêts des obligations AT1 est comptabilisé au compte de résultat.

Dividendes et distributions. Les dividendes finaux en numéraire sont comptabilisés au passif et déduits des capitaux propres de la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par l'actionnaire de la société. Les dividendes intérimaires en numéraire sont comptabilisés et déduits des capitaux propres lors de leur paiement. Les distributions en nature sont comptabilisées et déduites des fonds propres lorsqu'elles sont approuvées par l'actionnaire de la société.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Cela inclut les liquidités en banque et les dépôts au jour le jour très liquides détenus dans le cours normal des affaires.

Devises étrangères. Les états financiers de la société sont présentés en dollars américains, qui est également la monnaie fonctionnelle de la société.

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date à laquelle la transaction a eu lieu. Les actifs et passifs monétaires, ainsi que les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur, libellés en devises étrangères sont convertis en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes de change sont comptabilisés en résultat avant impôt.

Actifs et passifs financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Les actifs et passifs financiers, autres que les instruments de trésorerie achetés ou vendus de manière régulière, sont comptabilisés lorsque la société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif financier expirent ou si la société transfère l'actif financier et que le transfert est éligible à la décomptabilisation. Un actif financier transféré peut être décomptabilisé si la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier ; ou si la société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier, mais ne conserve pas le contrôle. Les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsqu'ils sont éteints, c'est-à-dire lorsque l'obligation prévue au contrat est éteinte, est annulée ou a expiré.

Les instruments de trésorerie achetés ou vendus de manière régulière sont comptabilisés et décomptabilisés en utilisant la méthode de la comptabilisation à la date de règlement.

Classement et évaluation : Actifs financiers

La société classe les actifs financiers tels qu'ils sont ultérieurement évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat sur la base à la fois du modèle économique de la société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs financiers. Le modèle économique reflète la manière dont la société gère certains groupes d'actifs afin de générer des flux de trésorerie futurs. Lorsque le modèle économique de la société consiste à détenir les actifs pour collecter les flux de trésorerie contractuels, la société évalue ensuite si les flux de trésorerie des actifs financiers représentent uniquement des remboursements du principal et des intérêts. Les actifs financiers intégrant des dérivés (instruments hybrides) font également l'objet de la même évaluation.

• **Actifs financiers évalués au coût amorti.** Les actifs financiers détenus en vue de la collecte des flux de trésorerie contractuels et dont les flux de trésorerie représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sont évalués au coût amorti. La société détermine si les flux de trésorerie représentent des accords de prêt basiques, et lorsque les conditions contractuelles introduisent une exposition à un risque ou à une volatilité incompatibles avec un accord de prêt basique, l'actif financier est obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (voir ci-dessous). Les actifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur augmentée des coûts de transaction, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et de répartition des produits d'intérêts sur la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, la société estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'actif financier, mais ne tient pas compte des pertes de crédit futures. Les produits financiers sont enregistrés en produit net. Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- Certains contrats garantis, qui sont constitués de certains contrats de prise en pension et de la majorité des titres empruntés ;
- Créances clients et autres ; et
- Certains autres actifs, qui se composent de certains prêts intragroupe et de la quasi-totalité des créances diverses et autres.

• **Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.** Les actifs financiers qui ne sont pas détenus aux fins de la perception de flux de trésorerie contractuels et/ou qui n'ont pas de flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sont obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur sont initialement évalués à la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat. Ces actifs financiers sont ensuite évalués à leur juste valeur et les gains ou pertes sont comptabilisés dans le produit net. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur comprennent :

- Certains contrats collatéralisés, soit la quasi-totalité des contrats de prise en pension et certains emprunts de titres ;
- Les actifs détenus à des fins de transaction, portant sur la négociation d'instruments et de dérivés de trésorerie ;
- Les investissements ;
- Les prêts ; et
- Certains autres actifs, constitués de certains prêts intragroupe et d'une participation dans une filiale.

Classement et évaluation : Passifs financiers

La société classe ses passifs financiers dans les catégories ci-dessous en fonction de l'objectif pour lequel ils ont été acquis ou créés.

• **Passifs financiers détenus à des fins de transaction.** Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont initialement évalués à la juste valeur puis ultérieurement à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les gains ou pertes étant comptabilisés en revenus nets. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent les passifs de transaction suivants :

- Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction ; et
- Produits dérivés.

• **Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.** La société désigne certains passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont initialement évalués à la juste valeur puis ultérieurement à la juste valeur par le biais du compte de résultat, l'ajustement de la valeur de la dette étant comptabilisé en autres éléments du résultat global, si cela ne crée pas ou n'amplifie pas une discordance comptable, et les variations restantes de la juste valeur étant comptabilisées en produit net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global attribuables aux spreads de crédit propres ne sont pas transférés ultérieurement en compte de résultat, même lors de la décomptabilisation du passif financier. Les principales

raisons de la désignation de ces passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont les suivantes :

- Eliminer ou réduire de manière significative une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui sinon aboutirait à évaluer des actifs ou des passifs, ou à comptabiliser des plus-values ou moins-values sur ces actifs ou passifs, sur des bases différentes ; et
- L'ensemble des passifs financiers, ou des actifs et passifs financiers, est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprennent :

- La majorité des contrats de mise en pension ;
- Certains prêts de titres ;
- Emissions de titres d'emprunt garantis, prêts intragroupe, prêts bancaires et autres emprunts, à savoir instruments financiers hybrides, cessions d'actifs comptabilisés comme financements et non comme ventes, certains contrats de matières premières payés d'avance ; et
- Certains emprunts non garantis, notamment certains titres d'emprunt émis, la quasi-totalité des autres emprunts, certains prêts intragroupe et certains contrats de matières premières payés d'avance.

Les instruments financiers hybrides sont des instruments qui contiennent des dérivés incorporés qui peuvent être séparés (ou « bifurqués »). La société peut séparer le dérivé incorporé de la dette associée ou bien désigner la totalité de l'instrument financier hybride à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Si la société sépare le dérivé incorporé de la dette associée, le dérivé est comptabilisé à la juste valeur et le contrat hôte est comptabilisé au coût amorti.

• **Passifs financiers évalués au coût amorti.** Les passifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur augmentée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Voir ci-dessus « Actifs financiers évalués au coût amorti » pour plus d'informations sur la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts financiers, y compris les décotes attribuées à l'émission, sont comptabilisés dans les produits nets d'intérêts et charges d'intérêts. Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent :

- Certains contrats de mise en pension et la quasi-totalité des titres prêtés ;
- Certains prêts intragroupe ;
- Dettes clients et autres ;
- Certains emprunts non garantis qui n'ont pas été désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat ; et
- Les autres passifs, à savoir principalement les rémunérations et prestations sociales, les comptes de régularisation passif et autres.

Dépréciations

La société évalue les pertes de crédit attendues associées aux actifs financiers évalués au coût amorti sur une base prospective conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Les pertes de crédit attendues (Expected credit losses ou ECL) sont enregistrées en produit net. En décembre 2023 et en décembre 2022, les pertes de crédit attendues de la société n'étaient pas significatives.

Le modèle de dépréciation de la société repose sur l'évolution de la qualité de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers évalués au coût amorti et intègre les trois étapes suivantes :

- **Etape 1.** Actifs financiers évalués au coût amorti qui ne sont pas dépréciés lors de la comptabilisation initiale et pour lesquels il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. L'ECL est évaluée à un montant égal aux pertes de crédit attendues résultant d'événements de défaut possibles au cours des douze prochains mois.
- **Etape 2.** Actifs financiers évalués au coût amorti pour lesquels il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non encore considérés comme dépréciés. L'ECL est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité.
- **Etape 3.** Actifs financiers évalués au coût amorti qui sont en défaut ou qui sont définis comme dépréciés. L'ECL est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité.

La détermination du classement pertinent pour chaque actif financier dépend de la définition d'« augmentation significative du risque de crédit » (étape 1 à étape 2) et de la définition de « dépréciation du crédit » (étape 3). La société considère qu'un actif financier a connu une augmentation significative du risque de crédit lorsque certaines conditions quantitatives ou qualitatives sont remplies. La société considère qu'un actif financier fait l'objet d'une dépréciation de crédit lorsqu'il répond à la définition de défaut du risque de crédit, c'est-à-dire lorsque la société considère que le débiteur est peu susceptible de s'acquitter intégralement de ses obligations de crédit envers la société, sans que la société ait recours à des mesures telles que la réalisation de la garantie (si elle est détenue), ou que le débiteur a fait défaut sur un paiement et/ou est en souffrance depuis plus de 90 jours.

L'ECL est déterminée en projetant la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut (loss given default ou LGD) et l'exposition en cas de défaut pour chaque exposition individuelle. Pour le calcul des pertes de crédit attendues, ces trois composantes sont multipliées ensemble et actualisées à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé dans le calcul des ECL est le taux d'intérêt effectif d'origine. La probabilité de défaut représente la probabilité qu'un emprunteur manque à ses obligations financières. La perte en cas de défaut est l'estimation par la société de l'ampleur de la perte sur l'exposition au défaut, et tient compte, entre autres, de la garantie sur l'actif financier. L'exposition en cas de défaut est le montant que la société s'attend à devoir au moment où l'obligation financière fait défaut. La société utilise des notes internes du risque de crédit qui reflètent l'évaluation de la probabilité de défaut des contreparties individuelles. La société utilise plusieurs scénarios macroéconomiques dans le calcul des ECL, dont les pondérations font l'objet d'un examen et d'une approbation internes continus.

Le modèle ECL prend en compte la moyenne pondérée d'une fourchette de prévisions des conditions économiques futures. Les prévisions comprennent des scénarios économiques de base, favorables et défavorables sur une période de trois ans. Dans la mesure où la société possède des actifs financiers en étape 2 ou 3 dont la durée de vie prévue est supérieure à trois ans, le modèle revient aux informations historiques sur les pertes sur la base d'une approche modélisée non linéaire. La société fait preuve de jugement pour évaluer chaque trimestre des scénarios individuels en fonction de divers facteurs, notamment les perspectives économiques dérivées en interne, le consensus de marché, les conditions macroéconomiques récentes et les tendances sectorielles.

Les informations prospectives, telles que les principales variables économiques ayant un impact sur le risque de crédit et les pertes de crédit attendues, sont intégrées à la fois dans l'évaluation du classement par étapes et dans le calcul des ECL.

La société radie les actifs financiers, en tout ou en partie, lorsqu'elle a conclu qu'il n'est pas raisonnable d'attendre un recouvrement.

Classification des passifs financiers et des capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés en fonction de la substance des dispositions contractuelles. Un passif financier est un passif qui est une obligation contractuelle de livrer des espèces ou un autre actif financier à une autre entité, ou d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité. Un instrument de capitaux propres est tout contrat qui met en évidence un intérêt résiduel dans les actifs de l'entité après déduction de tous les passifs. Les instruments sont évalués afin de déterminer s'ils contiennent à la fois des composantes passif et capitaux propres. La valeur comptable initiale d'un instrument financier composé est affectée en premier lieu à la composante passif, évaluée à la juste valeur, et les capitaux propres sont affectés au montant résiduel.

Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté au bilan lorsqu'il y a :

- au moment considéré un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan pour leur montant brut.

Evaluation de la juste valeur

Voir la Note 30 pour plus de détails sur l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers de la société.

Couvertures de la juste valeur

La société applique la comptabilité de couverture conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » pour certains swaps de taux d'intérêt utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certains emprunts à court et long terme non garantis à taux fixe. Pour être éligible à la comptabilité de couverture, la couverture du dérivé doit être très efficace pour réduire le risque lié à l'exposition couverte. En outre, la société doit documenter formellement la relation de couverture dès sa mise en place et évaluer la relation de couverture au moins une fois par trimestre afin de s'assurer que la couverture du dérivé continue d'être hautement efficace pendant toute la durée de la relation de couverture.

La société applique une méthode statistique qui utilise une analyse de régression pour évaluer l'efficacité de ses relations de couverture de juste valeur à compenser les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et du risque couvert (c'est-à-dire le risque de taux d'intérêt). Un swap de taux d'intérêt est considéré comme très efficace pour compenser les variations de juste valeur attribuables aux variations du risque couvert lorsque l'analyse de régression aboutit à un coefficient de détermination supérieur ou égal à 80 % et à une pente comprise entre 80 % et 125 %. Les causes possibles d'inefficacité de ces couvertures sont les suivantes :

- Différences d'échéancier des flux de trésorerie entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.
- Différences d'actualisation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, les dérivés cash collatéralisés étant actualisés à l'aide de courbes d'actualisation de Overnight Indexed Swap qui ne sont pas appliquées de manière homogène à l'élément couvert.

- Risque de crédit de contrepartie impactant les variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt non collatéralisés mais pas l'élément couvert sous-jacent.

Pour les couvertures de juste valeur éligibles, les gains ou pertes sur instruments dérivés et la variation de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert sont inclus dans le produit net. Lorsqu'un dérivé n'est plus désigné comme couverture, toute différence résiduelle entre la valeur comptable et la valeur nominale de l'élément couvert est amortie sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats garantis et financements garantis

Les contrats garantis comprennent les contrats de prise en pension et emprunts de titres. Les financements garantis comprennent les contrats de mise en pension, les prêts de titres, les émissions de titres d'emprunt garantis, les prêts intragroupe et autres emprunts. Voir « Classement et évaluation : Actifs financiers » et « Classement et évaluation : Passifs financiers » ci-dessus pour plus de détails sur la classification et l'évaluation de ces instruments. Le collatéral reçu ou imputé peut prendre la forme d'espèces ou de titres. Les garanties en espèces sont comptabilisées/décomptabilisées lorsqu'elles sont reçues/payées. Les garanties données par la société sous forme de titres ne sont pas décomptabilisées du bilan, tandis que les garanties reçues sous forme de titres ne sont pas comptabilisées au bilan. En cas de cession ultérieure du collatéral reçu, l'obligation de restitution du collatéral et du numéraire reçu sont comptabilisés au bilan.

Régimes de retraite. La société finance un régime de retraite à cotisations définies et un régime de retraite hybride au bénéfice de certains salariés. Le régime de retraite hybride comporte à la fois une section à prestations définies (le Plan) et une section à cotisations définies. Ces régimes sont comptabilisés comme suit :

- Pour le régime de retraite à cotisations définies et la section à cotisations définies du régime de retraite hybride, les cotisations payables pour l'exercice sont passées en charges d'exploitation nettes. Les différences entre les cotisations à payer pour l'exercice et les cotisations effectivement versées sont présentées sous la forme de comptes de régularisation ou de paiements anticipés au bilan.
- Pour le Plan, les montants passés en charges d'exploitation nettes correspondent aux coûts des services passés, aux coûts d'administration et aux gains ou pertes sur les règlements et réductions. Ces montants sont inclus dans les rémunérations et prestations sociales. Les intérêts nets sont inclus dans les produits/(charges) nets d'intérêts. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global. Les actifs du Plan sont évalués à la juste valeur et les passifs du Plan sont évalués sur une base actuarielle en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et actualisés à un taux équivalent au taux de rendement actuel d'une obligation d'entreprise de haute qualité de devise et d'échéance équivalentes aux passifs du Plan. Les évaluations actuarielles complètes sont obtenues au moins tous les trois ans et actualisées à chaque date de clôture. Tout excédent ou déficit des actifs du Plan par rapport aux passifs du Plan est comptabilisé au bilan comme un actif (excédent) ou un passif (déficit).

Immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des provisions pour dépréciation. Sous réserve du respect des critères de comptabilisation de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les coûts encourus au cours de la période qui sont directement attribuables au développement ou à l'amélioration de nouveaux logiciels d'application métier sont immobilisés en tant qu'actifs en cours de construction. Les biens en cours de construction sont transférés dans des logiciels informatiques une fois terminés et prêts à être utilisés.

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée de trois ans. Aucun amortissement n'est pratiqué sur les actifs en cours de construction. Les amortissements sont inclus dans les charges d'exploitation nettes et les politiques d'amortissement sont revues annuellement.

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être entièrement recouvrable.

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. Des provisions sont constatées lorsqu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation actuelle (juridique ou implicite), née d'événements passés, et pour laquelle le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les obligations juridiques qui peuvent découler des nouvelles lois proposées ne sont reconnues comme des obligations que lorsque la législation est pratiquement certaine d'être adoptée telle quelle.

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société ou une obligation présente résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce qu'une sortie d'avantages économiques n'est pas probable ou que le montant de l'obligation ne peut être évalué de manière fiable.

Un actif éventuel est un actif possible résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société.

Les passifs éventuels et actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Toutefois, les passifs éventuels font l'objet d'une déclaration, à moins que la probabilité de règlement ne soit faible.

Instruments de capitaux propres. Les obligations AT1 de la société ont été classées comme des instruments de capitaux propres. Les intérêts associés sont comptabilisés directement en report à nouveau lors de leur paiement.

Note 4.

Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent les montants comptabilisés dans ces états financiers. La nature de l'estimation signifie que les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations suivantes ont eu l'effet le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers :

Evaluation de la juste valeur

Certains actifs et passifs financiers de la société comprennent des données non observables significatives (c'est-à-dire de niveau 3). Voir la Note 30 pour des informations sur la valeur comptable, les techniques d'évaluation et les paramètres significatifs de ces instruments.

Retraite à prestations définies

Le coût du Plan et la valeur des passifs du Plan sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Cela implique de faire des hypothèses sur les taux d'actualisation, les futures augmentations de salaire, les taux de mortalité et les futures augmentations de pension. En raison de la complexité de l'évaluation, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. Voir la Note 15 pour plus d'informations sur le Plan de la société.

Note 5.

Produit net

Le produit net comprend les charges nettes d'intérêts et les produits hors intérêts. Les charges nettes d'intérêts comprennent les intérêts et dividendes sur les instruments financiers évalués à la juste valeur et au coût amorti.

Le tableau ci-dessous présente le produit net de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Produits hors intérêts | | |
| Instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat | \$ 13 703 | \$ 2 948 |
| Instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat | (3 399) | 7 424 |
| Frais et commissions | 1 886 | 2 058 |
| Autres produits | 1 443 | — |
| Produits hors intérêts | 13 633 | 12 430 |
| Produits d'intérêts | | |
| Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat | 10 362 | 4 013 |
| Instruments financiers évalués au coût amorti | 12 304 | 3 968 |
| Total des produits d'intérêts | 22 666 | 7 981 |
| Charges d'intérêts | | |
| Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat | (11 324) | (4 834) |
| Instruments financiers évalués au coût amorti | (13 773) | (4 775) |
| Total des charges d'intérêts | (25 097) | (9 609) |
| Charges d'intérêts nettes | (2 431) | (1 628) |
| Produit net | \$ 11 202 | \$ 10 802 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les produits hors intérêts des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat concernent principalement les gains et pertes hors intérêts sur les actifs détenus à des fins de transaction, les investissements, les prêts, les passifs détenus à des fins de transaction et certains contrats garantis.
- Les produits hors intérêts des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat concernent principalement les gains et pertes hors intérêts sur certains emprunts non garantis et financements garantis.
- Les frais et commissions concernent principalement le produit net de certaines missions de conseil financier et de souscription, l'exécution et la compensation de transactions clients et de certains services de gestion d'investissement.

• Les autres produits comprennent principalement le gain de 1,42 Mrd USD en 2023 lié au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs de la société. Voir « Résumé — Transfert de Activité de gestion d'actifs » dans la partie I du présent rapport annuel pour plus d'informations.

• Les instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont fréquemment couverts économiquement par des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Par conséquent, les gains ou pertes comptabilisés dans les instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat peuvent être partiellement compensés par les gains ou pertes comptabilisés dans les instruments financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Informations géographiques

En raison de la nature très intégrée des marchés financiers internationaux, la société gère ses activités sur la base du produit net de la société dans son ensemble. La méthodologie d'allocation du produit net aux zones géographiques dépend d'estimations et du jugement de la direction.

Les résultats géographiques sont généralement répartis comme suit :

- Banque d'investissement : localisation du client, équipe de banque d'investissement et risque sous-jacent.
- FICC et Equities : localisation du desk de tenue de marché ou du marché primaire du titre sous-jacent.
- Gestion d'investissement : localisation de l'équipe de gestion d'investissement.

Le tableau ci-dessous présente le produit net de la société par zone géographique alloués selon la méthodologie évoquée ci-dessus.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|-------------------|---------------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| EMEA | \$ 7 675 | \$ 7 451 |
| Amériques | 1 763 | 1 712 |
| Asie | 1 764 | 1 639 |
| Total | \$ 11 202 | \$ 10 802 |

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le tableau ci-dessous présente les revenus de la société provenant de contrats conclus avec des clients soumis à la norme IFRS 15, qui sont inclus dans les frais et commissions dans les produits hors intérêts.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Conseil financier et engagements de souscription | \$ 806 | \$ 1 111 |
| Transactions d'exécution et de compensation client | 573 | 521 |
| Services de gestion d'investissement | 507 | 426 |
| Total | \$ 1 886 | \$ 2 058 |

Note 6.

Charges d'exploitation nettes

Le tableau ci-dessous présente les charges d'exploitation nettes de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunérations et prestations sociales | \$ 2 188 | \$ 1 906 |
| Frais basés sur les transactions | 1 651 | 1 689 |
| Développement du marché | 54 | 61 |
| Communication et technologie | 137 | 147 |
| Dotations aux amortissements | 264 | 248 |
| Honoraires professionnels | 159 | 154 |
| Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group | 1 139 | 1,090 |
| Autres charges | 863 | 724 |
| Charges d'exploitation | 6 455 | 6 019 |
| Frais de gestion facturés aux affiliés de GS Group | (319) | (191) |
| Charges d'exploitation nettes | \$ 6 136 | \$ 5 828 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les frais de gestion comprennent les frais relatifs aux services de support opérationnel et administratif et de gestion, reçus et fournis aux affiliés de GS Group.
- Les autres charges comprennent principalement les charges IFRS 15, les impôts divers, les provisions pour risques, les frais réglementaires et les contributions caritatives.

Le tableau ci-dessous présente les honoraires dus aux commissaires aux comptes de la société, qui sont inclus dans les honoraires professionnels.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Honoraires d'audit | \$ 5,6 | \$ 5,4 |
| Services d'assurance liés à l'audit | 2,3 | 2,1 |
| Autres services d'assurance | 1,2 | 1,2 |
| Total des honoraires des services autres que d'audit | 3,5 | 3,3 |
| Total des honoraires | \$ 9,1 | \$ 8,7 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les services d'assurance liés à l'audit concernent principalement le reporting des fonds et des actifs des clients.
- Les autres services d'assurance comprenaient la part des honoraires de la société liée à certains services fournis par un cabinet de réseau de commissaires aux comptes de la société à divers affiliés de GS Group. Ces frais ont été répartis entre les différents affiliés de GS Group, y compris la société, en fonction de la taille des actifs de chaque entité.

Note 7.

Rémunération et prestations sociales

Le tableau ci-dessous présente l'effectif moyen mensuel de la société, y compris les administrateurs exécutifs.

| <i>Nombre</i> | Moyenne pour l'exercice clos en décembre | |
|-----------------------------|--|--------------|
| | 2023 | 2022 |
| Banque d'investissement | 700 | 750 |
| FICC | 690 | 773 |
| Equities | 730 | 851 |
| Gestion d'investissement | 357 | 566 |
| Fonctions de support | 947 | 902 |
| Effectif moyen total | 3 424 | 3 842 |

L'effectif total était de 3 332 personnes en décembre 2023 et de 3 882 personnes en décembre 2022.

Le tableau ci-dessous présente les coûts des rémunérations et prestations sociales supportés par la société, y compris ceux relatifs aux administrateurs.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Salaires et traitements | \$ 1 882 | \$ 1 638 |
| Charges sociales | | |
| Charges de retraite : | 262 | 222 |
| Régime à cotisations définies et section à cotisations définies du régime de retraite hybride | 42 | 42 |
| Partie à prestations définies du régime de retraite hybride | 2 | 4 |
| Total | \$ 2 188 | \$ 1 906 |

Dans le tableau ci-dessus, la rémunération totale et les avantages sociaux incluaient une charge de 216 Mio USD en 2023 et un crédit de 103 Mio USD en 2022 représentant les variations de la juste valeur des droits à un paiement fondé sur des actions refacturés par le Group Inc. au cours de l'exercice.

Note 8.**Rémunérations fondées sur des actions****Plan d'intéressement en actions**

Le Group Inc. sponsorise un plan d'intéressement en actions, le Goldman Sachs Amended and Restated Stock Incentive Plan (2021) (SIP 2021), qui prévoit, entre autres, l'attribution de RSU, d'actions assujetties à des restrictions, de droits à équivalents de dividendes et d'options d'achat d'actions incitatives, chacune d'entre elles pouvant être soumise à des conditions, y compris des conditions de performance ou de marché. Le 29 avril 2021, les actionnaires de Group Inc. ont approuvé le SIP 2021. Le SIP 2021 succède à plusieurs précédents plans d'intéressement en actions, dont le premier a été adopté le 30 avril 1999 et dont chacun a été approuvé par les actionnaires de Group Inc. Il est prévu que le SIP 2021 prenne fin à la date de l'assemblée générale annuelle de Group Inc. qui aura lieu en 2025.

La société a enregistré une rémunération en actions au titre de l'amortissement des attributions d'actions attribuées, nette des annulations, de 334 Mio USD en 2023 et 650 Mio USD en 2022. Le ratio dette/capitaux propres résultant de ces rémunérations fondées sur des actions a été compensé dans les capitaux propres en raison de la comptabilisation d'un passif pour les montants découlant des termes de l'accord de rétrocession avec le Group Inc. en vertu duquel la société s'est engagée à payer au Group Inc. la juste valeur à la date d'octroi, ainsi que les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions au Group Inc. au moment de la remise à ses salariés.

Actions gratuites (RSU)

Group Inc. accorde des RSU (y compris des RSU soumises à des conditions de performance ou de marché) aux salariés de la société, qui sont généralement évaluées sur la base du cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'octroi après prise en compte d'une décote de liquidité pour les restrictions de transfert post-acquisition et de livraison applicables. La valeur des attributions d'actions tient également compte de l'impact des informations non publiques importantes, le cas échéant, que GS Group prévoit de mettre à disposition peu de temps après l'attribution. Les RSU qui ne sont pas soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement acquises et les actions ordinaires sous-jacentes sont livrées (nettes de la retenue à la source requise) sur une période de trois ans, comme indiqué dans les accords d'attribution applicables. Les accords d'attribution prévoient généralement que l'acquisition des droits est accélérée dans certaines circonstances, par exemple en cas de départ à la retraite, de décès, d'invalidité et, dans certains cas, de conflit d'emploi. La livraison des actions ordinaires sous-jacentes est subordonnée au respect par les bénéficiaires de certaines conditions d'acquisition et d'autres conditions décrites dans les accords d'attribution.

Les RSU qui sont soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement réglées après la fin d'une période de trois à cinq ans. Pour les attributions soumises à des conditions de performance ou de marché, l'attribution finale est généralement ajustée de zéro à 150 % de l'attribution initiale en fonction de la mesure dans laquelle ces conditions sont remplies. Les équivalents de dividendes accumulés sur ces attributions sont payés au moment du règlement des attributions.

Le tableau ci-dessous présente l'activité liée aux RSU.

| | RSU en circulation | | Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi des RSU en circulation | |
|--|----------------------|----------------------------|---|----------------------------|
| | Service futur requis | Aucun service futur requis | Service futur requis | Aucun service futur requis |
| Exercice clos en décembre 2023 | | | | |
| Solde de début | 872 454 | 3 700 126 | \$ 277,97 | \$ 261,02 |
| Octroyé | 574 879 | 572 878 | \$ 308,43 | \$ 317,83 |
| Annulé | (81 263) | (25 112) | \$ 292,33 | \$ 284,72 |
| Livré | — | (1 729 787) | \$ — | \$ 263,88 |
| Acquis | (741 438) | 741 438 | \$ 289,42 | \$ 289,42 |
| Transferts | (68 353) | 76 384 | \$ 292,45 | \$ 295,29 |
| Solde final | 556 279 | 3 335 927 | \$ 287,15 | \$ 276,32 |
| Exercice clos fin décembre 2022 | | | | |
| Solde de début | 756 025 | 3 725 700 | \$ 243,70 | \$ 223,32 |
| Octroyé | 869 222 | 1 417 779 | \$ 301,06 | \$ 311,74 |
| Annulé | (132 657) | (68 209) | \$ 274,34 | \$ 249,43 |
| Livré | — | (2 006 662) | \$ — | \$ 229,13 |
| Acquis | (632 062) | 632 062 | \$ 267,03 | \$ 267,03 |
| Transferts | 11 926 | (544) | \$ 248,53 | \$ 235,56 |
| Solde final | 872 454 | 3 700 126 | \$ 277,97 | \$ 261,02 |

Dans le tableau ci-dessus :

- La juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi des RSU attribuées était de 313,12 \$ en 2023 et de 307,68 \$ en 2022. La juste valeur à la date d'octroi de ces RSU incluait une décote de liquidité moyenne de 5,01 % en 2023 et de 5,6 % en 2022, afin de refléter les restrictions de transfert post-acquisition et de livraison, généralement de 1 an pour 2023 et 2022.
- La juste valeur totale des droits acquis s'élevait à 423 Mio USD en 2023 et 638 Mio USD en 2022.
- Le solde final incluait les RSU soumises à des exigences de service futures et à des conditions de performance ou de marché de 65 942 RSU en décembre 2023 et décembre 2022, et le montant maximum de ces RSU pouvant être acquises était de 98 914 à la fois en décembre 2023 et en décembre 2022.
- Le solde final incluait également les RSU non soumises à des exigences de service futures, mais soumises à des conditions de performance de 240 909 RSU en décembre 2023 et 223 150 RSU en décembre 2022, et le montant maximum de ces RSU pouvant être acquis était de 361 364 RSU en décembre 2023 et de 334 726 RSU en décembre 2022.

Note 9.

Impôt sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la charge d'impôt de la société.

| En Mio USD | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Impôts courants | | |
| Fiscalité britannique | \$ 493 | \$ 532 |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | 158 | (6) |
| Fiscalité à l'étranger | 250 | 232 |
| Total des impôts courants | 901 | 758 |
| Impôts différés | | |
| Origination et extourne des différences temporelles | 14 | 147 |
| Effet de la baisse du taux combiné d'imposition des sociétés au Royaume-Uni | — | 49 |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | — | (8) |
| Total des impôts différés | 14 | 188 |
| Charge d'impôt sur les bénéfices | \$ 915 | \$ 946 |

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre la charge d'impôt sur les bénéfices et le montant calculé en appliquant le taux combiné moyen pondéré de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni (y compris la surtaxe bancaire) applicable à la société en 2023 de 27,75 % (2022 : 27,0 %) sur les bénéfices avant impôt. Le taux combiné moyen pondéré de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni en 2023 de 27,75 % portait sur les trois mois du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 à 27,0 % et sur les neuf mois du 1^{er} avril 2023 au 31 décembre 2023 à 28,0 %.

| En Mio USD | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Résultat avant impôts | \$ 5 066 | \$ 4 974 |
| Bénéfice multiplié par le taux combiné de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 27,75 % (2022 : 27,0 %) | 1 406 | 1 343 |
| Variations de comptabilisation et d'évaluation des actifs d'impôts différés | 4 | (16) |
| Plus-value non imposable lié au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs | (395) | — |
| Impôt déductible sur les intérêts des obligations AT1 | (178) | (202) |
| Revenus non imposables sur obligations d'Etat indexées | (80) | (239) |
| Autres écarts permanents | (5) | 14 |
| Effet de la hausse des impôts sur les bénéfices à l'étranger | — | 2 |
| Écarts de change et autres | 5 | 9 |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | 158 | (14) |
| Effet de la baisse du taux combiné d'imposition des sociétés au Royaume-Uni | — | 49 |
| Charge d'impôt sur les bénéfices | \$ 915 | \$ 946 |

En juillet 2023, la loi de finances (n° 2) de 2023 (Finance (No. 2) Act 2023) a promulgué certaines dispositions des Règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, y compris un impôt complémentaire minimum national (Domestic Minimum Top-Up Tax), qui s'appliquera à GS Group à partir de janvier 2024. Le Pilier Deux vise à garantir que les sociétés multinationales paient un taux d'imposition effectif minimum de 15 % dans chaque juridiction dans laquelle elles exercent leurs activités. La société ne prévoit pas d'impact significatif sur son taux d'imposition effectif annuel 2024, en l'absence d'un changement significatif de la rentabilité ou de la répartition des bénéfices de GS Group au Royaume-Uni, sur la base de sa compréhension actuelle de ces règles. La société a utilisé l'exception à la comptabilisation et à la publication des informations relatives aux actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le

résultat du Pilier Deux.

La loi de finances 2022, qui a réduit la surtaxe bancaire applicable à la société de 8,0 % à 3,0 % à compter du 1^{er} avril 2023, a été promulguée en février 2022. Par conséquent, en 2022, les actifs d'impôt différé de la société ont été réévalués et une charge d'impôt différé de 49 Mio USD a été comptabilisée au compte de résultat. Ce changement, couplé à l'augmentation du taux principal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 19,0 % à 25,0 % à compter du 1^{er} avril 2023, promulgué en juin 2021, a entraîné une augmentation du taux combiné de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni (y compris la surtaxe bancaire) applicable à la société de 27,0 % à 28,0 % à compter du 1^{er} avril 2023.

Note 10.

Contrats garantis

Le tableau ci-dessous présente les contrats garantis de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Contrats de prise en pension | \$ 126 309 | \$ 129 433 |
| Titres empruntés | 136 508 | 106 363 |
| Total | \$ 262 817 | \$ 235 796 |

Note 11.

Créances clients et autres

Le tableau ci-dessous présente la clientèle et les autres créances de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---|------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Créances sur les courtiers/négociants et organismes de compensation | \$ 14 536 | \$ 19 200 |
| Créances clients et contreparties | 58 352 | 59 767 |
| Total | \$ 72 888 | \$ 78 967 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Le total des créances clients et autres comprend principalement les créances résultant de collatéraux donnés dans le cadre de certaines opérations sur dérivés, les prêts sur marge clients et les soldes liés à l'activité sur dérivés cotés.
- Les créances clients et contreparties comprennent les créances résultant de contrats avec des clients, qui s'élevaient à 114 Mio USD en décembre 2023 et 170 Mio USD en décembre 2022.

Note 12.

Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction comprennent les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction et les dérivés détenus dans le cadre des activités de tenue de marché ou de gestion des risques de la société, y compris les titres détenus à des fins de gestion du risque de liquidité. Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent les actifs donnés en garantie. Voir la Note 29 pour de plus amples informations.

Le tableau ci-dessous présente les actifs détenus à des fins de transaction de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | | |
| Instruments du marché monétaire | \$ 20 | \$ 20 |
| Obligations gouvernementales | 48 747 | 18 301 |
| Prêts et titres adossés à des créances hypothécaires et autres actifs | 225 | 198 |
| Instruments de dette d'entreprise | 25 998 | 20 092 |
| Titres de fonds propres | 57 360 | 33 670 |
| Matières premières | 312 | 148 |
| Total des instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 132 662 | 72 429 |
| Produits dérivés | | |
| Taux d'intérêt | 509 246 | 599 737 |
| Crédit | 20 668 | 19 782 |
| Devises | 95 575 | 111 249 |
| Matières premières | 9 002 | 19 647 |
| Equities | 61 209 | 49 966 |
| Total des produits dérivés | 695 700 | 800 381 |
| Total des actifs détenus à des fins de transaction | \$ 828 362 | \$ 872 810 |

Le tableau ci-dessous présente les passifs détenus à des fins de transaction de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | | |
| Obligations gouvernementales | \$ 27 935 | \$ 14 109 |
| Instruments de dette d'entreprise | 4 868 | 5 532 |
| Titres de fonds propres | 32 936 | 37 037 |
| Matières premières | 11 | 16 |
| Total des instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 65 750 | 56 694 |
| Produits dérivés | | |
| Taux d'intérêt | 486 163 | 585 621 |
| Crédit | 18 200 | 17 453 |
| Devises | 97 849 | 114 335 |
| Matières premières | 8 826 | 20 207 |
| Equities | 60 822 | 50 003 |
| Total des produits dérivés | 671 860 | 787 619 |
| Total des passifs détenus à des fins de transaction | \$ 737 610 | \$ 844 313 |

Dans les tableaux ci-dessus :

- Les instruments de dette d'entreprise comprennent les prêts d'entreprise, les titres d'emprunt, les obligations convertibles, les transactions prépayées sur matières premières et les transferts d'actifs comptabilisés comme des prêts garantis plutôt que comme des achats.
- Les titres de fonds propres comprennent les actions cotées et les fonds indiciels cotés.

Note 13.

Investissements

Les investissements comprennent les instruments de dette et les titres de fonds propres qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui sont généralement détenus par la société dans le cadre de ses activités d'investissement à long terme. Les investissements comprennent les actifs donnés en garantie. Voir la Note 29 pour de plus amples informations.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux investissements de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Instruments de dette d'entreprise | \$ 51 | \$ 45 |
| Titres de fonds propres | 238 | 235 |
| Total | \$ 289 | \$ 280 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les instruments de dette d'entreprise comprennent principalement la dette senior, la dette mezzanine et la dette décotée (« distressed debt »).
- Les titres de fonds propres regroupent les participations cotées et non cotées de la société dans des sociétés.

Note 14.

Autres actifs

Le tableau ci-dessous présente les autres actifs de la société par nature.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---|-----------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Prêts interentreprises | \$ 532 | \$ 683 |
| Participation dans une filiale | 114 | 136 |
| Créances diverses et autres | 1 515 | 1 274 |
| Total des actifs financiers | 2 161 | 2 093 |
| Biens immobiliers, améliorations locatives et équipements | 5 | 5 |
| Immobilisations incorporelles | 518 | 560 |
| Droits d'utilisation | 7 | 8 |
| Excédent de retraite (voir note 15) | — | 40 |
| Actifs d'impôts différés (cf. note 16) | 456 | 385 |
| Comptes de régularisation | 35 | 43 |
| Actifs liés aux impôts | 150 | 121 |
| Créances diverses et autres | 4 | 4 |
| Total des actifs non financiers | 1 175 | 1 166 |
| Total | \$ 3 336 | \$ 3 259 |

Dans le tableau ci-dessus :

- La participation de la société dans la filiale a été évaluée à la juste valeur conformément à la norme IFRS 9.
- Les créances diverses et autres incluses dans les actifs financiers comprennent principalement les créances sur les affiliés de GS Group, dont les créances pour répartition du produit net entre les affiliés de GS Group pour leur participation aux activités de GS Group.

Biens immobiliers, améliorations locatives et équipements

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des biens, améliorations locatives et équipements au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

| <i>En Mio USD</i> | Améliorations locatives | Agencements, aménagements et équipements | Total |
|-------------------------------|-------------------------|--|-------|
| Coût | | | |
| Décembre 2021 | \$ 16 | \$ 6 | \$ 22 |
| Entrées | — | — | — |
| Sorties | (4) | — | (4) |
| Décembre 2022 | 12 | 6 | 18 |
| Entrées | 2 | — | 2 |
| Sorties | — | — | — |
| Décembre 2023 | 14 | 6 | 20 |
| Amortissements cumulés | | | |
| Décembre 2021 | 9 | 4 | 13 |
| Charge de l'exercice | 1 | — | 1 |
| Sorties | (1) | — | (1) |
| Décembre 2022 | 9 | 4 | 13 |
| Charge de l'exercice | 1 | 1 | 2 |
| Sorties | — | — | — |
| Décembre 2023 | 10 | 5 | 15 |
| Valeur nette comptable | | | |
| Décembre 2023 | \$ 4 | \$ 1 | \$ 5 |
| Décembre 2022 | \$ 3 | \$ 2 | \$ 5 |

Les améliorations locatives sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée de vie économique utile de l'actif ou la durée de vie restante du contrat de location lors de la mise en service de l'actif. Les agencements, aménagements et équipements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 7 ans.

Immobilisations incorporelles

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des immobilisations incorporelles, liées aux logiciels informatiques, au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

| <i>En Mio USD</i> | Logiciels informatiques | Actifs en cours de construction | Total |
|-------------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------|
| Coût | | | |
| Décembre 2021 | \$ 843 | \$ 253 | \$ 1 096 |
| Entrées/Transferts | 245 | 7 | 252 |
| Sorties | (1) | — | (1) |
| Décembre 2022 | 1 087 | 260 | 1 347 |
| Entrées/Transferts | 258 | (37) | 221 |
| Sorties | (4) | — | (4) |
| Décembre 2023 | 1 341 | 223 | 1 564 |
| Amortissements cumulés | | | |
| Décembre 2021 | 543 | — | 543 |
| Charge de l'exercice | 245 | — | 245 |
| Sorties | (1) | — | (1) |
| Décembre 2022 | 787 | — | 787 |
| Charge de l'exercice | 261 | — | 261 |
| Sorties | (2) | — | (2) |
| Décembre 2023 | 1 046 | — | 1 046 |
| Valeur nette comptable | | | |
| Décembre 2023 | \$ 295 | \$ 223 | \$ 518 |
| Décembre 2022 | \$ 300 | \$ 260 | \$ 560 |

Note 15.

Régimes de retraite

La société finance un régime de retraite à structure hybride, comportant à la fois une section à prestations définies (le Plan) et une section à cotisations définies. Le Plan offre des prestations de retraite sur la base du salaire final des participants, avec un âge usuel de départ à la retraite de 65 ans pour la plupart des participants. Le Plan est financé, les actifs du Plan étant détenus séparément de ceux de la société, dans des fonds administrés par des fiduciaires distincts.

Le Plan ne prend plus aucun nouveau participant depuis le 1^{er} avril 2008 et il a été remplacé par un régime à cotisations définies. Depuis le 31 mars 2016, le Plan a gelé les droits à prestations accumulés par les participants existants.

Le Plan est régi par le droit des fiducies et est géré et administré par Goldman Sachs UK Retirement Plan Trustee Limited (le Fiduciaire) pour le compte des participants et des bénéficiaires conformément aux termes du contrat et des règles de la Fiducie et aux dispositions de la législation applicable. Les Trustees agissent au nom des membres et des bénéficiaires et ont la responsabilité de définir la stratégie d'investissement et de convenir des besoins de financement avec la société tout au long du processus d'évaluation.

Une évaluation actuarielle complète du Plan a été effectuée par un actuaire indépendant qualifié au 31 décembre 2023 en utilisant la méthode des unités de crédit projetées basée sur les données d'adhésion au 31 juillet 2022. En décembre 2023, les passifs du Plan se composaient de 91 % au titre des futurs bénéficiaires et de 9 % au titre des bénéficiaires actuels. En décembre 2022, les passifs du Plan se composaient de 92 % au titre des futurs bénéficiaires et de 8 % au titre des bénéficiaires actuels.

Le montant de l'excédent de retraite comptabilisé en actif dans les états financiers n'est pas plafonné, la société étant en mesure d'utiliser l'excédent du Plan dans les scénarios décrits dans la norme « IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction ».

Plusieurs évaluations sont effectuées pour le Plan, y compris les évaluations sur une base comptable (conformément aux IFRS), sur une base de financement (utilisée par les Administrateurs pour gérer le financement du Plan) et sur une base de liquidation (utilisée pour déterminer le niveau de financement si le Plan devait être liquidé immédiatement). Les deux principales différences entre la valorisation comptable et la valorisation de financement sont la méthode utilisée pour déterminer l'hypothèse de taux d'actualisation et les marges de prudence requises.

Stratégie d'investissement du Plan

Le Plan peut faire appel à trois principaux types d'investissements jugés appropriés à différentes étapes de la vie du Plan :

- Une gamme d'instruments permettant de s'adapter aux variations de valeur du passif.
- Un portefeuille d'actifs à revenus garantis.
- Un portefeuille diversifié d'actifs fondé sur le rendement.

Les Fiduciaires du Plan surveillent le profil de passif du Plan et examinent régulièrement la pertinence de sa stratégie d'investissement par rapport à la nature et à la durée des passifs du Plan.

Les Administrateurs du Plan ont une stratégie d'allocation d'actifs à long terme qui consiste à investir 41 % des actifs dans des placements à rendement élevé (tels que des fonds/indices d'actions, des placements alternatifs et des titres à revenu fixe) et 59 % dans des actifs adossés au passif (tels que des Gilts, des swaps et des contrats de prise/mise en pension). L'objectif principal du programme de couverture du Plan est de couvrir la majorité de l'exposition du Plan aux taux d'intérêt et à l'inflation sur la base de l'évaluation de financement des passifs du Plan.

Risques du Plan

Les principaux risques du Plan sont :

- **Déficit de financement.** Il faudra augmenter les cotisations si le rendement des investissements n'est pas suffisant pour couvrir les prestations. Le niveau de rendement des actions sera un facteur clé de la performance globale des investissements ; le portefeuille d'investissement est également soumis à une série d'autres risques caractéristiques des classes d'actifs détenues, en particulier le risque de taux d'intérêt et le risque d'inflation sur les obligations.
- **Volatilité des actifs.** Une conséquence de la stratégie de placement du Plan, dont une part importante des actifs est investie dans des actions et dans d'autres actifs privilégiant le rendement, est que la différence entre les actifs du Plan et les passifs du Plan peut être volatile. En outre, bien que les instruments d'adossement au passif contribuent à la volatilité des actifs du Plan en raison de l'évolution des conditions de marché (voir ci-dessous), ils visent à minimiser l'écart entre les actifs du Plan et les passifs du Plan. En cas de volatilité des marchés, le Plan a mis en place une facilité de crédit renouvelable avec une filiale de GS Group afin d'atténuer le risque d'avoir à vendre des actifs sur des marchés baissiers pour répondre aux appels de garantie.
- **Sensibilité du passif du Plan.** Les passifs du Plan sont sensibles aux hypothèses d'inflation et d'espérance de vie futures. Ils sont également sensibles au taux d'actualisation, qui dépend des rendements du marché des obligations d'entreprise AA libellées en livre sterling.

Hypothèses financières et de mortalité

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses financières et de mortalité utilisées pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies.

| % par an, sauf hypothèses de mortalité | Au décembre | |
|---|-------------|-------------|
| | 2023 | 2022 |
| Hypothèses financières | | |
| Taux d'actualisation | 4,70 | 4,89 |
| Taux d'inflation - RPI | 3,22 | 3,35 |
| Taux d'inflation - IPC | 2,72 | 2,85 |
| Taux d'augmentation des pensions dans les paiements (accumulation après le 30 novembre 1996) | 3,02 | 3,15 |
| Taux d'augmentation des pensions faisant l'objet d'un report (accumulation après le 30 novembre 1996) | 2,72 | 2,85 |
| Taux d'augmentation des pensions différées (cumul après le 5 avril 2009) | 2,50 | 2,50 |
| Hypothèses de mortalité | | |
| Espérance de vie à 65 ans pour un participant actuellement âgé de 65 ans : | | |
| Hommes | 23,8 années | 24,3 ans |
| Femmes | 25,2 ans | 25,6 années |
| Espérance de vie à 65 ans pour un membre âgé actuellement de 45 ans : | | |
| Hommes | 25,0 années | 25,5 ans |
| Femmes | 26,5 années | 26,9 années |

Dans le tableau ci-dessus, les hypothèses de mortalité adoptées en décembre 2023 étaient la table de base « SAPS S3 very light (All Pensioners) series » avec une prise en compte des améliorations futures à partir de 2013 conformément aux projections de base du CMI 2022 avec un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an et un ajout initial au paramètre d'amélioration de la mortalité de 0,50 % par an. Cette hypothèse ne permet pas de pondérer l'expérience de mortalité en 2020 et 2021, et seulement 25 % sur l'expérience en 2022 compte tenu de la mortalité plus élevée que prévu subie pendant la pandémie de COVID-19.

Rapprochement de l'excédent/(déficit) de retraite

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre l'actif du Plan, le passif du Plan et l'excédent/(déficit) net de retraite.

| <i>En Mio USD</i> | Actifs du Plan | Passif du Plan | Excédent/(déficit) net de retraite |
|--|-----------------|-------------------|------------------------------------|
| Exercice clos en décembre 2023 | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2023 | \$ 1 233 | \$ (1 193) | \$ 40 |
| Frais administratifs | — | (3) | (3) |
| Produits/(charges) d'intérêts | 62 | (60) | 2 |
| Rendement des actifs du Plan inférieur au taux d'actualisation | (77) | — | (77) |
| Perte actuarielle - expérience passif | — | (31) | (31) |
| Gains/(pertes) actuariels - hypothèses financières | — | (26) | (26) |
| Gain actuariel - hypothèses démographiques | — | 16 | 16 |
| Prestations versées | (15) | 15 | — |
| Pertes/(Gains) de change | 70 | (71) | (1) |
| Au 31 décembre 2023 | \$ 1 273 | \$ (1 353) | \$ (80) |
| Exercice clos fin décembre 2022 | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2022 | \$ 3 249 | \$ (2 938) | \$ 311 |
| Frais administratifs | — | (2) | (2) |
| Produits/(charges) d'intérêts | 57 | (51) | 6 |
| Rendement des actifs du Plan inférieur au taux d'actualisation | (1 733) | — | (1 733) |
| Perte actuarielle - expérience passif | — | (172) | (172) |
| Gains/(pertes) actuariels - hypothèses financières | — | 1 657 | 1 657 |
| Gain actuariel - hypothèses démographiques | — | 2 | 2 |
| Prestations versées | (22) | 22 | — |
| Pertes/(Gains) de change | (318) | 289 | (29) |
| Au 31 décembre 2022 | \$ 1 233 | \$ (1 193) | \$ 40 |

L'excédent net de retraite de la société de 40 Mio USD en décembre 2022 a diminué à un déficit de 80 Mio USD en décembre 2023, en raison notamment de l'impact du resserrement des spreads de crédit sur le taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation comptable des passifs du Plan.

Juste valeur des actifs du Plan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs du Plan.

| <i>En Mio USD</i> | Coté | Non coté | Total |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Décembre 2023 | | | |
| Fonds/indices actions | \$ 96 | \$ — | \$ 96 |
| Gilts et contrats de prise/mise en pension | 1 259 | (526) | 733 |
| Swaps | — | 11 | 11 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 183 | — | 183 |
| Autres | 133 | 117 | 250 |
| Total | \$ 1 671 | \$ (398) | \$ 1 273 |
| Décembre 2022 | | | |
| Fonds/indices actions | \$ 199 | \$ — | \$ 199 |
| Gilts et contrats de prise/mise en pension | 850 | (285) | 565 |
| Swaps | — | (334) | (334) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 517 | — | 517 |
| Autres | 154 | 132 | 286 |
| Total | \$ 1 720 | \$ 487 | \$ 1 233 |

Dans le tableau ci-dessus, la catégorie « autres » comprend principalement des investissements dans des actifs alternatifs et des titres à revenu fixe.

Coût des prestations définies

Le tableau ci-dessous présente la perte/(le gain) au titre des prestations définies lié au Plan comptabilisé dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Compte de résultat | | |
| Frais administratifs | \$ 3 | \$ 2 |
| Produits d'intérêts | (2) | (6) |
| Total passé en charge/(produit) du compte de résultat | 1 | (4) |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Rendement des actifs du Plan inférieur au taux d'actualisation | 77 | 1 733 |
| Perte actuarielle - expérience passif | 31 | 172 |
| Pertes/(gains) actuariels - hypothèses financières | 26 | (1 657) |
| Gain actuariel - hypothèses démographiques | (16) | (2) |
| Perte totale comptabilisée en autres éléments du résultat global | 118 | 246 |
| Perte totale au titre des prestations définies | \$ 119 | \$ 242 |

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité des passifs du Plan pour chaque hypothèse actuarielle importante.

| | Impact sur les passifs du Plan | | | |
|---|--------------------------------|-------|------------------------|-------|
| | Hypothèse d'une hausse | | Hypothèse d'une baisse | |
| | <i>En Mio USD</i> | | <i>En Mio USD</i> | |
| Décembre 2023 | | | | |
| Variation de 0,25 % du taux d'actualisation | \$ (77) | (5,7) | \$ 83 | 6,1 |
| Variation de 0,25 % de l'inflation des prix | \$ 65 | 4,8 | \$ (61) | (4,5) |
| Variation de l'espérance de vie de 1 an | \$ 37 | 2,7 | \$ (39) | (2,9) |
| Décembre 2022 | | | | |
| Variation de 0,25 % du taux d'actualisation | \$ (71) | (6,0) | \$ 76 | 6,4 |
| Variation de 0,25 % de l'inflation des prix | \$ 59 | 4,9 | \$ (55) | (4,6) |
| Variation de l'espérance de vie de 1 an | \$ 31 | 2,6 | \$ (33) | (2,8) |

Dans le tableau ci-dessus, les sensibilités sont basées sur une variation de chaque hypothèse, toutes les autres hypothèses restant constantes.

Il existe des limites inhérentes à l'analyse de sensibilité, car il est peu probable que de tels mouvements idiosyncratiques se produisent. La méthodologie utilisée pour calculer les sensibilités est cohérente sur les deux périodes présentées dans le tableau ci-dessus.

Nature des flux de trésorerie futurs

Depuis la clôture du Plan des charges à payer futures à compter du 31 mars 2016, la société a cessé de verser des cotisations régulières au Plan, mais continuera d'évaluer les besoins de financement du Plan avec les fiduciaires sur une base périodique.

Sur une base triennale, une évaluation formelle du financement du Plan est effectuée pour que les Administrateurs évaluent les besoins de financement du Plan. Cette évaluation diffère de l'évaluation actuarielle requise pour les besoins comptables en raison de l'utilisation d'hypothèses différentes.

La plus récente évaluation triennale du financement du Plan a été effectuée par un actuaire indépendant qualifié au 31 décembre 2021, ce qui indiquait que le Plan affichait un excédent de financement de 383 Mio USD. En 2023, l'évaluation de financement estimée du Plan s'est améliorée, passant d'un déficit de 60 Mio USD en décembre 2022 à un déficit de 36 Mio USD en décembre 2023, après une baisse significative en 2022. La prochaine évaluation officielle du financement du Plan est prévue le 31 décembre 2024. Si l'évaluation du financement est toujours déficitaire au 31 décembre 2024, la société et les administrateurs conviendront d'un plan pour remédier à tout déficit.

En décembre 2023, la société s'attendait à ce que 13 Mio USD de prestations soient versés sur le Plan aux membres en 2024 et en décembre 2022, la société s'attendait à ce que 22 Mio USD soient versés sur le Plan aux membres en 2023.

La durée moyenne pondérée des passifs du Plan était d'environ 25 ans en décembre 2023 et d'environ 26 ans en décembre 2022.

Note 16.**Actifs d'impôt différé**

Le tableau ci-dessous présente les composantes des impôts différés actifs de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|---------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunération différée | \$ 544 | \$ 576 |
| Avantages postérieurs à la retraite | 22 | (11) |
| Immeubles, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles | (139) | (149) |
| Ajustement de la valeur de la dette | 21 | (31) |
| Financement sécurisé intragroupe | 2 | 1 |
| Autres différences temporaires | 6 | (1) |
| Total | \$ 456 | \$ 385 |

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de chaque composante des impôts différés actifs de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunération différée | | |
| Solde de début | \$ 576 | \$ 816 |
| Transfert en compte de résultat | (32) | (240) |
| Solde final | \$ 544 | \$ 576 |
| Avantages postérieurs à la retraite | | |
| Solde de début | \$ (11) | \$ (103) |
| Transfert en compte de résultat | — | 25 |
| Transfert dans les autres éléments du résultat global | 33 | 67 |
| Solde final | \$ 22 | \$ (11) |
| Immeubles, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles | | |
| Solde de début | \$ (149) | \$ (161) |
| Transfert en compte de résultat | 10 | 12 |
| Solde final | \$ (139) | \$ (149) |
| Ajustement de la valeur de la dette | | |
| Solde de début | \$ (31) | \$ 55 |
| Transfert dans les autres éléments du résultat global | 52 | (86) |
| Solde final | \$ 21 | \$ (31) |
| Financement sécurisé intragroupe | | |
| Solde de début | \$ 1 | \$ (12) |
| Transfert en compte de résultat | 1 | 13 |
| Solde final | \$ 2 | \$ 1 |
| Autres différences temporaires | | |
| Solde de début | \$ (1) | \$ (3) |
| Transfert en compte de résultat | 7 | 2 |
| Solde final | \$ 6 | \$ (1) |
| Total | | |
| Solde de début | \$ 385 | \$ 592 |
| Transfert en compte de résultat (cf. note 9) | (14) | (188) |
| Transfert dans les autres éléments du résultat global | 85 | (19) |
| Solde final | \$ 456 | \$ 385 |

Dans les tableaux ci-dessus, les rémunérations différées concernent principalement les rémunérations en actions.

Note 17.**Participations dans d'autres entités**

Le tableau ci-dessous présente les filiales contrôlées par la société en décembre 2023 et en décembre 2022.

| Nom de la société | Pays de constitution | Détention et quotité des droits de vote | Catégorie d'actions détenues | Actions détenues | Nature de l'activité |
|--------------------------------|----------------------|---|------------------------------|------------------|----------------------|
| Goldman Sachs (Cayman) Limited | Iles Caïmans | 100 % | Actions ordinaires | 250 | Services financiers |
| Griffin Trust | Afrique du Sud | * | * | * | Services financiers |

* Cette filiale est contrôlée autrement que par les droits de vote attachés aux actions.

Les adresses du siège social des filiales de la société en décembre 2023 sont :

- Goldman Sachs (Cayman) Limited : les bureaux de Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Cayman.
- Griffin Trust : 1st floor, Boundary Place, 18 Rivonia Road, Illovo, Sandton, Gauteng, 2196, Afrique du Sud.

La société détient des participations dans un certain nombre d'entités ad hoc et de fonds à capital garanti qui ne répondent pas à la définition d'une filiale juridique, mais génèrent des risques et des avantages qui, en substance, ne sont pas différents de ceux de ses filiales juridiques. Les activités de ces entités ad hoc et fonds à capital garanti consistent en l'émission de notes de crédit dans le cadre d'un programme de repackaging. Ces entités ad hoc et fonds à capital garanti sont consolidés dans les états financiers de Group Inc.

Entités structurées non consolidées

La société détient des intérêts dans des entités structurées qu'elle ne contrôle pas (entités structurées non consolidées), à savoir, principalement, des dettes senior et subordonnées ; des produits dérivés et des garanties. Les entités structurées financent généralement l'achat d'actifs en émettant des titres d'emprunt qui sont garantis par des actifs détenus par l'entité structurée ou bien indexés sur ceux-ci. Les titres d'emprunt émis par une entité structurée peuvent comprendre des tranches de différents niveaux de subordination. L'implication de la société avec des entités structurées comprend principalement l'achat et la vente de participations bénéficiaires émises par des entités structurées adossées à des créances hypothécaires dans le cadre d'activités de tenue de marché et de produits dérivés que la société a conclus avec des entités structurées, tels que des swaps de rendement total. Dans certains cas, la société fournit des garanties, y compris des garanties dérivées, à des entités structurées non consolidées ou à des détenteurs d'intérêts dans des entités structurées non consolidées.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des entités structurées non consolidées dans lesquelles la société détient des participations.

| En Mio USD | Au décembre | |
|--|-------------|----------|
| | 2023 | 2022 |
| Actifs dans des entités structurées | \$ 4 237 | \$ 4 106 |
| Valeur comptable des participations - actifs | \$ 571 | \$ 527 |
| Valeur comptable des intérêts - passifs | \$ (58) | \$ (44) |
| Exposition maximale à la perte | \$ 3 938 | \$ 3 835 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les valeurs comptables des participations de la société sont incluses au bilan dans les actifs ou passifs détenus à des fins de transaction.
- L'exposition maximale à la perte de la société résulte principalement des produits dérivés, des engagements et des garanties, pour lesquels l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel, qui ne représente pas les pertes anticipées et n'a pas non plus été réduite par les pertes latentes déjà constatées. En conséquence, l'exposition maximale à la perte est supérieure aux passifs enregistrés pour les dérivés, les engagements et les garanties.

Note 18.**Financements garantis**

Le tableau ci-dessous présente les financements collatéralisés de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|-----------------------------|--------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Contrats de mise en pension | \$ 124 125 | \$ 80 172 |
| Prêts de titres | 76 018 | 31 019 |
| Prêts interentreprises | 7 884 | 7 027 |
| Titres d'emprunts émis | 2 004 | 2 393 |
| Emprunts bancaires | 71 | — |
| Autres emprunts | 5 374 | 4 124 |
| Total | \$ 215 476 | \$ 124 735 |

Dans le tableau ci-dessus, les prêts intragroupe, les titres d'emprunts émis, les prêts bancaires et autres emprunts sont garantis par des titres donnés en garantie. Cette garantie donnée est soit comptabilisée en actifs détenus à des fins de transaction, soit en contrats collatéralisés.

Note 19.**Dettes clients et autres**

Le tableau ci-dessous présente les dettes clients et autres dettes de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|--------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Dettes envers les courtiers/négociants et organismes de compensation | \$ 1 305 | \$ 3 133 |
| Dettes clients et contreparties | 113 896 | 107 850 |
| Total | \$ 115 201 | \$ 110 983 |

Dans le tableau ci-dessus, le total des dettes clients et autres comprend principalement les garanties en espèces reçues dans le cadre de certaines opérations sur dérivés, les soldes créditeurs de la clientèle liés aux activités de prime brokerage de la société et les soldes liés à l'activité sur dérivés cotés.

Note 20.**Emprunts non garantis**

Le tableau ci-dessous présente les emprunts non garantis de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---|--------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Emprunts bancaires | \$ 100 | \$ 100 |
| Découverts | 237 | 68 |
| Prêts intragroupe - non éligibles au MREL | 32 474 | 19 519 |
| Prêts intragroupe - éligibles au MREL | 16 791 | 16 774 |
| Titres d'emprunts émis | 25 022 | 26 929 |
| Prêts subordonnés | 6 924 | 5 407 |
| Autres emprunts | 8 719 | 7 408 |
| Total | \$ 90 267 | \$ 76 205 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les paiements sur les titres d'emprunt émis et les autres instruments d'emprunt sont généralement associés à des actifs financiers sous-jacents, qui sont principalement des taux d'intérêt, des actions et des devises.

- Les prêts subordonnés de 6,92 Mrd USD en décembre 2023 et 5,41 Mrd USD en décembre 2022 se composent de prêts à long terme de 6,88 Mrd USD en décembre 2023 et de 5,38 Mrd USD en décembre 2022 de GSG UK et des intérêts courus associés. Ces prêts ne sont pas garantis et portent intérêt à un taux égal au taux des fonds fédéraux de la Réserve fédérale américaine plus une marge. La marge est réinitialisée périodiquement pour refléter l'évolution du coût moyen pondéré de la dette de GS Group. Ces prêts constituent des fonds propres réglementaires Tier 2 tels qu'approuvés par la PRA et sont remboursables sous réserve de l'approbation de la PRA. Ces prêts sont remboursables

entre le 26 décembre 2029 et le 9 septembre 2030.

Ajustement de la valeur de la dette

La société calcule la juste valeur des titres d'emprunt émis qui sont désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat en actualisant les flux de trésorerie futurs à un taux qui intègre les spreads de crédit de GS Group. Le tableau ci-dessous présente des informations sur les gains/(pertes) nets cumulés avant impôt de la société sur ces passifs financiers, qui sont inclus dans les autres éléments du résultat global accumulés.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Solde de début | \$ 111 | \$ (188) |
| Ajustement de la valeur de la dette pour l'exercice | (183) | 301 |
| Transfert en report à nouveau | (4) | (2) |
| Solde final | \$ (76) | \$ 111 |

Dans le tableau ci-dessus, les gains nets de 4 Mio USD (3 Mio USD, nets d'impôt) en 2023 et les gains nets de 2 Mio USD (1 Mio USD, nets d'impôt) en 2022 réalisés lors du remboursement anticipé de certains de ces passifs financiers ont été transférés des autres éléments du résultat global accumulés aux bénéfices non distribués.

Comptabilité de couverture

La société désigne certains swaps de taux d'intérêt comme couvertures de juste valeur utilisées pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certaines dettes à court et long terme non garanties à taux fixe. Ces swaps de taux d'intérêt couvrent les variations de juste valeur attribuables au taux d'intérêt de référence concerné (par exemple, l'EURIBOR), convertissant ainsi les obligations à taux fixe en obligations à taux variable.

La valeur comptable des instruments de couverture, classés en produits dérivés parmi les actifs détenus à des fins de transaction au bilan, était de 2 Mio USD en décembre 2023 et de 3 Mio USD en décembre 2022.

Le tableau ci-dessous présente le notionnel des instruments de couverture par date d'échéance contractuelle.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|-------------------|-----------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| 1 - 3 mois | \$ — | \$ — |
| 3 mois - 1 an | 532 | — |
| 1 - 5 ans | 1 070 | 1 519 |
| > 5 ans | 1 411 | 1 810 |
| Total | \$ 3 013 | \$ 3 329 |

Le taux fixe moyen des instruments de couverture de la société est de 0,97 % en 2023 et de 2,05 % en 2022.

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des éléments couverts désignés dans une relation de couverture et l'ajustement cumulé de couverture (augmentation/(diminution)) associé des relations de couverture actuelles et antérieures inclus dans ces valeurs comptables.

| <i>En Mio USD</i> | Valeur comptable | Ajustement cumulé de la couverture |
|-------------------------------------|------------------|------------------------------------|
| Décembre 2023 | | |
| Emprunts à court terme non garantis | \$ 530 | \$ — |
| Emprunts à long terme non garantis | \$ 2 227 | \$ (201) |
| Décembre 2022 | | |
| Emprunts à court terme non garantis | \$ 8 | \$ — |
| Emprunts à long terme non garantis | \$ 2 866 | \$ (291) |

En outre, les ajustements cumulés de couverture pour les éléments qui ne sont plus désignés dans une relation de couverture s'élevaient à 6 Mio USD en décembre 2023 et 8 Mio USD en décembre 2022.

Le tableau ci-dessous présente les gains/(pertes) de la société sur les dérivés de taux d'intérêt comptabilisés en couverture, les emprunts couverts associés et l'inefficacité de la couverture sur ces dérivés comptabilisés en produit net.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--------------------------------------|---------------------------|----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Couvertures de taux d'intérêt | \$ 85 | \$ (363) |
| Emprunts couverts | (99) | 341 |
| Inefficacité de la couverture | \$ (14) | \$ (22) |

Note 21.

Autres passifs

Le tableau ci-dessous présente les autres passifs de la société par nature.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---------------------------------------|-----------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunérations et prestations sociales | \$ 1 981 | \$ 2 000 |
| Dettes d'impôt sur les bénéfices | 294 | 240 |
| Passifs locatifs | 7 | 9 |
| Comptes de régularisation et divers | 1 952 | 1 949 |
| Total des passifs financiers | 4 234 | 4 198 |
| Dettes d'impôt sur les bénéfices | 197 | 3 |
| Autres impôts et charges sociales | 371 | 395 |
| Déficit de retraite (voir note 15) | 80 | — |
| Total passifs non financiers | 648 | 398 |
| Total | \$ 4 882 | \$ 4 596 |

Dans le tableau ci-dessus, les comptes de régularisation passif comprennent les dettes contractuelles, qui représentent la contrepartie reçue par la société dans le cadre de ses contrats avec des clients avant de fournir le service. En décembre 2023 et en décembre 2022, les dettes contractuelles n'étaient pas significatives.

Provisions

Le tableau ci-dessous présente les provisions relatives aux procédures légales et réglementaires dans lesquelles la société est impliquée.

| <i>En Mio USD</i> | |
|-------------------------|-------------|
| Décembre 2021 | \$ 1 |
| Dotations de l'exercice | 8 |
| Reprises de l'exercice | (9) |
| Décembre 2022 | \$ — |
| Dotations de l'exercice | — |
| Reprises de l'exercice | — |
| Décembre 2023 | \$ — |

Note 22.

Capital social

Le tableau ci-dessous présente le capital social de la société.

| | Actions ordinaires de 1 \$ chacune | <i>En Mio USD</i> |
|---|------------------------------------|-------------------|
| Attribué, appelé et entièrement libéré | | |
| Décembre 2023 | 598 182 053 | \$ 598 |
| Décembre 2022 | 598 182 053 | \$ 598 |
| Décembre 2021 | 598 182 053 | \$ 598 |

Note 23.**Autres instruments de capitaux propres**

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux obligations AT1 non garanties de la société.

| <i>Mois d'émission</i> | Nombre d'obligations AT1 | <i>Mio USD</i> | Taux d'intérêt |
|------------------------|---|-----------------|-----------------------|
| Juin 2017 | 5 500 | \$ 5 500 | 9,00 % par an |
| Novembre 2018 | — | — | |
| Décembre 2023 | 5 500 | \$ 5 500 | |
| Juin 2017 | 5 800 | \$ 5 800 | 9,00 % par an |
| Novembre 2018 | 2 500 | 2 500 | 8,67 % par an |
| Décembre 2022 | 8 300 | \$ 8 300 | |

Les obligations AT1 de la société d'un montant de 1 Mio USD chacune ont été émises en faveur de GSG UK. Elles n'ont pas d'échéance fixe et ne sont pas remboursables à vue.

Les obligations AT1 seront irrévocablement dépréciées si le ratio de fonds propres CET1 de la société ou de GSG UK Group tombe en dessous de 7 %.

En 2023, la société a racheté et annulé 2,80 Mrd USD de ses obligations AT1 à leur juste valeur de 2,27 Mrd USD. La différence entre la valeur comptable et la juste valeur de ces billets rachetés de 527 Mio USD a été comptabilisée en bénéfices non distribués.

En outre, la société a payé des intérêts de 643 Mio USD en 2023 et 749 Mio USD en 2022, sur ses obligations AT1, qui ont été comptabilisés directement en bénéfices non distribués. L'effet d'impôt associé a été comptabilisé en charge d'impôt sur le résultat.

Note 24.**Dividendes et distributions**

En 2023, la société a versé des dividendes en numéraire de 1,68 Mrd USD à GSG UK :

- 655 Mio USD le 31 mai 2023, soit 1,09 \$ par action.
- 1,03 Mrd USD le 30 novembre 2023, soit 1,72 dollar par action.

En outre, en 2023, la société a effectué une distribution hors numéraire de 1,42 Mrd USD à GSG UK, au titre de la contrepartie reçue du transfert de son activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni.

Aucun dividende en numéraire n'a été versé et aucune distribution n'a été effectuée au titre de 2022.

Note 25.**Tableau des rapprochements de flux de trésorerie**

Le tableau ci-dessous présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la société, nets des découverts pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les découverts ont été inclus car ils font partie de la gestion de la trésorerie de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---|--------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ 35 689 | \$ 11 707 |
| Découverts (cf. note 20) | (237) | (68) |
| Total | \$ 35 452 | \$ 11 639 |

Dans le tableau ci-dessus, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient les liquidités affectées de la société, soit 2,23 Mrd USD en décembre 2023 et 2,82 Mrd USD en décembre 2022.

Rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie générés/(consommés) par les activités d'exploitation.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|--------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Résultat avant impôts | \$ 5 066 | \$ 4 974 |
| Ajustements pour | | |
| Dotations aux amortissements (cf. not 6) | 264 | 248 |
| Perte sur cession d'immobilisations incorporelles | 2 | — |
| Charge/(produit) au titre des régimes à prestations définies (voir Note 15) | 1 | (4) |
| Pertes/(gains) de change | (1 566) | 5 243 |
| Rémunérations fondées sur des actions | 606 | 282 |
| Provisions (cf. note 21) | — | 8 |
| Intérêts sur prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL | 1 657 | 772 |
| Moins-values/(Plus-values) d'investissements | (25) | 8 |
| Plus-value liée au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs | (1 424) | — |
| Trésorerie générée avant variation des actifs et passifs d'exploitation | 4 581 | 11 531 |
| Variation des actifs d'exploitation | | |
| Diminution/(augmentation) des contrats garantis | (27 021) | 21 570 |
| Diminution des créances clients et autres | 6 079 | 7 168 |
| Diminution/(augmentation) des actifs détenus à des fins de transaction | 44 448 | (130 572) |
| Diminution des prêts | 48 | 176 |
| Diminution/(augmentation) des autres actifs | (141) | 697 |
| Variation des actifs d'exploitation | 23 413 | (100 961) |
| Variation des passifs d'exploitation | | |
| Augmentation/(diminution) des financements garantis | 90 741 | (79 804) |
| Augmentation/(diminution) des dettes clients et autres | 4 218 | (8 900) |
| Augmentation/(diminution) des passifs détenus à des fins de transaction | (106 703) | 149 331 |
| Augmentation/(diminution) des emprunts non garantis | 12 178 | (1 940) |
| Diminution des autres passifs | (756) | (978) |
| Variation des passifs d'exploitation | (322) | 57 709 |
| Trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation | \$ 27 672 | \$ (31 721) |

Dans le tableau ci-dessus :

- La trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation comprenait des intérêts payés de 23,11 Mrd USD en 2023 et 8,39 Mrd USD en 2022 (les données comparatives ont été retraitées pour actualiser les intérêts payés en 2022), et des intérêts reçus de 22,22 Mrd USD en 2023 et 7,57 Mrd USD en 2022.

Les pertes/(gains) de change concernent principalement la réévaluation calculée des soldes de trésorerie en livres sterling et en euros, principalement détenus auprès des banques centrales à des fins de gestion des liquidités. La réévaluation des soldes de trésorerie et des autres actifs et passifs monétaires est comptabilisée en résultat avant impôt.

Rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs

La société inclut les emprunts éligibles au MREL comme activité de financement pour les besoins de son tableau de flux de trésorerie, qui se compose de ses titres AT1, de ses prêts subordonnés et de ses prêts intragroupe éligibles au MREL. Le principal et les intérêts liés à ces emprunts sont classés en activité de financement. Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs.

| <i>En Mio USD</i> | Prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL | Obligations AT1 | Total |
|----------------------|--|-----------------|------------------|
| Décembre 2021 | \$ 23 602 | \$ 8 300 | \$ 31 902 |
| Remboursement/rachat | (1 500) | — | (1 500) |
| Emission | — | — | — |
| Intérêts facturés | 772 | 749 | 1 521 |
| Intérêts versés | (693) | (749) | (1 442) |
| Autres | — | — | — |
| Décembre 2022 | 22 181 | 8 300 | 30 481 |
| Remboursement/rachat | — | (2 273) | (2 273) |
| Emission | 1 500 | — | 1 500 |
| Intérêts facturés | 1 657 | 643 | 2 300 |
| Intérêts versés | (1 623) | (643) | (2 266) |
| Autres | — | (527) | (527) |
| Décembre 2023 | \$ 23 715 | \$ 5 500 | \$ 29 215 |

Dans le tableau ci-dessus, la catégorie « autres » concernent la différence entre la valeur comptable et la juste valeur des 2,80 Mrd USD d'obligations AT1 que la société a rachetées en 2023.

Note 26.

Engagements financiers et passifs éventuels

Engagements

Le tableau ci-dessous présente les engagements.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Contrats garantis | \$ 143 596 | \$ 119 659 |
| Financements garantis | 45 173 | 72 086 |
| Autres | 3 372 | 4 821 |
| Total | \$ 192 141 | \$ 196 566 |

Les engagements garantis comprennent les contrats de prise en pension à terme et d'emprunt de titres, et les engagements de financement garantis comprennent les contrats de mise en pension à terme et les contrats de prêt garantis qui sont réglés à une date future, généralement dans un délai de trois jours ouvrables. Les engagements garantis incluent également les transactions au titre desquelles la société s'est engagée à fournir un financement conditionnel à ses clients et contreparties par le biais de contrats de prise en pension. Le financement par la société de ces engagements dépend de la satisfaction de toutes les conditions contractuelles du contrat de prise en pension et ces engagements peuvent expirer sans être utilisés.

Les autres engagements concernent principalement les engagements de garantie, de souscription et de prêt à fin décembre 2023 et les engagements de garantie et de prêt à fin décembre 2022.

En outre, des charges afférentes aux actifs de la société sont nées dans le cours normal des affaires.

Procédures judiciaires

La société est impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, réglementaires et d'arbitrage (y compris celles décrites ci-dessous) concernant des questions soulevées dans le cadre de la conduite des affaires de la société. Sauf comme indiqué dans le premier point ci-dessous, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact financier éventuel au-delà des dispositions, le cas échéant, de ces procédures sur la société.

Banco Espirito Santo S.A. et Oak Finance. En décembre 2014, septembre 2015 et décembre 2015, la Banque du Portugal (BoP) a décidé d'annuler un transfert antérieur à Novo Banco d'un accord de crédit de 835 Mio USD (le Crédit), structuré par la société, entre Oak Finance Luxembourg S.A. (Oak Finance), un véhicule ad hoc créé dans le cadre du crédit, et Banco Espirito Santo S.A. (BES) avant la défaillance de BES. En réponse, la société et, en ce qui concerne la décision de décembre 2015 de la BoP, Goldman Sachs International Bank ont introduit des actions à partir de février 2015 contre Novo Banco S.A. (Novo Banco) devant le tribunal de commerce anglais et le BoP devant le tribunal administratif portugais. En juillet 2018, la Cour suprême anglaise a conclu que les tribunaux anglais n'auront pas compétence sur l'action de la société tant que le tribunal administratif portugais n'aura pas rendu un jugement à l'encontre de BoP dans l'action parallèle de la société. En juillet 2018, le Comité de liquidation de BES a rendu une décision visant à récupérer auprès de la société 54 Mio USD versés à la société et 50 Mio USD prétendument versés à Oak Finance dans le cadre du Crédit, alléguant que la société a agi de mauvaise foi en prolongeant le Crédit, notamment parce que la société aurait su que BES risquait une défaillance imminente. En octobre 2018, la société a intenté une action devant le tribunal de commerce de Lisbonne contestant la décision du comité de liquidation et a depuis également déposé une demande à l'encontre de l'Etat portugais visant à obtenir réparation de pertes d'environ 222 Mio USD liées à la défaillance de BES, ainsi qu'une demande conditionnelle pour les 104 Mio USD demandés par le comité de liquidation. Le 11 avril 2023, GSI a entamé une procédure administrative à l'encontre de la BoP, demandant l'annulation des décisions de septembre 2015 et décembre 2015 de la BoP pour de nouveaux motifs.

Litige antitrust sur les swaps de taux d'intérêt. La société fait partie des défendeurs cités dans une action collective antitrust présumée relative à la négociation de swaps de taux d'intérêt, introduite en novembre 2015 et consolidée devant le Tribunal de district américain du district sud de New York. La société fait également partie des défendeurs cités dans deux actions antitrust relatives à la négociation de swaps de taux d'intérêt, engagées respectivement en avril 2016 et juin 2018 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York par trois opérateurs de plateformes d'exécution de swaps et certaines de leurs affiliés. Ces actions ont été regroupées dans le cadre de la procédure préparatoire. Les plaintes font généralement valoir des revendications au titre du droit fédéral antitrust et du droit commun des Etats en lien avec un prétendu complot entre les défendeurs pour empêcher la négociation en bourse de swaps de taux d'intérêt. Les plaintes dans les actions individuelles font également valoir des revendications au titre de la législation antitrust de l'Etat. Les plaintes sollicitent des mesures déclaratives et injonctives, ainsi que des dommages-intérêts au triple pour un montant non précisé. Les défendeurs ont demandé le rejet du recours collectif et de la première action individuelle et le tribunal de district a rejeté les demandes de common law de l'Etat formulées par les demandeurs dans la première action individuelle et a par ailleurs limité la demande de common law de l'Etat dans l'action collective présumée et les demandes antitrust dans les deux actions à la période 2013-2016. Le 20 novembre 2018, le tribunal a accepté en partie et rejeté en partie la requête des défendeurs en irrecevabilité de la deuxième action individuelle, rejetant les demandes de common law de l'Etat pour enrichissement injuste et ingérence délictuelle, mais rejetant le rejet des demandes fédérales et étatiques antitrust. Le 13 mars 2019, le tribunal a rejeté la requête des demandeurs dans le cadre de l'action collective présumée visant à modifier leur plainte pour ajouter des allégations liées à un comportement de 2008 à 2012, mais a accepté la requête pour ajouter des allégations limitées de 2013 à 2016, que les demandeurs ont ajoutée dans une quatrième plainte modifiée consolidée déposée le 22 mars 2019. Le 15 décembre 2023, le tribunal a rejeté la demande de certification collective des demandeurs et, le 28 décembre 2023, les demandeurs ont déposé une requête devant l'US Court of Appeals for the Second Circuit (Cour d'appel du Second Circuit) demandant un réexamen interlocutoire de la décision du tribunal de district de ne pas certifier le recours collectif.

Procédures contentieuses relatives aux matières premières. La société fait partie des défendeurs cités dans des actions collectives présumées relatives au négoce de platine et de palladium, déposées à partir du 25 novembre 2014 et récemment modifiées le 15 mai 2017 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York. La plainte modifiée allègue en substance que les défendeurs ont violé les lois antitrust fédérales et le Commodity Exchange Act dans le cadre d'une manœuvre illicite visant à manipuler un indice de référence pour les prix physiques du platine et du palladium et à demander des mesures déclaratives et injonctives, ainsi que des dommages-intérêts au triple pour un montant non spécifié. Le 29 mars 2020, le tribunal a fait droit aux demandes d'irrecevabilité et de réexamen des défendeurs, entraînant le rejet de toutes les demandes, et le 27 février 2023, aux Etats-Unis. La Cour d'appel du Second Circuit a annulé le rejet par le tribunal de district de certaines demandes antitrust des plaignants et a annulé le rejet par le tribunal de district de la demande Commodity Exchange Act des plaignants. Le 12 avril 2023, la requête des défendeurs en vue d'obtenir une nouvelle audience ou une nouvelle audience en banc devant la Cour d'appel américaine du deuxième circuit a été rejetée. Le 21 juillet 2023, les défendeurs ont déposé une requête en jugement sur les plaidoiries.

La société fait partie des défendeurs dans un certain nombre d'actions collectives et individuelles présumées intentées à partir du 1^{er} août 2013 et consolidées devant le Tribunal de district américain du district sud de New York. Les plaintes allèguent généralement des violations des lois antitrust fédérales et des lois d'Etat en lien avec le stockage de l'aluminium et le commerce de l'aluminium. Les plaintes sollicitent des réparations déclaratives, injonctives et autres réparations équitables, ainsi que des dommages-intérêts pécuniaires non chiffrés, y compris des dommages-intérêts triples. En décembre 2016, le tribunal de district a fait droit aux demandes d'irrecevabilité des défendeurs et, le 27 août 2019, le Second Circuit a annulé les licenciements du tribunal de district et renvoyé l'affaire devant le tribunal de district pour de nouvelles procédures. Le 23 juillet 2020, le tribunal de district a rejeté la requête de certification du recours collectif des demandeurs, et le 16 décembre 2020, le Deuxième Circuit a refusé l'autorisation d'interjeter appel du refus. Le 17 février 2021, le tribunal de district a accueilli la requête des défendeurs en référé concernant les demandes de la plupart des demandeurs individuels, et le 1^{er} novembre 2023, la Cour d'appel américaine du Second Circuit a confirmé le jugement du tribunal de district. Le 31 mai 2022, les deux demandeurs individuels restants ont conclu un accord avec les défendeurs. La société a payé la totalité de sa contribution à la transaction.

Litige antitrust sur les swaps de défaut de crédit. La société fait partie des défendeurs cités dans une action collective antitrust présumée relative au règlement de swaps de défaut de crédit, déposée le 30 juin 2021 devant le Tribunal de district américain du district du Nouveau-Mexique. La plainte formule généralement des réclamations en vertu de la loi antitrust fédérale et du Commodity Exchange Act dans le cadre d'un prétendu complot entre les défendeurs visant à manipuler le prix de référence utilisé pour évaluer les swaps de défaut de crédit pour le règlement. La plainte fait également valoir une demande d'enrichissement injuste en vertu du droit commun de l'Etat. La plainte sollicite des mesures de déclaration et d'injonction, ainsi que des montants non spécifiés de triplement et d'autres dommages-intérêts. Le 15 novembre 2021, les

défendeurs ont déposé une requête en irrecevabilité de la demande. Le 4 février 2022, les demandeurs ont déposé une plainte modificative et ont volontairement débouté Group Inc. de l'action. Le 5 juin 2023, le tribunal a rejeté les demandes à l'encontre de certains défendeurs étrangers pour défaut de compétence personnelle, mais a rejeté la requête en irrecevabilité des défendeurs concernant Goldman Sachs & Co. LLC, la société et les défendeurs restants. Le 24 janvier 2024, le tribunal a fait droit à la requête des défendeurs de surseoir à statuer dans l'attente de la résolution de la requête déposée par les défendeurs le 3 novembre 2023 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York pour faire appliquer un règlement de 2015 et la mainlevée entre les parties. Le 26 janvier 2024, le tribunal de district américain du district sud de New York a fait droit à la requête des défendeurs en vue de l'exécution du règlement et de la mainlevée et a enjoint les demandeurs de poursuivre toute réclamation contre les défendeurs dans le cadre de l'action du Nouveau-Mexique pour toute violation présumée de la loi fondée sur un comportement avant le 30 juin 2014.

Enquêtes et examens réglementaires et procédures contentieuses connexes. Le Group Inc. et certaines de ses affiliés, y compris la société, font l'objet d'un certain nombre d'autres enquêtes et examens de la part de divers organismes gouvernementaux et réglementaires et organismes d'autorégulation, et ont, dans certains cas, reçu des sommations et des demandes de documents et d'informations de la part de divers organismes gouvernementaux et réglementaires et organismes d'autorégulation, ainsi que des litiges relatifs à diverses questions relatives aux activités et opérations de GS Group, notamment :

- Le processus d'offre de titres et les pratiques de souscription ;
- Les services de gestion d'investissement et de conseil financier ;
- Les conflits d'intérêts ;
- Les transactions impliquant des financements publics et autres questions ;
- L'offre, l'adjudication, la vente, la négociation et la compensation de titres d'entreprises et d'Etat, de devises, de matières premières et d'autres produits financiers, ainsi que les ventes et autres communications et activités connexes, ainsi que la supervision et les contrôles de GS Group relatifs à ces activités, y compris le respect des règles applicables en matière de vente à découvert, le trading algorithmique, à haute fréquence et quantitatif, le trading à terme, le trading d'options, le trading lors de l'émission, les transactions et les rapports réglementaires, les systèmes et contrôles technologiques, les pratiques de prêt de titres, les activités de prime brokerage, la négociation et la compensation de dérivés de crédit et de swaps de taux d'intérêt, les activités de matières premières et de stockage de métaux, les pratiques de placement privé, l'allocation et la négociation de titres, et les activités de négociation et les communications liées à l'établissement de taux de référence, tels que les taux de change ;
- La conformité avec l'UK Bribery Act et l'US Foreign Corrupt Practices Act ;
- Les pratiques en matière d'embauche et de rémunération ;
- Le système de gestion et de contrôle des risques ; et
- Les délits d'initiés, l'utilisation abusive potentielle et la diffusion d'informations importantes non publiques concernant les évolutions des entreprises et des gouvernements et l'efficacité des contrôles sur les délits d'initiés et des barrières à l'information.

En outre, les enquêtes, examens et procédures contentieuses impliquant les affiliés de la société et les activités et opérations de ces affiliés, y compris les diverses questions mentionnées ci-dessus mais aussi d'autres questions, peuvent avoir un impact sur les activités et opérations de la société.

Note 27.**Echéance des actifs et des passifs**

Le tableau ci-dessous présente la maturité attendue des actifs et passifs de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Non courant | Courant | Total |
|---|------------------------|---------------------|---------------------|
| Actifs en décembre 2023 | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 35 689 | \$ 35 689 |
| Contrats garantis | 1 249 | 261 568 | 262 817 |
| Créances clients et autres | — | 72 888 | 72 888 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | — | 828 362 | 828 362 |
| Investissements | 289 | — | 289 |
| Prêts | 152 | 22 | 174 |
| Autres actifs | 1 410 | 1 926 | 3 336 |
| Total de l'actif | \$ 3 100 | \$ 1 200 455 | \$ 1 203 555 |
| Passif | | | |
| Financements garantis | \$ 55 225 | \$ 160 251 | \$ 215 476 |
| Dettes clients et autres | — | 115 201 | 115 201 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | — | 737 610 | 737 610 |
| Emprunts non garantis | 71 100 | 19 167 | 90 267 |
| Autres passifs | 1 128 | 3 754 | 4 882 |
| Total du passif | \$ 127 453 | \$ 1 035 983 | \$ 1 163 436 |
| Décembre 2022 | | | |
| Actif | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 11 707 | \$ 11 707 |
| Contrats garantis | 1 200 | 234 596 | 235 796 |
| Créances clients et autres | — | 78 967 | 78 967 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | — | 872 810 | 872 810 |
| Investissements | 269 | 11 | 280 |
| Prêts | 220 | 2 | 222 |
| Autres actifs | 1 251 | 2 008 | 3 259 |
| Total de l'actif | \$ 2 940 | \$ 1 200 101 | \$ 1 203 041 |
| Passif | | | |
| Financements garantis | \$ 38 521 | \$ 86 214 | \$ 124 735 |
| Dettes clients et autres | — | 110 983 | 110 983 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | — | 844 313 | 844 313 |
| Emprunts non garantis | 56 180 | 20 025 | 76 205 |
| Autres passifs | 1 097 | 3 499 | 4 596 |
| Total du passif | \$ 95 798 | \$ 1 065 034 | \$ 1 160 832 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs et passifs courants comprennent les montants que la société prévoit de réaliser ou de régler au cours de son cycle d'exploitation normal ; ils comprennent les actifs et passifs détenus à des fins de transaction ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- Les actifs non courants sont les montants que la société prévoit de recouvrer dans plus de douze mois ; ils comprennent principalement certains contrats garantis, la quasi-totalité des participations, certains prêts, les actifs incorporels, les actifs d'impôts différés, les excédents de retraite et certains prêts intragroupe.
- Les passifs non courants sont les montants que la société prévoit de régler dans plus de douze mois ; ils comprennent principalement les financements collatéralisés et les emprunts non garantis dont l'échéance contractuelle est supérieure à un an, à l'exception des contrats dont le règlement est déclenché par un événement indépendant de la volonté de la société, auquel cas ceux-ci sont classés comme courants.

Note 28.**Informations relatives aux parties liées**

Les parties sont considérées comme étant liées si l'une des parties a la capacité de contrôler directement ou indirectement l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur celle-ci dans la prise de décisions financières ou opérationnelles. Les parties liées de la société comprennent :

- Les entités mères de la société ;

- Les autres affiliés de GS Group ;
- Les principaux dirigeants de la société ;
- Les principaux dirigeants des entités mères de la société ; et
- Les autres parties liées, dont le régime de retraite à prestations définies de la société et les entreprises associées de GS Group.

Les principaux dirigeants sont définis comme les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la société. Les principaux dirigeants de la société comprennent les administrateurs de la société, les membres de l'EMC qui sont des salariés de la société et les membres de la direction générale qui sont désignés comme dirigeants en vertu de la PRA et du Plan de certification des cadres supérieurs de la FCA.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations versées ou dues par la société au titre des services rendus aux principaux dirigeants de la société et de ses entités mères.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Salaires et autres avantages à court terme | \$ 146 | \$ 158 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | 1 | 2 |
| Rémunérations fondées sur des actions | 162 | 68 |
| Total | \$ 309 | \$ 228 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les salaires et autres avantages à court terme comprennent les jetons de présence versés aux administrateurs non exécutifs de la société.
- La rémunération fondée sur des actions comprenait une charge de 72 Mio USD en 2023 et un crédit de 11 Mio USD en 2022 représentant les variations de la juste valeur des droits à un paiement fondé sur des actions refacturés par le Group Inc. au cours de l'exercice.

Emoluments des administrateurs

Conformément à la loi sur les sociétés de 2006, les émoluments des administrateurs représentent la proportion du total des émoluments payés ou payables au titre des services éligibles uniquement. Ce total n'inclut que la valeur des espèces et des avantages en nature, et n'inclut pas la valeur des attributions d'actions conformément aux dispositions du Schedule 5 des Statutory Instruments 2008/410. Les administrateurs perçoivent également des émoluments pour des services non éligibles qui ne sont pas tenus d'être divulgués.

Le tableau ci-dessous présente les émoluments des administrateurs de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|-------------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunération globale | \$ 7 | \$ 7 |
| Cotisations de retraite des entreprises aux régimes à cotisations définies | — | — |
| Total | \$ 7 | \$ 7 |

Le tableau ci-dessous présente les émoluments de l'administrateur de la société le mieux rémunéré.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|---------------------------|------|
| | 2023 | 2022 |
| Rémunération globale | \$ 3 | \$ 3 |
| Cotisations de retraite des entreprises aux régimes à cotisations définies | \$ — | \$ — |
| Pension annuelle cumulée à la fin de l'exercice | \$ — | \$ — |

Deux administrateurs étaient membres d'un régime de retraite à cotisations définies et un administrateur était membre à la fois d'un régime de retraite à cotisations définies et d'un régime de retraite à prestations définies en 2023 (2022 : deux administrateurs étaient membres d'un régime de retraite à cotisations définies et deux administrateurs étaient membres à la fois d'un régime de retraite à cotisations définies et d'un régime de retraite à prestations définies). Trois administrateurs dont l'administrateur le mieux rémunéré en 2023 (2022 : quatre administrateurs dont l'administrateur le mieux rémunéré) ont reçu ou doivent recevoir des actions de Group Inc. au titre de plans d'intéressement à long terme.

Le total des émoluments des neuf administrateurs non exécutifs en 2023 (2022 : sept administrateurs non exécutifs) qui étaient membres du

Conseil pour tout ou partie de 2023 s'élevait à environ 1,4 Mio USD (pour tout ou partie de 2022 : environ 1,9 Mio USD). Les honoraires courants supplémentaires au titre des services de conseil fournis par certains administrateurs non exécutifs se sont élevés à environ 0,2 Mio USD en 2023 (2022 : environ 2,2 Mio USD).

Transactions avec les parties liées

Les transactions de la société avec des parties liées comprennent principalement ce qui suit.

Gestion des risques et activité de tenue de marché

La société conclut régulièrement des produits dérivés et achète et vend des titres et des prêts avec des parties liées à des fins de gestion des risques et de tenue de marché, qui sont comptabilisés dans les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés en cours de la société avec des parties liées, essentiellement avec d'autres affiliés de GS Group. La variation des actifs et passifs dérivés est liée aux nouvelles opérations, aux résiliations, aux expirations et aux gains ou pertes, y compris les flux de trésorerie associés.

| | Actifs dérivés | Instruments dérivés passifs |
|---|-------------------|-----------------------------|
| En Mio USD | | |
| Décembre 2023 | \$ 508 547 | \$ 490 225 |
| Décembre 2022 | \$ 585 390 | \$ 582 060 |
| Décembre 2021 | \$ 436 121 | \$ 434 577 |
| Comparaison décembre 2023/décembre 2022 | \$ (76 843) | \$ (91 835) |
| Comparaison décembre 2022/décembre 2021 | \$ 149 269 | \$ 147 483 |

Le tableau ci-dessous présente les encours bruts d'achats et de ventes de titres et de prêts réguliers de/à d'autres affiliés de GS Group.

| | Au décembre | |
|---|------------------|-------------|
| En Mio USD | 2023 | 2022 |
| Encours d'achats réguliers de titres et de prêts | \$ 11 483 | \$ 9 607 |
| Encours des ventes régulières de titres et de prêts | \$ 10 927 | \$ 10 246 |

La société détient également des titres et accorde des prêts aux entreprises à d'autres affiliés de GS Group, qui sont classés dans les actifs détenus à des fins de transaction. La société échange également des garanties en espèces et des titres dans le cadre de transactions sur produits dérivés. Les garanties en espèces reçues sont comptabilisées en dettes envers la clientèle et autres dettes. Les garanties en espèces versées sont comptabilisées en créances clients et autres débiteurs. La société a déposé des garanties en faveur de parties liées pour un montant de 13,00 Mrd USD en décembre 2023 et de 16,32 Mrd USD en décembre 2022.

En outre, la société exécute et assure l'intermédiation de dérivés cotés avec d'autres affiliés de GS Group, ce qui donne lieu à un échange de marge, comptabilisée en créances clients et autres et en dettes clients et autres.

La société a également reçu des titres de 121 Mio USD en décembre 2023 et 144 Mio USD en décembre 2022 d'une filiale dans le cadre d'un accord de prêt de titres.

Activité de financement

La société conclut régulièrement des accords garantis et des financements garantis avec des affiliés de GS Group, principalement pour se procurer des titres et du portefeuille de fonds sur une base garantie.

En outre, une part importante des emprunts non garantis de la société est réalisée auprès de affiliés de GS Group, y compris les obligations AT1 de la société émises à GSG UK. Voir les notes 20 et 23 pour plus de détails. La société a également consenti des prêts à certaines affiliés de GS Group. Voir la Note 14 pour plus de détails.

Les instruments portant intérêt sont généralement évalués en fonction de l'échéance, de la devise, de la taille, de la subordination et du fait que l'instrument soit garanti ou non garanti.

Services de gestion de trésorerie

La société reçoit des services de gestion de trésorerie d'autres affiliés de GS Group et place des dépôts en espèces auprès d'elles dans le cours normal de ses activités qui sont comptabilisés en trésorerie et équivalents de trésorerie.

Engagements et garanties

Le tableau ci-dessous présente les engagements de la société avec les autres affiliés de GS Group.

| En Mio USD | Au décembre | |
|-----------------------|--------------------|-------------|
| | 2023 | 2022 |
| Contrats garantis | \$ 103 469 | \$ 69 118 |
| Financements garantis | 36 514 | 52 324 |
| Autres | 218 | — |
| Total | \$ 140 201 | \$ 121 442 |

Les autres engagements concernent un engagement de souscription en décembre 2023.

La société bénéficie d'une garantie de Group Inc. sur les transactions conclues avec certaines de ses contreparties, à hauteur de 8 Mrd USD d'exposition en cas de défaut. Au cours de l'année 2023, la garantie n'a pas été utilisée. En 2022, jusqu'à 8 Mrd USD d'exposition en cas de défaut ont été garantis, ramenés à zéro en décembre 2022.

Prix de transfert et frais de gestion

La société participe à la répartition de produit net entre les affiliés de GS Group pour leur implication dans les activités de GS Group. En outre, la société supporte ou perçoit des frais de gestion, facturés par/à des affiliés de GS Group au titre des services de support opérationnel et administratif et de gestion.

Fiscalité

La société bénéficie d'un allègement de groupe de la part d'autres affiliés de GS Group. La société a reçu d'autres affiliés de GS Group des pertes fiscales de 231 Mio USD en 2023 et 124 Mio USD en 2022, pour lesquelles une contrepartie sera payée en totalité.

Rémunérations fondées sur des actions

La société a conclu un accord de rétrocession avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc. (a) la juste valeur de ces attributions à la date d'octroi et (b) les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés (postérieure à la date d'acquisition). Voir les notes 7 et 8 pour de plus amples informations.

Transactions avec les principaux dirigeants

Certains membres clés de la direction et les membres de leur famille proche ont des comptes de courtage et/ou des comptes discrétionnaires dans la société. Ils sont fournis dans le cours normal des affaires à des conditions commerciales, et dans chaque cas dans le respect des lois et réglementations applicables.

Les membres de la famille proche de certains membres clés de la direction sont employés par la société. Le montant de la rémunération versée aux membres de la famille a été déterminé conformément aux pratiques de rémunération standard de la société applicables aux salariés se trouvant dans une situation similaire.

Transfert de Activité de gestion d'actifs

Le 1^{er} avril 2023, la société a transféré son activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni à GSAMI, principale entité de gestion d'actifs de GS Group au Royaume-Uni. En contrepartie de ce transfert, la société a reçu une participation minoritaire dans la société mère immédiate de GSAMI, qui a été évaluée à la juste valeur par le biais du compte de résultat. En conséquence, la société a enregistré une plus-value nette de 1,42 Mrd USD passée en produit net en 2023. Cette plus-value nette consiste en un profit de 1,57 Mrd USD équivalant à la juste valeur de cette entreprise lors de la cession, partiellement compensé par une perte de 149 Mio USD comptabilisée au titre de la réévaluation de la participation de la société. La contrepartie totale reçue par la société a été distribuée au quatrième trimestre 2023 par le biais d'une distribution non monétaire. Les capitaux propres de la société sont donc inchangés à décembre 2023 par rapport à décembre 2022.

Actifs et passifs des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs de la société avec les parties liées.

| <i>En Mio USD</i> | Entités mères | Autres affiliés de GS Group | Autres parties liées | Total |
|---|------------------|-----------------------------------|-------------------------|-------------------|
| Décembre 2023 | | | | |
| Actif | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 1 359 | \$ — | \$ 1 359 |
| Contrats garantis | — | 187 769 | — | 187 769 |
| Créances clients et autres | 148 | 15 459 | 11 | 15 618 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 2 048 | 514 404 | — | 516 452 |
| Investissements | — | 170 | — | 170 |
| Prêts | — | — | — | — |
| Autres actifs | 263 | 1 686 | — | 1 949 |
| Total de l'actif | \$ 2 459 | \$ 720 847 | \$ 11 | \$ 723 317 |
| Passif | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 148 582 | \$ — | \$ 148 582 |
| Dettes clients et autres | 100 | 31 535 | — | 31 635 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 929 | 489 370 | 11 | 490 310 |
| Emprunts non garantis | 32 384 | 27 257 | — | 59 641 |
| Autres passifs | 1 950 | 1 530 | — | 3 480 |
| Total du passif | \$ 35 363 | \$ 698 274 | \$ 11 | \$ 733 648 |
| Décembre 2022 | | | | |
| Actif | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 911 | \$ — | \$ 911 |
| Contrats garantis | — | 169 083 | — | 169 083 |
| Créances clients et autres | 88 | 19 767 | — | 19 855 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 2 581 | 589 766 | 423 | 592 770 |
| Investissements | — | 168 | — | 168 |
| Prêts | — | — | — | — |
| Autres actifs | 249 | 1 675 | — | 1 924 |
| Total de l'actif | \$ 2 918 | \$ 781 370 | \$ 423 | \$ 784 711 |
| Passif | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 82 108 | \$ — | \$ 82 108 |
| Dettes clients et autres | 1 137 | 24 904 | 398 | 26 439 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 789 | 581 281 | 26 | 582 096 |
| Emprunts non garantis | 30 603 | 14 445 | — | 45 048 |
| Autres passifs | 2 044 | 1 360 | — | 3 404 |
| Total du passif | \$ 34 573 | \$ 704 098 | \$ 424 | \$ 739 095 |

Produits et charges des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges de la société liés aux transactions avec des parties liées autres que les principaux dirigeants.

| <i>En Mio USD</i> | Entités mères | Autres affiliés de GS Group | Autres parties liées | Total |
|--|-------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------|
| Exercice clos en décembre 2023 | | | | |
| Produit net | | | | |
| Produits d'intérêts | \$ 270 | \$ 8 634 | \$ — | \$ 8 904 |
| Charges d'intérêts | (2 234) | (11 406) | — | (13 640) |
| Produits des prix de transfert | — | 350 | — | 350 |
| Autres produits | — | 19 | — | 19 |
| Produit net total | \$ (1 964) | \$ (2 403) | \$ — | \$ (4 367) |
| Charges d'exploitation nettes | | | | |
| Frais basés sur les transactions | \$ — | \$ 218 | \$ — | \$ 218 |
| Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group | — | 1 140 | — | 1 140 |
| Frais de gestion facturés aux affiliés de GS Group | (4) | (315) | — | (319) |
| Autres charges | 1 | 575 | — | 576 |
| Total des charges nettes d'exploitation | \$ (3) | \$ 1 618 | \$ — | \$ 1 615 |
| Exercice clos fin décembre 2022 | | | | |
| Produit net | | | | |
| Produits d'intérêts | \$ 129 | \$ 2 054 | \$ 1 | \$ 2 184 |
| Charges d'intérêts | (1 045) | (3 040) | (4) | (4 089) |
| Produits des prix de transfert | 5 | 948 | — | 953 |
| Produit net total | \$ (911) | \$ (38) | \$ (3) | \$ (952) |
| Charges d'exploitation nettes | | | | |
| Frais basés sur les transactions | \$ — | \$ 306 | \$ — | \$ 306 |
| Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group | — | 1,090 | — | 1,090 |
| Frais de gestion facturés aux affiliés de GS Group | (3) | (188) | — | (191) |
| Autres charges | 37 | 474 | — | 511 |
| Total des charges nettes d'exploitation | \$ 34 | \$ 1 682 | \$ — | \$ 1 716 |

Dans le tableau ci-dessus, les charges liées aux transactions et autres charges comprennent principalement les charges IFRS 15.

Note 29.

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable des actifs et passifs financiers de la société par catégorie.

| <i>En Mio USD</i> | Actifs financiers | | |
|--|--|-------------------|---------------------|
| | Obligatoiremen t à la juste valeur | Coût amorti | Total |
| Décembre 2023 | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 35 689 | \$ 35 689 |
| Contrats garantis | 138 889 | 123 928 | 262 817 |
| Créances clients et autres | — | 72 888 | 72 888 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 828 362 | — | 828 362 |
| Investissements | 289 | — | 289 |
| Prêts | 174 | — | 174 |
| Autres actifs | 147 | 2 014 | 2 161 |
| Total | \$ 967 861 | \$ 234 519 | \$ 1 202 380 |
| Décembre 2022 | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ — | \$ 11 707 | \$ 11 707 |
| Contrats garantis | 151 739 | 84 057 | 235 796 |
| Créances clients et autres | — | 78 967 | 78 967 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 872 810 | — | 872 810 |
| Investissements | 280 | — | 280 |
| Prêts | 222 | — | 222 |
| Autres actifs | 156 | 1 937 | 2 093 |
| Total | \$ 1 025 207 | \$ 176 668 | \$ 1 201 875 |

| | Passifs financiers | | | |
|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|
| | Détenus à des fins de transaction | Désignés à la juste valeur | Coût amorti | Total |
| En Mio USD | | | | |
| Décembre 2023 | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 106 784 | \$ 108 692 | \$ 215 476 |
| Dettes clients et autres | — | — | 115 201 | 115 201 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 737 610 | — | — | 737 610 |
| Emprunts non garantis | — | 54 936 | 35 331 | 90 267 |
| Autres passifs | — | — | 4 234 | 4 234 |
| Total | \$ 737 610 | \$ 161 720 | \$ 263 458 | \$ 1 162 788 |
| Décembre 2022 | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 77 539 | \$ 47 196 | \$ 124 735 |
| Dettes clients et autres | — | — | 110 983 | 110 983 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 844 313 | — | — | 844 313 |
| Emprunts non garantis | — | 40 247 | 35 958 | 76 205 |
| Autres passifs | — | — | 4 198 | 4 198 |
| Total | \$ 844 313 | \$ 117 786 | \$ 198 335 | \$ 1 160 434 |

Taux d'intérêt de référence après réforme

Depuis le 1^{er} juillet 2023, la publication de tous les paramètres du London Interbank Offered Rate (LIBOR) en tant que taux représentatifs a cessé. La FCA a autorisé la publication et l'utilisation de taux synthétiques pour certaines données du LIBOR GBP dans les anciens contrats basés sur le LIBOR GBP jusqu'en mars 2024 et pour les paramètres du LIBOR USD 3 mois dans les anciens contrats basés sur le LIBOR USD jusqu'en septembre 2024.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de la société aux de taux d'intérêt de référence après réforme.

| | Actifs financiers non dérivés | Passifs financiers non dérivés | Montant notionnel du dérivé |
|----------------------|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| En Mio USD | | | |
| Décembre 2023 | | | |
| LIBOR USD | \$ 98 | \$ 158 | \$ — |
| LIBOR GBP | 25 | — | — |
| Autres | 5 | — | 835 351 |
| Total | \$ 128 | \$ 158 | \$ 835 351 |
| Décembre 2022 | | | |
| LIBOR USD | \$ 636 | \$ 2 901 | \$ 5 699 410 |
| LIBOR GBP | 7 | — | — |
| Autres | — | 24 | 912 630 |
| Total | \$ 643 | \$ 2 925 | \$ 6 612 040 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs financiers non dérivés comprennent les instruments de transaction au comptant, les prêts et les contrats garantis. Les passifs financiers non dérivés comprennent les instruments de transaction au comptant, les financements garantis et les emprunts non garantis.
- Les montants notionnels des dérivés excluent les montants pour lesquels des mesures de repli s'appliquent, ou les montants pour lesquels tous les flux de trésorerie futurs ont déjà été fixés, car la société n'a pas d'exposition IBOR continue liée à ces transactions.
- Les instruments dérivés notionnels exposés à d'autres indices de taux d'intérêt faisant l'objet d'une réforme comprennent principalement l'exposition au taux offert en dollars canadiens (CDOR), au taux swap offert en dollars singapouriens (SOR), au taux moyen interbancaire de Johannesburg (JIBAR), au taux interbancaire offert à Varsovie (WIBOR) et au taux offert interbancaire de Tel-Aviv (TELBOR) à fin décembre 2023 et décembre 2022.

Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers qui font l'objet d'accords de compensation et de compensation exécutoires. Les montants ne sont compensés au bilan que lorsque la société a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans les tableaux ci-dessous :

- Les montants bruts excluent les effets de la compensation des contreparties et des garanties et ne sont donc pas représentatifs de l'exposition économique de la société.

- Les montants non compensés au bilan comprennent la compensation par contrepartie (c'est-à-dire la compensation des actifs et passifs financiers d'une contrepartie donnée lorsqu'un droit légal de compensation existe en vertu d'un accord de compensation exécutoire), ainsi que les garanties en espèces et en titres reçues et enregistrées en vertu d'accords de soutien de crédit exécutoires, qui ne remplissent pas les critères de compensation en vertu des normes IFRS.
- Lorsque la société a reçu ou fourni des garanties en vertu d'accords de soutien de crédit, mais n'a pas encore déterminé si ces accords sont exécutoires, les garanties correspondantes n'ont pas été incluses dans les montants non compensés au bilan.
- Les montants bruts de la société comprenaient des actifs dérivés de 3,83 Mrd USD et des passifs dérivés de 4,18 Mrd USD en décembre 2023, des actifs dérivés de 3,82 Mrd USD et des passifs dérivés de 5,16 Mrd USD en décembre 2022 qui ne sont pas soumis à un accord de compensation exécutoire ou font l'objet d'un accord de compensation que la société n'a pas encore déterminé comme étant exécutoire.
- La quasi-totalité des contrats de prise en pension et des titres empruntés dans le cadre des contrats garantis et des contrats de mise en pension et des titres prêtés dans le cadre des financements garantis sont soumis à des accords de compensation exécutoires à la fois en décembre 2023 et en décembre 2022.

| En Mio USD | Montants bruts | Montants compensés au bilan | Montant net présenté au bilan | Montants non compensés au bilan | | | |
|---|---------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------|-------------------|
| | | | | Compensation des contreparties | Collatéral espèces | Sûretés réelles | Montant net |
| Décembre 2023 | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Contrats garantis | \$ 387 810 | \$ (124 993) | \$ 262 817 | \$ (95 063) | \$ (112) | \$ (165 128) | \$ 2 514 |
| Créances clients et autres | 91 084 | (30 182) | 60 902 | (7 432) | (27 560) | (13 338) | 12 572 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 18 910 | (7 711) | 11 199 | (1 491) | (3 070) | (5 593) | 1 045 |
| Produits dérivés | 705 666 | (9 966) | 695 700 | (629 932) | (37 504) | (9 179) | 19 085 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 724 576 | (17 677) | 706 899 | (631 423) | (40 574) | (14 772) | 20 130 |
| Prêts | 117 | — | 117 | — | — | (117) | — |
| Autres actifs | 1 955 | (1 426) | 529 | (93) | — | — | 436 |
| Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires | 1 205 542 | (174 278) | 1 031 264 | (734 011) | (68 246) | (193 355) | 35 652 |
| Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires | 171 116 | — | 171 116 | — | — | — | 171 116 |
| Total des actifs financiers | \$ 1 376 658 | \$ (174 278) | \$ 1 202 380 | \$ (734 011) | \$ (68 246) | \$ (193 355) | \$ 206 768 |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Financements garantis | \$ 328 763 | \$ (125 016) | \$ 203 747 | \$ (96 100) | \$ (2 212) | \$ (103 096) | \$ 2 339 |
| Dettes clients et autres | 135 726 | (30 207) | 105 519 | (7 432) | (40 686) | (29 490) | 27 911 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | — | — | — | — | — | — | — |
| Produits dérivés | 681 801 | (9 941) | 671 860 | (627 986) | (25 263) | (3 928) | 14 683 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 681 801 | (9 941) | 671 860 | (627 986) | (25 263) | (3 928) | 14 683 |
| Emprunts non garantis | 14 540 | (9 066) | 5 474 | (2 400) | (85) | — | 2 989 |
| Autres passifs | 669 | (48) | 621 | (93) | — | — | 528 |
| Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires | 1 161 499 | (174 278) | 987 221 | (734 011) | (68 246) | (136 514) | 48 450 |
| Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires | 175 567 | — | 175 567 | — | — | — | 175 567 |
| Total des passifs financiers | \$ 1 337 066 | \$ (174 278) | \$ 1 162 788 | \$ (734 011) | \$ (68 246) | \$ (136 514) | \$ 224 017 |
| Décembre 2022 | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Contrats garantis | \$ 390 325 | \$ (154 529) | \$ 235 796 | \$ (49 800) | \$ (450) | \$ (183 869) | \$ 1 677 |
| Créances clients et autres | 88 181 | (24 791) | 63 390 | (3 886) | (39 025) | (9 969) | 10 510 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 16 976 | (7 037) | 9 939 | (3 910) | (742) | (4 073) | 1 214 |
| Produits dérivés | 813 860 | (13 479) | 800 381 | (729 463) | (40 675) | (10 183) | 20 060 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 830 836 | (20 516) | 810 320 | (733 373) | (41 417) | (14 256) | 21 274 |
| Prêts | 118 | — | 118 | — | — | (101) | 17 |
| Autres actifs | 2 407 | (1 975) | 432 | (88) | — | — | 344 |
| Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires | 1 311 867 | (201 811) | 1 110 056 | (787 147) | (80 892) | (208 195) | 33 822 |
| Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires | 91 819 | — | 91 819 | — | — | — | 91 819 |
| Total des actifs financiers | \$ 1 403 686 | \$ (201 811) | \$ 1 201 875 | \$ (787 147) | \$ (80 892) | \$ (208 195) | \$ 125 641 |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Financements garantis | \$ 268 450 | \$ (154 563) | \$ 113 887 | \$ (49 945) | \$ (1 933) | \$ (60 119) | \$ 1 890 |
| Dettes clients et autres | 119 725 | (24 452) | 95 273 | (3 886) | (41 867) | (20 565) | 28 955 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | — | — | — | — | — | — | — |
| Produits dérivés | 801 435 | (13 816) | 787 619 | (730 866) | (36 926) | (2 208) | 17 619 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 801 435 | (13 816) | 787 619 | (730 866) | (36 926) | (2 208) | 17 619 |
| Emprunts non garantis | 13 791 | (8 822) | 4 969 | (2 362) | (166) | — | 2 441 |
| Autres passifs | 754 | (158) | 596 | (88) | — | — | 508 |
| Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires | 1 204 155 | (201 811) | 1 002 344 | (787 147) | (80 892) | (82 892) | 51 413 |
| Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires | 158 090 | — | 158 090 | — | — | — | 158 090 |
| Total des passifs financiers | \$ 1 362 245 | \$ (201 811) | \$ 1 160 434 | \$ (787 147) | \$ (80 892) | \$ (82 892) | \$ 209 503 |

Biens reçus en garantie et donnés en nantissement

La société reçoit des espèces et des titres (par exemple, des obligations d'Etat et d'agences, des titres d'emprunt de la société, des titres de fonds propres) à titre de garantie, principalement dans le cadre de contrats de prise en pension, d'emprunts de titres, de transactions sur produits dérivés et de prêts sur marge client. La société obtient des liquidités et des titres en garantie sur une base initiale ou conditionnelle pour les produits dérivés et les accords garantis afin de réduire son exposition au risque de crédit vis-à-vis de contreparties individuelles.

Dans de nombreux cas, la société est autorisée à livrer ou redonner en garantie des instruments financiers reçus en garantie lors de la conclusion de contrats de mise en pension et de prêts de titres, principalement dans le cadre d'activités de financement clients garanti. La société est également autorisée à livrer ou à redonner en garantie ces instruments financiers dans le cadre d'autres financements garantis, d'opérations sur dérivés garantis et de satisfaire aux exigences de règlement de la société ou des clients.

La société nantit également certains actifs détenus à des fins de transaction dans le cadre de contrats de mise en pension, de prêts de titres et d'autres financements garantis à des contreparties qui ont ou non le droit de les livrer ou de les redonner en nantissement.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers reçus en garantie qui étaient disponibles pour être livrés ou redonnés en garantie et qui ont été livrés ou redonnés en garantie.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|-------------|------------|
| | 2023 | 2022 |
| Sûretés disponibles pour être livrées ou redonnées en garantie | \$ 702 507 | \$ 710 395 |
| Sûretés livrées ou remises en garantie | \$ 655 098 | \$ 632 160 |

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux actifs nantis.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|--|-------------|-----------|
| | 2023 | 2022 |
| Nantis en faveur de contreparties ayant le droit de livrer ou de redonner en garantie | | |
| Actifs détenus à des fins de transaction | \$ 58 352 | \$ 20 708 |
| Investissements | \$ 25 | \$ 3 |
| Nantis en faveur de contreparties n'ayant pas le droit de livrer ou de redonner en garantie | | |
| Actifs détenus à des fins de transaction | \$ 38 255 | \$ 23 895 |
| Investissements | \$ 20 | \$ 29 |

La société a reçu des garanties en espèces de 67,84 Mrd USD en décembre 2023 et 66,17 Mrd USD en décembre 2022, et a mis en place des garanties en espèces de 46,83 Mrd USD en décembre 2023 et 52,74 Mrd USD en décembre 2022. Les montants reçus et comptabilisés concernent principalement les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Note 30.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier est le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants du marché à la date d'évaluation. Les actifs financiers sont évalués au cours acheteur et les passifs financiers au cours vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société évalue certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuille (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les normes IFRS présentent une hiérarchie à trois niveaux des informations à fournir pour des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie donne la priorité aux paramètres des techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur, en donnant la priorité la plus élevée aux paramètres de niveau 1 et la priorité la plus faible aux paramètres de niveau 3. Le niveau dans cette hiérarchie d'un instrument financier correspond au niveau de la donnée d'entrée du plus bas niveau significative pour déterminer la juste valeur de celui-ci.

La hiérarchie des justes valeurs est la suivante :

Niveau 1. Les données d'entrée sont des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs auxquels la société avait accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques et non restreints.*

Niveau 2. Les données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation sont observables, directement ou indirectement.

Niveau 3. Une ou plusieurs données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation sont significatives et non observables.

Les justes valeurs de la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société qui sont évalués à la juste valeur sur une base récurrente sont basées sur des prix et des données d'entrée observables et sont classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Certains actifs et

passifs financiers de niveau 2 et 3 peuvent nécessiter des ajustements de valeur qu'un intervenant du marché pourrait exiger pour obtenir une juste valeur pour des facteurs tels que la qualité de crédit de la contrepartie et de la société et de GS Group, le risque de financement, les restrictions de transfert, la liquidité et les écarts cours acheteur/cours vendeur. Les ajustements de valeur sont généralement fondés sur des données de marché.

Techniques d'évaluation et données d'entrée significatives

Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction, investissements et prêts. Les techniques d'évaluation et les données d'entrée significatives pour chaque niveau de la hiérarchie des justes valeurs comprennent :

Niveau 1

Les instruments de niveau 1 sont valorisés à partir de cotations d'instruments identiques sans restriction sur des marchés actifs. La société définit les marchés actifs pour les instruments de capitaux propres sur la base du volume quotidien moyen des transactions à la fois en termes absolus et relatifs à la capitalisation boursière de l'instrument. La société définit les marchés actifs pour les instruments de dette en fonction à la fois du volume quotidien moyen des transactions et du nombre de jours d'activité.

Niveau 2

Les instruments de niveau 2 peuvent être vérifiés au regard des prix cotés, de l'activité de négociation récente pour des instruments identiques ou similaires, des cotations de courtiers ou de négociateurs ou d'autres sources de prix avec des niveaux raisonnables de transparence des prix. Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix fournis par d'autres sources de prix.

Des ajustements de valeur sont généralement apportés aux instruments de niveau 2 (i) si l'instrument est soumis à des restrictions de transfert et/ou (ii) pour d'autres primes et décotes de liquidité qu'un intervenant de marché exigerait pour parvenir à la juste valeur. Les ajustements de valeur sont généralement fondés sur des données de marché.

Niveau 3

Les instruments de niveau 3 ont une ou plusieurs données d'entrée significatives qui ne sont pas observables. Sauf indication contraire, les instruments de niveau 3 sont initialement évalués au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation initiale de la juste valeur. Par la suite, la société utilise d'autres méthodologies pour déterminer la juste valeur, qui varient en fonction du type d'instrument. Les données d'entrée et hypothèses d'évaluation sont modifiés lorsqu'ils sont corroborés par des preuves observables substantielles, y compris les valeurs réalisées sur les ventes d'actifs financiers.

Les techniques d'évaluation des instruments de niveau 1 varient d'un instrument à l'autre, mais reposent généralement sur des techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les techniques d'évaluation et la nature des données d'entrée significatives utilisées pour déterminer les justes valeurs de chaque type d'instrument de trésorerie, d'investissements et de prêts de niveau 1 sont décrites ci-dessous :

• **Hypothèques et autres prêts et titres adossés à des actifs.** Les données d'entrée significatives sont généralement déterminées sur la base d'analyses de valeur relative et comprennent :

- Les rendements de marché induits par des transactions d'actifs similaires ou connexes ;
- Les prix des transactions portant à la fois sur la sûreté sous-jacente et sur les instruments ayant la même sûreté sous-jacente ou une sûreté sous-jacente similaire ;
- Performance actuelle de l'emprunteur ou de la garantie du prêt et hypothèses de recouvrement en cas de défaut ; et
- Calendrier des flux de trésorerie futurs attendus (duration) qui, dans certains cas, peut intégrer l'impact d'autres données d'entrée non observables (ex : délai des remboursements anticipés).

• **Instruments de dette d'entreprise, obligations et prêts gouvernementaux et agences.** Les données d'entrée significatives sont généralement déterminées sur la base d'analyses de valeur relative, qui intègrent des comparaisons à la fois avec les prix des swaps de défaut de crédit qui font référence au même instrument sous-jacent ou à une entité similaire ou à d'autres instruments de dette du même émetteur ou d'un émetteur similaire pour lesquels des prix observables ou des cotations de courtiers sont disponibles. Les données d'entrée significatives comprennent :

- Les rendements de marché induits par des transactions d'actifs similaires ou connexes ;
- Les niveaux actuels et l'évolution des indices de marché, tels que l'iTraxx et le CDX (indices répliquant la performance des crédits d'entreprise) ;
- Performance actuelle de l'emprunteur ou de la garantie du prêt et hypothèses de recouvrement en cas de défaut ;

- Maturité et profil de coupon de l'instrument ; et
- Multiples de marché et de transaction pour les instruments de dette d'entreprise avec options de convertibilité ou de participation.
- **Titres de fonds propres.** Les titres de fonds propres sont des titres de capital-investissement. Les transactions réalisées ou en cours récentes avec des tiers (p. ex., propositions de fusion, offres d'achat, restructuration de dette) sont considérées comme la meilleure indication d'une variation de la juste valeur. Lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, les méthodes d'évaluation suivantes sont utilisées, le cas échéant :
 - Multiples sectoriels et comparables disponibles publiquement ;
 - Transactions sur instruments similaires ; et
 - Techniques d'actualisation des flux de trésorerie.

Produits dérivés. Les produits dérivés peuvent être négociés en bourse ou être des contrats négociés de gré à gré (dérivés over-the-counter ou OTC). Certains dérivés OTC de la société sont compensés et réglés par l'intermédiaire de contreparties centrales (OTC compensés OTC), tandis que d'autres sont des contrats bilatéraux entre deux contreparties (OTC bilatéraux).

Les instruments dérivés de niveau 2 et de niveau 3 de la société sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation des instruments dérivés (par exemple, modèles d'actualisation des flux de trésorerie, modèles de corrélation et modèles intégrant des méthodologies d'évaluation des options, tels que les simulations de Monte Carlo). La transparence des prix des produits dérivés peut généralement être caractérisée par type de produit, comme décrit ci-dessous.

• **Taux d'intérêt.** En général, les principaux paramètres utilisés pour valoriser les dérivés de taux d'intérêt sont transparents, même pour la plupart des contrats à long terme. Les swaps de taux d'intérêt et les options libellés dans les devises des principaux pays industrialisés se caractérisent par des volumes d'échange élevés et des écarts cours acheteur/vendeur serrés. Dérivés de taux d'intérêt qui font référence à des indices, tels qu'un indice d'inflation, ou à la forme de la courbe des taux (ex : taux swap 10 ans par rapport à taux swap 2 ans) sont plus complexes, mais les données d'entrée principales sont généralement observables.

• **Crédit.** La transparence des prix des swaps de défaut de crédit, qu'il s'agisse d'emprunts à signature unique ou de paniers de crédits, varie en fonction du marché et de l'entité ou de l'obligation de référence sous-jacente. Les CDS qui font référence aux indices, aux grandes entreprises et aux grands émetteurs souverains affichent généralement la plus grande transparence en matière de prix. Pour les swaps de défaut de crédit avec d'autres sous-jacents, la transparence des prix varie en fonction de la notation de crédit, du coût d'emprunt des obligations de référence sous-jacentes et de la disponibilité des obligations de référence sous-jacentes pour livraison en cas de défaut de l'émetteur. Les swaps de défaut de crédit qui font référence aux prêts, aux titres adossés à des actifs et aux instruments de dette des marchés émergents ont tendance à présenter une transparence des prix inférieure à celle des obligations d'entreprise de référence. En outre, les dérivés de crédit plus complexes, tels que ceux sensibles à la corrélation entre deux ou plusieurs obligations de référence sous-jacentes ou aux spreads de financement garantis, sont généralement moins transparents en termes de prix.

• **Devise.** Les prix des dérivés sur devises basés sur les taux de change des principaux pays industrialisés, y compris ceux à échéance plus longue, sont généralement transparents. La principale différence entre la transparence des prix des dérivés sur devises des marchés développés et émergents est que les marchés émergents ne sont généralement observables que pour les contrats à échéance plus courte.

• **Instruments dérivés sur actions.** La transparence des prix des instruments dérivés sur actions varie en fonction du marché et du sous-jacent. Les options sur indices et les actions ordinaires des entreprises incluses dans les principaux indices boursiers affichent la plus grande transparence des prix. Les instruments dérivés sur actions ont généralement des prix de marché observables, à l'exception des contrats avec des durées longues ou des prix de référence qui diffèrent significativement des prix actuels du marché. Les instruments dérivés sur actions plus complexes, tels que ceux sensibles à la corrélation entre deux titres individuels ou plus, présentent généralement une transparence des prix moindre.

La liquidité est essentielle à l'observabilité de tous les types de produits. Si les volumes de transactions diminuent, les prix et autres critères auparavant transparents peuvent devenir inobservables. A l'inverse, même les produits très structurés peuvent parfois présenter des volumes de négociation suffisamment importants pour permettre l'observabilité des prix et d'autres données d'entrée.

Niveau 1

Les instruments dérivés de niveau 1 comprennent les contrats à court terme de livraison future de titres lorsque le titre sous-jacent est un instrument de niveau 1, et les dérivés négociés en bourse s'ils sont activement négociés et évalués à leur cours du marché.

Niveau 2

Les dérivés de niveau 2 comprennent les dérivés de gré à gré pour lesquels tous les paramètres d'évaluation significatifs sont corroborés par des données de marché et les dérivés négociés en bourse qui ne sont pas activement négociés et/ou qui sont évalués à l'aide de modèles calibrés sur les niveaux de compensation du marché des dérivés de gré à gré. Pour évaluer l'importance d'une donnée d'évaluation, la société tient compte, entre autres facteurs, de l'exposition nette au risque d'un portefeuille à cette donnée.

La sélection d'un modèle particulier pour évaluer un dérivé dépend des conditions contractuelles et des risques spécifiques inhérents à l'instrument, ainsi que de la disponibilité des informations sur les prix sur le marché. Pour les produits dérivés négociés sur des marchés liquides, la sélection des modèles n'implique pas un jugement significatif de la direction, car les résultats des modèles peuvent être calibrés en fonction des niveaux de compensation du marché.

Les modèles d'évaluation nécessitent une variété de paramètres, tels que les conditions contractuelles, les prix du marché, les courbes de taux, les taux d'actualisation (y compris ceux qui sont dérivés des taux d'intérêt sur les garanties reçues et comptabilisées comme spécifié dans les accords de soutien au crédit pour les dérivés garantis), les courbes de crédit, les mesures de la volatilité et les corrélations de ces paramètres. Des données importantes sur les valorisations des dérivés de niveau 2 peuvent être vérifiées par rapport aux transactions de marché, aux cotations des courtiers ou négociants ou à d'autres sources de prix alternatives avec des niveaux raisonnables de transparence des prix. Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix fournis par d'autres sources de prix.

Niveau 3

Les dérivés de niveau 3 sont valorisés à l'aide de modèles utilisant des données observables de niveau 1 et/ou 2, ainsi que des données non observables de niveau 3. Les données non observables comprennent certaines corrélations, les spreads de crédit et de financement garanti illiquides, les taux de recouvrement et certaines volatilités des actions et des taux d'intérêt.

Suite à l'évaluation initiale d'un dérivé de niveau 3, la société met à jour les données de niveau 1 et de niveau 2 pour refléter les évolutions observables du marché et les gains et pertes qui en découlent sont classés en niveau 3. Les données d'entrée de niveau 1 sont modifiées lorsqu'elles sont corroborées par des preuves telles que des transactions de marché similaires, des services de tarification tiers et/ou des cotations de courtiers ou d'autres données empiriques de marché. Dans les cas où la société ne peut pas vérifier la valeur du modèle par référence à des transactions de marché, il est possible qu'un modèle d'évaluation différent produise une estimation sensiblement différente de la juste valeur. Voir ci-dessous pour de plus amples informations sur les données d'entrée non observables significatives utilisées dans la valorisation des dérivés de niveau 3.

Lorsqu'il existe une différence entre le prix de transaction initial et la juste valeur calculée par les modèles internes, une plus-value ou moins-value n'est comptabilisée après la comptabilisation initiale que dans la mesure où il résulte d'un changement d'un facteur (y compris le facteur temps) que les participants de marché prendraient en compte pour fixer un prix.

Ajustements de valeur

Les ajustements de valeur font partie intégrante de la détermination de la juste valeur des portefeuilles de produits dérivés et sont utilisés pour ajuster les valorisations moyennes du marché produites par les modèles de valorisation des produits dérivés à la valorisation du prix de sortie. Ces ajustements intègrent les écarts cours acheteur/cours vendeur, le coût de la liquidité, l'ajustement de la valeur du crédit et les ajustements de la valeur des financements, en tenant compte du risque de crédit et de financement inhérent à la partie non collatéralisée des portefeuilles de dérivés. La société procède également à des ajustements de l'évaluation du financement des dérivés garantis lorsque les termes de l'accord ne permettent pas à la société de livrer ou de redonner en nantissement les garanties reçues. Les paramètres basés sur le marché sont généralement utilisés pour calibrer les ajustements de valeur aux niveaux de compensation du marché.

En outre, pour les dérivés qui incluent des données non observables significatives, la société procède à des ajustements de modèle ou de prix de sortie pour tenir compte de l'incertitude de valorisation présente dans la transaction.

Autres actifs et passifs financiers. Les techniques d'évaluation et les données d'entrée significatives des autres actifs et passifs financiers comprennent :

- **Contrats garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des accords de revente et des titres empruntés sont les spreads de financement, le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus et des taux d'intérêt.
- **Autres actifs.** Les autres actifs évalués à la juste valeur comprennent un prêt intragroupe non garanti et une participation dans une filiale. Les données d'entrée significatives de l'évaluation de ce prêt intragroupe non garanti évalué à la juste valeur sont le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt et les spreads de crédit de GS Group. Les paramètres significatifs de l'évaluation de cette participation dans une filiale évaluée à la juste valeur sont les cours des actions et les taux de change.
- **Financements garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des contrats de mise en pension et des titres prêtés sont les spreads de financement, le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus et des taux d'intérêt. Les données importantes pour l'évaluation des titres d'emprunt garantis émis, des autres emprunts et des prêts intragroupe évalués à la juste valeur sont le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt, les spreads de financement, la juste valeur de la garantie fournie par la société (qui est déterminée en utilisant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les prix du marché, les rendements du marché et les hypothèses de recouvrement), la fréquence des appels de garantie supplémentaires et les prix des matières premières pour les transactions prépayées sur matières premières.
- **Emprunts non garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des emprunts non garantis évalués à la juste valeur sont le montant et

l'échéancier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt, les spreads de crédit de GS Group et les prix des matières premières pour les transactions prépayées sur matières premières. Les paramètres utilisés pour la valorisation de la composante dérivée incorporée des instruments financiers hybrides sont cohérents avec les paramètres utilisés pour la valorisation des autres instruments dérivés de la société.

Juste valeur des actifs et passifs financiers par niveau. Le tableau ci-dessous présente, par niveau au sein de la hiérarchie des justes valeurs, les actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur sur une base récurrente.

| <i>En Mio USD</i> | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|---|------------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Décembre 2023 | | | | |
| Actifs financiers | | | | |
| Contrats garantis | \$ — | \$ 138 777 | \$ 112 | \$ 138 889 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 92 278 | 39 739 | 645 | 132 662 |
| Produits dérivés | 1 | 691 614 | 4 085 | 695 700 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 92 279 | 731 353 | 4 730 | 828 362 |
| Investissements | 4 | 216 | 69 | 289 |
| Prêts | — | 140 | 34 | 174 |
| Autres actifs | — | 147 | — | 147 |
| Total | \$ 92 283 | \$ 870 633 | \$ 4 945 | \$ 967 861 |
| Passifs financiers | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 106 295 | \$ 489 | \$ 106 784 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 59 775 | 5 955 | 20 | 65 750 |
| Produits dérivés | 37 | 669 492 | 2 331 | 671 860 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 59 812 | 675 447 | 2 351 | 737 610 |
| Emprunts non garantis | — | 49 273 | 5 663 | 54 936 |
| Total | \$ 59 812 | \$ 831 015 | \$ 8 503 | \$ 899 330 |
| Dérivés nets | \$ (36) | \$ 22 122 | \$ 1 754 | \$ 23 840 |
| Décembre 2022 | | | | |
| Actifs financiers | | | | |
| Contrats garantis | \$ — | \$ 151 621 | \$ 118 | \$ 151 739 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 44 917 | 26 956 | 556 | 72 429 |
| Produits dérivés | 166 | 796 286 | 3 929 | 800 381 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 45 083 | 823 242 | 4 485 | 872 810 |
| Investissements | 4 | 205 | 71 | 280 |
| Prêts | — | 168 | 54 | 222 |
| Autres actifs | — | 156 | — | 156 |
| Total | \$ 45 087 | \$ 975 392 | \$ 4 728 | \$ 1 025 207 |
| Passifs financiers | | | | |
| Financements garantis | \$ — | \$ 77 144 | \$ 395 | \$ 77 539 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 49 689 | 6 997 | 8 | 49 689 |
| Produits dérivés | 55 | 785 240 | 2 324 | 787 619 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 49 744 | 792 237 | 2 332 | 844 313 |
| Emprunts non garantis | — | 35 099 | 5 148 | 40 247 |
| Total | \$ 49 744 | \$ 904 480 | \$ 7 875 | \$ 962 099 |
| Dérivés nets | \$ 111 | \$ 11 046 | \$ 1 605 | \$ 12 762 |

Données d'entrées non observables significatives utilisées dans les évaluations de la juste valeur de niveau 3**Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction, investissements et prêts.**

Le tableau ci-dessous présente les actifs, investissements et prêts des instruments de trésorerie de niveau 3 de la société, ainsi que les fourchettes et les moyennes pondérées des données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction, investissements et prêts de niveau 3 de la société.

| | Décembre 2023 | | Décembre 2022 | |
|---|-----------------------|------------------|-----------------------|------------------|
| | Montant ou fourchette | Moyenne pondérée | Montant ou fourchette | Moyenne pondérée |
| <i>En Mio USD, sauf les données d'entrée</i> | | | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | | | | |
| Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs | | | | |
| Actifs de niveau 3 | \$ 41 | | \$ 49 | |
| Rendement | 4,0 % à 26,1 % | 11,9 % | 5,6 % à 21,3 % | 12,5 % |
| Taux de recouvrement | 35,5 % à 76,0 % | 44,6 % | 47,0 % à 76,1 % | 56,6 % |
| Duration (années) | 1,4 à 7,0 | 4,2 | 1,3 à 8,0 | 2,4 |
| Instruments de dette d'entreprise et obligations gouvernementales | | | | |
| Actifs de niveau 1 | \$ 573 | | \$ 444 | |
| Rendement | 5,0 % à 46,0 % | 12,8 % | 2,8 % à 48,0 % | 9,2 % |
| Taux de recouvrement | 7,3 % à 95,9 % | 26,6 % | 3,0 % à 87,0 % | 36,7 % |
| Duration (années) | 0,9 à 27,0 | 3,4 | 0,3 à 12,3 | 4,6 |
| Titres de fonds propres | | | | |
| Actifs de niveau 3 | \$ 31 | | \$ 63 | |
| Duration (années) | 4,8 à 4,8 | 4,8 | 5,8 à 5,8 | 5,8 |
| Total | \$ 645 | | \$ 556 | |
| Investissements | | | | |
| Instruments de dette d'entreprise | | | | |
| Actifs de niveau 3 | \$ 5 | | \$ 15 | |
| Taux de recouvrement | 7,3 % à 7,3 % | 7,3 % | 10,0 % à 57,2 % | 33,5 % |
| Titres de fonds propres | | | | |
| Actifs de niveau 3 | \$ 64 | | \$ 56 | |
| Multiples | 0,4 à 7,0 | 6,0 | 1,5 à 6,0 | 5,3 |
| Total | \$ 69 | | \$ 71 | |
| Prêts | | | | |
| Entreprises | | | | |
| Actifs de niveau 3 | \$ 34 | | \$ 54 | |
| Rendement | Sans objet | Sans objet | 4,8 % à 4,8 % | 4,8 % |
| Taux de recouvrement | 15,0 % à 15,0 % | 15,0 % | 15,0 % à 15,0 % | 15,0 % |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les fourchettes représentent les données non observables significatives qui ont été utilisées dans l'évaluation de chaque type d'instrument au comptant et les moyennes pondérées sont calculées en pondérant chaque donnée par la juste valeur relative de l'instrument.
- Les fourchettes et les moyennes pondérées de ces données ne sont pas représentatives des données d'entrées pertinentes à utiliser pour calculer la juste valeur d'un instrument détenu à des fins de transaction. Par exemple, le rendement le plus élevé pour les prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs est approprié pour évaluer un prêt hypothécaire donné, mais peut ne pas l'être pour évaluer d'autres prêts hypothécaires. Par conséquent, les fourchettes de données d'entrée ne représentent pas l'incertitude ou les fourchettes possibles des évaluations de la juste valeur des instruments de trésorerie détenu à des fins de transaction de niveau 3.
- Les augmentations du rendement ou de la duration utilisées dans la valorisation des instruments de niveau 3 auraient entraîné une évaluation à la juste valeur plus faible, tandis que les augmentations du taux de recouvrement ou des multiples auraient entraîné une évaluation à la juste valeur plus élevée en décembre 2023 et décembre 2022. En raison de la spécificité de chaque instrument de niveau 3, l'interrelation des données d'entrée n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.
- Les prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs, les instruments de dette d'entreprise, les obligations et prêts gouvernementaux sont évalués à l'aide des flux de trésorerie actualisés, et les titres de fonds propres sont évalués à l'aide de comparables de marché et de flux de trésorerie actualisés.
- La juste valeur d'un instrument peut être déterminée à l'aide de plusieurs techniques d'évaluation. Par exemple, les comparables de marché et les flux de trésorerie actualisés peuvent être utilisés ensemble pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le solde de niveau 3 englobe ces deux techniques.

- Le rendement n'était pas significatif pour la valorisation des prêts de niveau 3 en décembre 2023.

Dérivés et emprunts non garantis. Le tableau ci-dessous présente les dérivés nets et les emprunts non garantis de niveau 3 de la société et les fourchettes, moyennes et médianes des données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les dérivés de niveau 1 et les emprunts non garantis.

| | Décembre 2023 | | Décembre 2022 | |
|--|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|
| | Montant ou fourchette | Moyenne / Médiane | Montant ou fourchette | Moyenne / Médiane |
| <i>En Mio USD, sauf les données d'entrée</i> | | | | |
| Produits dérivés | | | | |
| Taux d'intérêt nets | \$ 151 | | \$ 112 | |
| Corrélation | (10) % à 26 % | 13 %/25 % | (10) % à 26 % | 13 %/25 % |
| Volatilité (points de base) | 41 à 62 | 48/48 | 45 à 60 | 56/57 |
| Crédit, net | \$ 1 835 | | \$ 1 657 | |
| Spreads de crédit (points de base) | 7 à 1 750 | 134/90 | 5 à 686 | 167/125 |
| Points de crédit initiaux | 0 à 90 | 18/7 | (1) à 90 | 19/5 |
| Taux de recouvrement | 20 % à 50 % | 43 %/40 % | 20 % à 50 % | 41 %/40 % |
| Devises, net | \$ (104) | | \$ (76) | |
| Corrélation | 20 % à 90 % | 24 %/23 % | 20 % à 23 % | 21 %/21 % |
| Actions, net | \$ (140) | | \$ (90) | |
| Corrélation | 70 % à 100 % | 66 %/69 % | (75) % à 100 % | 60 %/67 % |
| Volatilité | 0 % à 80 % | 14 %/13 % | 2 % à 74 % | 16 %/18 % |
| Matières premières, net | \$ 12 | | \$ 2 | |
| Total | \$ 1 754 | | \$ 1 605 | |
| Emprunts non garantis | | | | |
| Passifs de niveau 1 | \$ 5 663 | | \$ 5 148 | |
| Corrélation des taux d'intérêt | 25 % à 26 % | 25 %/25 % | 25 % à 26 % | 25 %/25 % |
| Spreads de crédit (points de base) | 183 à 183 | 183/183 | Sans objet | Sans objet |
| Corrélation devises | 20 % à 68 % | 34 %/23 % | 20 % à 23 % | 21 %/21 % |
| Corrélation actions | (16) % à 96 % | 51 %/52 % | (39) % à 99 % | 54 %/54 % |
| Volatilité des actions | 2 % à 106 % | 18 %/15 % | 6 % à 66 % | 23 %/21 % |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs nets dérivés sont présentés en montants positifs et les passifs nets dérivés sont présentés en montants négatifs.
- Les fourchettes représentent les données d'entrée non observables significatives qui ont été utilisées dans l'évaluation de chaque type de dérivé. Les moyennes représentent la moyenne arithmétique des paramètres et ne sont pas pondérées par la juste valeur relative ou le notionnel des instruments financiers concernés. Une moyenne supérieure à la médiane indique que la majorité des données sont inférieures à la moyenne.
- Les fourchettes, moyennes et médianes de ces données ne sont pas représentatives des données pertinentes à utiliser pour calculer la juste valeur d'un dérivé donné. Par exemple, la corrélation la plus élevée pour les dérivés sur actions est appropriée pour évaluer un dérivé sur actions spécifique, mais peut ne pas l'être pour un autre dérivé sur actions. Par conséquent, les fourchettes de données ne représentent pas l'incertitude ou les fourchettes possibles des évaluations de la juste valeur des dérivés de niveau 3.
- Les dérivés de taux d'intérêt, de devises et d'actions sont valorisés à l'aide de modèles de valorisation des options et les dérivés de crédit sont valorisés à l'aide de modèles de valorisation des options, de corrélation et d'actualisation des flux de trésorerie.
- La juste valeur d'un instrument peut être déterminée à l'aide de plusieurs techniques d'évaluation. Par exemple, les modèles d'évaluation des options et les modèles de flux de trésorerie actualisés sont généralement utilisés ensemble pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le solde de niveau 3 englobe ces deux techniques.
- La corrélation au sein des devises et des actions inclut la corrélation entre types de produits.
- Les spreads de crédit n'étaient pas significatifs pour la valorisation des emprunts non garantis de niveau 3 en décembre 2022.

Eventail de données d'entrée non observables significatives

Les éléments suivants fournissent des informations sur les fourchettes de données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les dérivés de niveau 1 et les emprunts non garantis :

- **Corrélation.** Les fourchettes de corrélation couvrent une variété de sous-jacents à la fois au sein d'un type de produit (par exemple, indice d'actions et valeurs individuelles) et entre les types de produits (par exemple, corrélation d'un taux d'intérêt et d'une devise), ainsi qu'entre les régions.

- **Volatilité.** Les fourchettes de volatilité couvrent de nombreux sous-jacents sur une variété de marchés, d'échéances et de prix d'exercice. Par exemple, la volatilité des indices actions est généralement inférieure à celle des actions individuelles.

- **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** Les fourchettes de spreads de crédit, de points de crédit initiaux et de taux de recouvrement couvrent une variété de sous-jacents (indices et titres individuels), de régions, de secteurs, d'échéances et de qualités de crédit (high yield et investment grade) et incluent également des spreads de financement garantis. Le large éventail de cette population donne lieu à la largeur des fourchettes de données d'entrée non observables significatives.

Sensibilité de l'évaluation de la juste valeur aux variations des données d'entrée non observables significatives

Voici une description de la sensibilité directionnelle des évaluations de la juste valeur de niveau 3 de la société aux variations des données d'entrée non observables significatives, prises séparément, à la fin de chaque exercice :

- **Corrélation.** En général, pour les contrats dont le détenteur bénéficie de la convergence des prix de l'actif sous-jacent ou de l'indice (par exemple, taux d'intérêt, spreads de crédit, taux de change, taux d'inflation et cours des actions), une augmentation de la corrélation entraîne une évaluation supérieure de la juste valeur.

- **Volatilité.** En général, pour les options achetées, une augmentation de la volatilité entraîne une évaluation supérieure de la juste valeur.

- **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** En général, la juste valeur de la protection de crédit achetée augmente à mesure que les spreads de crédit ou les points de crédit initiaux augmentent ou que les taux de recouvrement diminuent, et la juste valeur de la capacité de financement garanti augmente à mesure que les spreads de financement garanti augmentent. Les spreads de crédit, les points de crédit initiaux et les taux de recouvrement sont étroitement liés aux facteurs de risque distinctifs des obligations de référence sous-jacentes, qui comprennent des facteurs de référence propres à l'entité tels que l'endettement, la volatilité et le secteur, des facteurs de risque basés sur le marché, tels que les coûts d'emprunt ou la liquidité de l'obligation de référence sous-jacente, et les conditions macroéconomiques.

En raison du caractère distinctif de chacun des dérivés de niveau 3 et des emprunts non garantis de la société, l'interrelation des données d'entrée n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.

Contrats garantis. En décembre 2023 et décembre 2022, les données d'entrée non observables significatives utilisées pour valoriser les contrats garantis de niveau 3 sont intégrées dans les informations sur les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction relatives aux données non observables. Voir « Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction, investissements et prêts » ci-dessus.

Financements garantis. En décembre 2023 et décembre 2022, les données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les financements garantis de niveau 3 sont intégrées dans les informations sur les dérivés relatives aux données d'entrée non observables. Voir ci-dessus « Instruments dérivés et emprunts non garantis ».

Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs

En 2023 et en 2022, il n'y a eu, de façon récurrente, aucun transfert significatif entre les actifs et passifs financiers de niveau 1 et de niveau 2 évalués à la juste valeur.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur évalués à l'aide de techniques qui incorporent des données d'entrée non observables

La juste valeur des actifs et passifs financiers peut être déterminée en tout ou partie à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur des hypothèses qui ne sont pas étayées par des prix provenant de transactions courantes observables sur le marché portant sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles. La modification de ces hypothèses modifiera l'estimation de la juste valeur qui en résulte.

Pour déterminer d'autres hypothèses défavorables raisonnablement envisageables, un examen détaillé au niveau de l'activité et des positions a été effectué afin d'identifier et de quantifier les cas d'incertitude potentielle. Il a été tenu compte de la juste valeur des positions par rapport à l'éventail des informations de marché disponibles.

Le tableau ci-dessous présente l'impact potentiel de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables pour les actifs et passifs financiers évalués à l'aide de techniques qui ne sont pas observables.

| <i>En Mio USD</i> | Au décembre | |
|---|---------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Evolutions favorables | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ 102 | \$ 88 |
| Investissements | 9 | 15 |
| Prêts | 3 | 4 |
| Autres | 387 | 355 |
| Total | \$ 501 | \$ 462 |
| Evolutions défavorables | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ 15 | \$ 29 |
| Investissements | 2 | 4 |
| Prêts | 11 | 11 |
| Autres | 178 | 155 |
| Total | \$ 206 | \$ 199 |

Dans le tableau ci-dessus :

- La catégorie « autres » comprennent les changements favorables et défavorables liés aux dérivés, aux emprunts non garantis, aux accords garantis et aux financements garantis. Ils ont été présentés nets, en cohérence avec leur risque net utilisé dans le calcul des variations favorables et défavorables dues à la couverture économique de ces instruments.
- Tant en décembre 2023 qu'en décembre 2022, l'impact des variations favorables était principalement dû aux variations des ajustements de valeur liés aux dérivés actions et obligations et aux changements d'hypothèses liés à la valorisation des spreads de financement garantis et des titres de fonds propres.
- En décembre 2023 et en décembre 2022, l'impact des variations défavorables était principalement dû à des modifications des hypothèses relatives à la valorisation des spreads de financement garanti, aux données de volatilité et de corrélation et aux spreads de crédit.

Le tableau ci-dessous présente les montants non comptabilisés au compte de résultat relatifs à la différence entre la juste valeur des actifs et passifs financiers lors de la comptabilisation initiale en utilisant les techniques d'évaluation et le prix de transaction (résultat jour 1).

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|---------------|
| | 2023 | 2022 |
| Solde de début | \$ 206 | \$ 190 |
| Nouvelles transactions | 311 | 157 |
| Montants comptabilisés au compte de résultat au cours de l'exercice | (257) | (141) |
| Solde final | \$ 260 | \$ 206 |

Report à nouveau des actifs et passifs de niveau 1

Le tableau ci-dessous présente un résumé des variations de juste valeur pour tous les actifs et passifs financiers de niveau 3 évalués à la juste valeur sur une base récurrente.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|-------------------------------------|---------------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Total des actifs financiers | | |
| Solde de début | \$ 4 728 | \$ 5 760 |
| Plus-values/(Moins-values) | 849 | (847) |
| Achats | 608 | 1 008 |
| Ventes | (302) | (309) |
| Règlements | (928) | (1 669) |
| Transferts en niveau 3 | 262 | 1 490 |
| Transferts hors niveau 3 | (272) | (705) |
| Solde final | \$ 4 945 | \$ 4 728 |
| Total des passifs financiers | | |
| Solde de début | \$ (7 875) | \$ (18 239) |
| Plus-values/(Moins-values) | (1 074) | 1 780 |
| Achats | 36 | 76 |
| Ventes | (310) | (469) |
| Emissions | (2 246) | (2 303) |
| Règlements | 2 956 | 5 322 |
| Transferts en niveau 3 | (571) | (794) |
| Transferts hors niveau 3 | 581 | 6 752 |
| Solde final | \$ (8 503) | \$ (7 875) |

Dans le tableau ci-dessus :

- Si un actif ou un passif financier a été transféré au niveau 3 au cours d'une période de déclaration, l'intégralité de la plus-value ou moins-value afférente, pour la période est classée au niveau 3. Pour les actifs financiers de niveau 3, les augmentations sont présentées en montants positifs, les diminutions en montants négatifs. Pour les passifs financiers de niveau 3, les augmentations sont présentées en montants négatifs, tandis que les diminutions sont présentées en montants positifs.
- Les transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur sont comptabilisés au début de la période au cours de laquelle ils ont lieu. Par conséquent, les tableaux n'incluent pas les plus-values ou moins-values sur des actifs et passifs financiers de niveau 3 qui ont été transférés du niveau 3 avant la fin de la période.
- Les actifs et passifs financiers de niveau 3 sont fréquemment couverts économiquement avec des actifs et passifs financiers de niveau 1 et 2. Par conséquent, les plus-values ou moins-values de niveau 3 qui sont déclarées pour une catégorie particulière d'actifs ou de passifs financiers peuvent être partiellement compensées par des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1 ou au niveau 2 dans la même catégorie d'actifs ou de passifs financiers, ou des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1, au niveau 2 ou au niveau 3 dans une catégorie différente d'actifs ou de passifs financiers. Par conséquent, les plus-values ou moins-values incluses dans le report de niveau 3 ne représentent pas nécessairement l'impact global sur les résultats d'exploitation, la liquidité ou les ressources en capital de la société.
- Les plus-values/(moins-values) sont principalement attribuables aux variations des plus-values ou moins-values latentes relatives aux actifs et passifs financiers de niveau 3.
- Les plus-values/(moins-values) nettes sur les actifs financiers de niveau 3 pour 2023 et 2022 sont comptabilisés en « produit net » au compte de résultat.
- Les pertes nettes sur les passifs financiers de niveau 3 de 1,07 Mrd USD en 2023 comprenaient des pertes de 988 Mio USD comptabilisées en « Produit net » du compte de résultat et des pertes de 86 Mio USD comptabilisées en « Ajustement de la valeur de la dette » de l'état du résultat global. Les gains nets sur les passifs financiers de niveau 3 de 1,78 Mrd USD en 2022 comprenaient des gains de 1,62 Mrd USD comptabilisés en « Produit net » du compte de résultat et des gains de 162 Mio USD comptabilisés en « Ajustement de la valeur de la dette » de l'état du résultat global.

Le tableau ci-dessous décompose, selon les postes du bilan, les informations relatives aux actifs financiers de la société figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|---|---------------------------|-----------------|
| | 2023 | 2022 |
| Contrats garantis | | |
| Solde de début | \$ 118 | \$ 121 |
| Plus-values/(Moins-values) | 3 | (3) |
| Règlements | (9) | — |
| Solde final | \$ 112 | \$ 118 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | | |
| Solde de début | \$ 4 485 | \$ 5 479 |
| Plus-values/(Moins-values) | 836 | (865) |
| Achats | 600 | 1 001 |
| Ventes | (301) | (309) |
| Règlements | (900) | (1 606) |
| Transferts en niveau 3 | 262 | 1 490 |
| Transferts hors niveau 3 | (252) | (705) |
| Solde final | \$ 4 730 | \$ 4 485 |
| Investissements | | |
| Solde de début | \$ 71 | \$ 105 |
| Plus-values/(Moins-values) | 10 | 22 |
| Achats | 8 | 7 |
| Ventes | (1) | — |
| Règlements | (19) | (63) |
| Solde final | \$ 69 | \$ 71 |
| Prêts | | |
| Solde de début | \$ 54 | \$ 55 |
| Plus-values/(Moins-values) | — | (1) |
| Transferts hors niveau 3 | (20) | — |
| Solde final | \$ 34 | \$ 54 |

Le tableau ci-dessous décompose, selon les postes du bilan, les informations relatives aux passifs financiers de la société figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

| <i>En Mio USD</i> | Exercice clos en décembre | |
|--|----------------------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Financements garantis | | |
| Solde de début | \$ (395) | \$ (380) |
| Plus-values/(Moins-values) | (52) | (66) |
| Emissions | (322) | (275) |
| Règlements | 280 | 326 |
| Solde final | \$ (489) | \$ (395) |
| Passifs détenus à des fins de transaction | | |
| Solde de début | \$ (2 332) | \$ (3 722) |
| Plus-values/(Moins-values) | (476) | 281 |
| Achats | 36 | 76 |
| Ventes | (310) | (469) |
| Règlements | 617 | 768 |
| Transferts en niveau 3 | (151) | (206) |
| Transferts hors niveau 3 | 265 | 940 |
| Solde final | \$ (2 351) | \$ (2 332) |
| Emprunts non garantis | | |
| Solde de début | \$ (5 148) | \$ (14 137) |
| Plus-values/(Moins-values) | (546) | 1 565 |
| Emissions | (1 924) | (2 028) |
| Règlements | 2 059 | 4 228 |
| Transferts en niveau 3 | (420) | (588) |
| Transferts hors niveau 3 | 316 | 5 812 |
| Solde final | \$ (5 663) | \$ (5 148) |

Transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs

Des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 interviennent généralement en cas de modification du degré de transparence des données d'entrée de niveau 3. L'absence de données probantes de marché se traduit par une moindre réduction de la transparence, tandis qu'un plus grand nombre de données probantes du marché disponibles améliore la transparence.

Actifs financiers

Exercice clos en décembre 2023

Actifs détenus à des fins de transaction. Les transferts vers les actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés sur des actions de niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence des prix de certaines données de volatilité et de corrélation, les transferts de certains dérivés de crédit de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit, et les transferts de certains instruments monétaires de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de rendement.

Les transferts hors des actifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains instruments monétaires vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de rendement.

Exercice clos fin décembre 2022

Actifs détenus à des fins de transaction. Les transferts en actifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains titres de fonds propres de niveau 2, en notamment raison d'une moindre transparence des prix par manque de données probantes de marché, y compris une diminution des transactions de marché sur ces instruments.

Les transferts hors des actifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains instruments monétaires vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de rendement.

Passifs financiers

Exercice clos en décembre 2023

Passifs détenus à des fins de transaction. Les transferts en passifs de négociation de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés sur actions de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de volatilité et de

corrélation, et les transferts de certains dérivés de crédit de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit.

Les transferts des passifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés de crédit vers le niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit.

Emprunts non garantis. Les transferts vers les emprunts non garantis de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides du niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence de certaines données de volatilité et de corrélation.

Les transferts des emprunts non garantis de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, en raison notamment de la transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation.

Exercice clos fin décembre 2022

Passifs détenus à des fins de transaction. Les transferts vers les passifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de volatilité et de corrélation.

Les transferts des passifs détenus à des fins de transaction de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions vers le niveau 2, en raison notamment de la transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation.

Emprunts non garantis. Les transferts vers les emprunts non garantis de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides du niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence de certaines données de volatilité et de corrélation.

Les transferts des emprunts non garantis de niveau 1 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, en raison notamment d'une réévaluation de l'importance de certaines données de spread de crédit.

Juste valeur des actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur

La société détenaient des actifs financiers non évalués à la juste valeur, d'un montant de 234,52 Mrd USD et de 176,67 Mrd USD, respectivement, en décembre 2023 et en décembre 2022. Etant donné que la quasi-totalité de ces soldes sont de nature à court terme, leur valeur comptable au bilan est une approximation raisonnable de la juste valeur.

Le tableau ci-dessous présente, selon les maturités prévues, les passifs financiers de la société qui ne sont pas évalués à la juste valeur.

| En Mio USD | Au décembre | |
|-------------------|--------------------|-------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Courant | \$ 198 299 | \$ 144 021 |
| Non courant | 65 159 | 54 314 |
| Total | \$ 263 458 | \$ 198 335 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les passifs financiers courants sont de nature à court terme et, par conséquent, leur valeur comptable au bilan est une approximation raisonnable de la juste valeur.
- Les passifs financiers non courants concernent principalement des prêts intragroupe à long terme et des contrats de mise en pension. Les taux d'intérêt de ces instruments sont de nature variable et se rapprochent des taux d'intérêt prévalant sur le marché pour des instruments ayant des conditions et des caractéristiques similaires. Ainsi, leurs valeurs comptables au bilan sont une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 31.

Gestion des risques financiers et gestion du capital

Certaines informations relatives à la gestion des risques financiers et à la gestion du capital de la société ont été présentées en même temps que d'autres informations relatives à la gestion des risques et à la réglementation dans la partie I du présent rapport annuel et sont identifiées comme auditées, le cas échéant.

Echéance des actifs, passifs et engagements financiers

Le tableau ci-dessous présente une analyse des flux de trésorerie des actifs, passifs et engagements financiers de la société par échéance contractuelle, à l'exception des actifs et passifs détenus à des fins de transaction, qui sont classés en transaction/à vue, reflétant le rôle de teneur

de marché de la société.

| <i>En Mio USD</i> | Transaction/ à vue (trading/on demand) | Moins de 1 mois | 1 à 3 mois | 3 mois - 1 an | 1 - 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|---|--------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|---------------------|
| Décembre 2023 | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ 35 689 | \$ — | \$ — | \$ — | \$ — | \$ — | \$ 35 689 |
| Contrats garantis | 121 502 | 129 502 | 7 218 | 3 346 | 1 103 | 146 | 262 817 |
| Créances clients et autres | 72 888 | — | — | — | — | — | 72 888 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 818 880 | 106 | 7 391 | 1 985 | — | — | 828 362 |
| Investissements | — | — | — | — | 220 | 69 | 289 |
| Prêts | — | — | — | 22 | 118 | 34 | 174 |
| Autres actifs | 1 667 | 10 | 40 | 52 | 114 | 1 222 | 3 105 |
| Total | \$ 1 050 626 | \$ 129 618 | \$ 14 649 | \$ 5 405 | \$ 1 555 | \$ 1 471 | \$ 1 203 324 |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Financements garantis | \$ 38 460 | \$ 47 584 | \$ 39 789 | \$ 34 759 | \$ 53 654 | \$ 1 573 | \$ 215 819 |
| Dettes clients et autres | 115 201 | — | — | — | — | — | 115 201 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 737 610 | — | — | — | — | — | 737 610 |
| Emprunts non garantis | 2 372 | 1 775 | 4 854 | 10 728 | 51 565 | 35 665 | 106 959 |
| Autres passifs | 1 891 | 1 277 | 6 | 13 | 1 015 | 32 | 4 234 |
| Total | \$ 895 534 | \$ 50 636 | \$ 44 649 | \$ 45 500 | \$ 106 234 | \$ 37 270 | \$ 1 179 823 |
| Engagements | | | | | | | |
| Contrats garantis | \$ 798 | \$ 139 390 | \$ 1 301 | \$ 2 107 | \$ — | \$ — | \$ 143 596 |
| Financements garantis | 6 | 44 606 | 2 | 559 | — | — | 45 173 |
| Autres | 3 369 | 1 | — | 2 | — | — | 3 372 |
| Total | \$ 4 173 | \$ 183 997 | \$ 1 303 | \$ 2 668 | \$ — | \$ — | \$ 192 141 |
| Décembre 2022 | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | \$ 11 707 | \$ — | \$ — | \$ — | \$ — | \$ — | \$ 11 707 |
| Contrats garantis | 89 770 | 130 603 | 10 973 | 3 250 | 877 | 323 | 235 796 |
| Créances clients et autres | 78 967 | — | — | — | — | — | 78 967 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 872 810 | — | — | — | — | — | 872 810 |
| Investissements | 7 | — | — | 4 | 208 | 61 | 280 |
| Prêts | 2 | — | — | — | 183 | 37 | 222 |
| Autres actifs | 1 430 | 10 | 425 | 9 | 47 | 673 | 2 594 |
| Total | \$ 1 054 693 | \$ 130 613 | \$ 11 398 | \$ 3 263 | \$ 1 315 | \$ 1 094 | \$ 1 202 376 |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Financements garantis | \$ 22 830 | \$ 31 681 | \$ 10 753 | \$ 21 145 | \$ 37 013 | \$ 1 513 | \$ 124 935 |
| Dettes clients et autres | 110 983 | — | — | — | — | — | 110 983 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 844 313 | — | — | — | — | — | 844 313 |
| Emprunts non garantis | 1 935 | 2 325 | 4 573 | 8 573 | 37 018 | 33 572 | 87 996 |
| Autres passifs | 1 780 | 1 308 | 7 | 6 | 1 059 | 38 | 4 198 |
| Total | \$ 981 841 | \$ 35 314 | \$ 15 333 | \$ 29 724 | \$ 75 090 | \$ 35 123 | \$ 1 172 425 |
| Engagements | | | | | | | |
| Contrats garantis | \$ 2 107 | \$ 102 471 | \$ 5 337 | \$ 8 028 | \$ 1 716 | \$ — | \$ 119 659 |
| Financements garantis | 82 | 68 956 | 9 | 1 606 | 1 433 | — | 72 086 |
| Autres | 4 245 | — | — | 3 | 573 | — | 4 821 |
| Total | \$ 6 434 | \$ 171 427 | \$ 5 346 | \$ 9 637 | \$ 3 722 | \$ — | \$ 196 566 |

Dans le tableau ci-dessus :

- Les flux de trésorerie par échéance contractuelle comprennent les intérêts qui courent sur les prêts intragroupe (inclus dans les autres actifs, les financements garantis et les emprunts non garantis) et les titres d'emprunt émis évalués au coût amorti (inclus dans les emprunts non garantis). Tous les autres actifs et passifs financiers, qui sont principalement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, ont été présentés à leur valeur comptable, conformément aux valeurs utilisées dans la gestion du risque de liquidité de ces instruments.

- Les garanties en espèces reçues et payées ont été classées en transaction/à vue, conformément aux instruments dérivés auxquels elles se rapportent principalement.
- Le risque de liquidité sur les produits dérivés est atténué par des accords-cadres de compensation et des accords de garantie en espèces.
- Les emprunts non garantis comprennent certains titres d'emprunt émis dont le règlement est déclenché par un événement indépendant de la volonté de la société et qui pourraient être remboursés avant leur échéance contractuelle.

La société gère le risque de liquidité selon trois principes : (i) détenir suffisamment de liquidités excédentaires sous forme de GCLA pour couvrir les sorties en période de tensions ; (ii) maintenir une gestion actif-passif appropriée ; et (iii) maintenir un plan de financement d'urgence viable. Voir « Gestion du risque de liquidité — Principes de gestion du risque de liquidité » dans la partie I du présent rapport annuel pour plus de détails.

Note 32.

Actifs transférés

Les actifs continuent d'être comptabilisés en totalité. Au cours des exercices 2023 et 2022, la société a transféré certains actifs financiers lorsque les transferts ne respectaient pas les critères de décomptabilisation, tels que prévus par la norme IFRS 9, et par conséquent la société continue de comptabiliser ces actifs en totalité au bilan.

La société transfère des actifs qu'elle détient à des contreparties dans le cours normal de ses activités afin de garantir des contrats de mise en pension et d'autres opérations de prêt de titres. Dans le cadre de ces opérations, les actifs transférés continuent d'être comptabilisés par la société à des fins comptables car les transactions prévoient le rachat des instruments financiers à l'échéance du contrat et la société reste exposée au risque de prix, de crédit et de taux d'intérêt de ces instruments. Lorsque la société reçoit le produit en espèces au titre du transfert de l'actif, un passif financier est comptabilisé au titre de la contrepartie reçue et comptabilisé dans les financements garantis. Lorsque la société reçoit une garantie autre qu'en espèces (sous forme de titres), aucun passif n'est initialement comptabilisé. En cas de vente ultérieure du collatéral reçu, l'obligation de restitution du collatéral est comptabilisée au passif dans les passifs détenus à des fins de transaction.

Outre les contrats de mise en pension et de prêt de titres, la société obtient des financements en ayant recours à d'autres dispositifs qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation. Par exemple, les ventes de titres avec des produits dérivés connexes, tels que les swaps de rendement total, par le biais desquels la société conserve la quasi-totalité du risque et du rendement des actifs transférés. Un passif financier est alors comptabilisé pour le produit reçu.

Les autres actifs financiers transférés qui continuent d'être inscrits comptablement au bilan concernent les remises en garantie de titres, principalement dans le cadre d'opérations sur instruments dérivés. Les obligations au titre de ces instruments dérivés sont comptabilisées en passifs détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers de la société qui ont été transférés mais qui restent comptablement inscrits au bilan.

| En Mio USD | Au décembre | |
|---|------------------|------------------|
| | 2023 | 2022 |
| Instruments du marché monétaire | \$ 20 | \$ — |
| Obligations gouvernementales | 36 444 | 14 034 |
| Prêts et titres adossés à des créances hypothécaires et autres actifs | 192 | 135 |
| Instruments de dette d'entreprise | 10 331 | 7 444 |
| Titres de fonds propres | 49 620 | 22 990 |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | 96 607 | 44 603 |
| Instruments de dette d'entreprise | 45 | 26 |
| Titres de fonds propres | — | 6 |
| Investissements | 45 | 32 |
| Total | \$ 96 652 | \$ 44 635 |

La valeur comptable des passifs financiers associés est généralement proche de la valeur comptable des actifs transférés.

Actifs décomptabilisés avec une exposition continue. La société est engagée de façon continue, sous la forme de transactions sur produits dérivés et de garanties, avec certaines entités structurées non consolidées auxquelles la société avait transféré des actifs financiers. Ces instruments dérivés peuvent être liés au crédit de l'actif transféré et conduire la société à conserver des risques spécifiques sur l'actif transféré, ou exiger de la société qu'elle effectue des paiements à l'entité structurée pour compenser les pertes sur l'actif en cas de survenance de certains événements éventuels.

Par ailleurs, la société transfère des actifs financiers à des véhicules de titrisation. La société reçoit généralement des liquidités en échange des actifs transférés, mais peut rester engagé dans les actifs transférés, y compris via la détention d'intérêts bénéficiaires dans les actifs financiers titrisés, principalement sous la forme d'instruments de dette. La société peut également acquérir des titres seniors ou subordonnés émis par des véhicules de titrisation dans le cadre d'activités de tenue de marché secondaire.

Lorsque l'engagement continu de la société dans les actifs transférés se fait par le biais de produits dérivés ou de garanties, l'exposition maximale à la perte correspond aux montants notionnels du produit dérivé ou de la garantie. Pour les participations conservées ou acquises dans des actifs titrisés, le risque de perte de la société est limité à la juste valeur de ces participations. Dans tous les cas, ces participations conservées sont comptabilisées à leur juste valeur.

La société comptabilise les actifs en attente de transfert à leur juste valeur et ne comptabilise donc généralement pas de plus-values ou moins-values significatives lors du transfert d'actifs. La société n'a pas d'engagement continu qui pourrait l'obliger à racheter des actifs financiers décomptabilisés.

Les tableaux ci-dessous présentent des informations sur l'exposition de la société au titre d'un engagement continu, ainsi que les plus-values et moins-values relatives à ces transactions.

| | Valeur comptable | Exposition maximale à la perte |
|---|---------------------|--------------------------------------|
| En Mio USD | | |
| Décembre 2023 | | |
| Actif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ — |
| Produits dérivés | 120 | 1 095 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 120 | 1 095 |
| Total | \$ 120 | \$ 1 095 |
| Passif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ — |
| Produits dérivés | (57) | 693 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | (57) | 693 |
| Total | \$ (57) | \$ 693 |
| Décembre 2022 | | |
| Actif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ — |
| Produits dérivés | 105 | 1 123 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 105 | 1 123 |
| Total | \$ 105 | \$ 1 123 |
| Passif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ 2 |
| Produits dérivés | (43) | 559 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | (43) | 561 |
| Total | \$ (43) | \$ 561 |

| <i>En Mio USD</i> | Produits/(charges) de l'exercice | Produits/(charges) cumulés |
|---|----------------------------------|----------------------------|
| Décembre 2023 | | |
| Actif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ 133 |
| Produits dérivés | 6 | 293 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 6 | 426 |
| Total | \$6 | \$ 426 |
| Passif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ 1 |
| Produits dérivés | (25) | (10) |
| Passifs détenus à des fins de transaction | (25) | (9) |
| Dettes clients et autres | — | (1) |
| Total | \$ (25) | \$ (10) |
| Décembre 2022 | | |
| Actif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ — | \$ 133 |
| Produits dérivés | 24 | 287 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 24 | 420 |
| Total | \$ 24 | \$ 420 |
| Passif | | |
| Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction | \$ 1 | \$ 1 |
| Produits dérivés | (11) | 15 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | (10) | 16 |
| Dettes clients et autres | — | (1) |
| Total | \$ (10) | \$ 15 |

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la succursale au 85 Avenue Marceau 75116 PARIS